

ANNEXE A AU CODE SPORTIF INTERNATIONAL

APPENDIX A TO THE INTERNATIONAL SPORTING CODE

Règlement antidopage de la FIA

FIA anti-doping regulations

SOMMAIRE

Introduction

- Art. 1 Définition du dopage
Art. 2 Violations des règles antidopage
Art. 3 Preuve du dopage
Art. 4 La liste des interdictions
Art. 5 Contrôles et enquêtes
Art. 6 Analyse des échantillons
Art. 7 Gestion des résultats : responsabilité, examen initial, notification et suspensions provisoires
Art. 8 Gestion des résultats : Droit à une audience équitable et notification de la décision rendue
Art. 9 Annulation automatique des résultats individuels
Art. 10 Sanctions à l'encontre des individus
Art. 11 Conséquences pour les équipes
Art. 12 Sanctions prises par la FIA à l'encontre d'autres organisations sportives
Art. 13 Gestion des résultats : appels
Art. 14 Confidentialité et rapport
Art. 15 Mise en oeuvre des décisions
Art. 16 Prescription
Art. 17 Éducation
Art. 18 Rôles et Responsabilités additionnels des ASNS
Art. 19 Rôles et Responsabilités additionnels de La FIA
Art. 20 Rôles et Responsabilités additionnels des sportifs
Art. 21 Rôles et Responsabilités additionnels du personnel d'encadrement du sportif
Art. 22 Rôles et responsabilités additionnels des autres personnes soumises aux présentes règles antidopage
Art. 23 Interprétation du Code
Art. 24 Dispositions finales
Supplément I – Définitions

INTRODUCTION

Préface

La FIA a adhéré au Code de l'AMA le 1er décembre 2010. Les principes et les dispositions obligatoires du Code ont été incorporés dans le présent Règlement, qui est adopté et mis en œuvre conformément aux responsabilités qui incombent à la FIA en vertu du Code, et en ligne avec les efforts continus de la FIA en vue d'éliminer le dopage dans le sport.

Ce Règlement constitue les règles sportives qui régissent les conditions dans lesquelles le sport se pratique. Visant à faire respecter les règles antidopage de façon globale et harmonisée, il est distinct des lois pénales et civiles. Même s'il doit être appliqués en tenant compte des principes de proportionnalité et du droit de la personne, ils n'ont pas été conçus pour être assujettis aux exigences et aux normes juridiques nationales applicables aux procédures pénales et civiles ni pour être limité par elle. Lors de l'examen des questions de faits et de droit dans une affaire, tous les tribunaux, tribunaux d'arbitrage et autres organes décisionnels devraient reconnaître et respecter la nature distincte du Règlement de celle du Code et le fait que ce dernier représente un consensus parmi un large éventail de partenaires intéressés à un sport juste dans le monde entier.

Comme le stipule le Code, il incombe à la FIA de mettre en œuvre tous les aspects du contrôle du dopage. Tout aspect du contrôle du dopage ou toute mesure d'éducation antidopage peut être délégué par la FIA à un tiers délégué, mais la FIA doit exiger que le tiers délégué mette en œuvre ces aspects en conformité avec le Code et les standards internationaux, et il incombera entièrement à la FIA de veiller à ce que tous les aspects délégués

TABLE OF CONTENTS

Introduction

- Art. 1 Definition of doping
Art. 2 Anti-doping rule violations
Art. 3 Proof of doping
Art. 4 The Prohibited List
Art. 5 Testing and Investigations
Art. 6 Analysis of samples
Art. 7 Results management: responsibility, initial review, notice and provisional suspensions
Art. 8 Results management: right to a fair hearing and notice of hearing decision
Art. 9 Automatic disqualification of individual results
Art. 10 Sanctions on individuals
Art. 11 Consequences to Teams
Art. 12 Sanctions by the FIA against other sporting bodies
Art. 13 Results management: appeals
Art. 14 Confidentiality and reporting
Art. 15 Implementation of decisions
Art. 16 Statute of limitations
Art. 17 Education
Art. 18 Additional roles and responsibilities of ASNS
Art. 19 Additional roles and responsibilities of the FIA
Art. 20 Additional roles and responsibilities of Drivers
Art. 21 Additional roles and responsibilities of Driver support personnel
Art. 22 Additional roles and responsibilities of other persons subject to these Anti-doping rules
Art. 23 Interpretation of the Code
Art. 24 Final provisions
Supplement 1 – Definitions

INTRODUCTION

Preface

The FIA adhered to Code of WADA on 1 December 2010. The principles and obligatory provisions of the Code have been incorporated into these Regulations, which are adopted and implemented in accordance with the FIA's responsibilities under the Code, and in furtherance of the FIA's continuing efforts to eradicate doping in sport.

These Anti-Doping Regulations are sport rules governing the conditions under which sport is played. Aimed at enforcing anti-doping rules in a global and harmonised manner, they are distinct in nature from criminal and civil laws. They are not intended to be subject to or limited by any national requirements and legal standards applicable to criminal or civil proceedings, although they are intended to be applied in a manner which respects the principles of proportionality and human rights. When reviewing the facts and the law of a given case, all courts, arbitral tribunals and other adjudicating bodies should be aware of and respect the distinct nature of these Anti-Doping Regulations, which implement the Code, and the fact that these rules represent the consensus of a broad spectrum of stakeholders around the world as to what is necessary to protect and ensure fair sport.

As provided in the Code, the FIA shall be responsible for conducting all aspects of Doping Control. Any aspect of Doping Control or anti-doping Education may be delegated by the FIA to a Delegated Third Party, such as the International Testing Agency (ITA); however, the FIA shall require the Delegated Third Party to perform such aspects in compliance with the Code, International Standards, and these Anti-Doping Regulations. The FIA may

soient mis en œuvre en conformité avec le Code. La FIA peut déléguer ses responsabilités décisionnelles et sa *gestion des résultats* à la Chambre antidopage du TAS.

Lorsque la FIA a délégué l'ensemble ou une partie de la mise en œuvre de son programme de *contrôle du dopage* à un *tiers délégué*, toute référence à la FIA dans le Règlement devrait être interprétée, le cas échéant et dans le cadre de cette délégation, comme une référence au *tiers délégué*. Il incombera entièrement à la FIA de veiller à ce que tous les aspects délégués soient mis en œuvre en conformité avec le Code.

Veillez noter que dans le Règlement, les termes en italique réfèrent aux termes définis dans le Supplément 1.

Sauf indication contraire, les références aux articles sont des références aux articles du Règlement.

Fondements du Code et du Règlement

Les programmes antidopage reposent sur la valeur intrinsèque du sport. Cette valeur intrinsèque est souvent qualifiée d'« esprit sportif » : la poursuite éthique de l'excellence humaine par le perfectionnement des talents naturels de chaque *Pilote*.

Les programmes antidopage cherchent à protéger la santé des *Pilotes* et à leur donner l'occasion de poursuivre l'excellence humaine sans avoir recours à des *substances interdites* et *méthodes interdites*.

Les programmes antidopage cherchent à préserver l'intégrité du sport par le respect des règles, des autres concurrents, de la concurrence loyale, de l'égalité entre les participants et de la valeur du sport propre pour le monde. L'esprit sportif valorise la pensée, le corps et l'esprit. Il est l'essence de l'Olympisme et se traduit par des valeurs qui se dégagent du sport et de sa pratique, notamment :

- la santé
- l'éthique, le franc jeu et l'honnêteté
- les droits des *Pilotes* énoncés dans le Code
- l'excellence dans la performance
- le caractère et l'éducation
- le divertissement et la joie
- le travail d'équipe
- le dévouement et l'engagement
- le respect des règles et des lois
- le respect de soi et des autres *participants*
- le courage
- l'esprit de groupe et la solidarité

L'esprit sportif s'exprime dans la manière dont nous jouons franc jeu. Le dopage est contraire à l'essence même de l'esprit sportif.

Application du Règlement

Le Règlement s'applique à :

- (a) La FIA, notamment les membres de ses organes dirigeants, ses administrateurs, ses directeurs, et ses employés, ainsi que les *tiers délégués* et les employés de ces derniers, qui sont impliqués dans toute étape ou procédure du *contrôle du dopage*;
- (b) Les ASNs, notamment les membres de leurs organes dirigeants, leurs administrateurs, leurs directeurs, et leurs employés, ainsi que les *tiers délégués* et les employés de ces derniers, qui sont impliqués dans toute étape ou procédure du *contrôle du dopage*;
- (c) Les *Pilotes*, le *personnel d'encadrement du Pilote* et les autres *personnes* suivantes :
 - (i) Tous les *Pilotes* et membres du *personnel d'encadrement du Pilote* qui sont membres de la FIA ou d'une ASN, ou de toute organisation membre ou affiliée de toute ASN (y compris tout club, équipe, association ou ligue) ;
 - (ii) Tous les *Pilotes* possédant une licence internationale ou une licence nationale délivrée par une ASN ou toute organisation membre ou affiliée à une ASN (y compris clubs, équipes, associations ou ligues) ;
 - (iii) Tous les *Pilotes* et membres du *personnel d'encadrement du Pilote* qui participent à ce titre à des *manifestations*, *compétitions* et autres activités organisées, convoquées, autorisées ou reconnues par la FIA ou par toute ASN, ou par toute organisation membre ou affiliée de toute ASN (y compris tout club, équipe, association ou ligue), où qu'elles aient lieu ;

delegate its adjudication responsibilities and *Results Management* to the CAS Anti-Doping Division.

When the FIA has delegated its responsibilities to implement part or all of *Doping Control* to the *Delegated Third Party*, any reference to the FIA in these *Regulations* should be intended as a reference to that *Delegated Third Party*, where applicable and within the context of the aforementioned delegation. The FIA shall always remain fully responsible for ensuring that any delegated aspects are performed in compliance with the Code. Italicised terms in these *Anti-Doping Regulations* are defined terms in Supplement 1.

Unless otherwise specified, references to Articles are references to Articles of these *Regulations*.

Fundamental Rationale for the Code and the FIA's Regulations

Anti-doping programs are founded on the intrinsic value of sport. This intrinsic value is often referred to as "the spirit of sport": the ethical pursuit of human excellence through the dedicated perfection of each *Driver's* natural talents.

Anti-doping programs seek to protect the health of *Drivers* and to provide the opportunity for *Drivers* to pursue human excellence without the Use of *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods*.

Anti-doping programs seek to maintain the integrity of sport in terms of respect for rules, other competitors, fair competition, a level playing field, and the value of clean sport to the world.

The spirit of sport is the celebration of the human spirit, body and mind. It is the essence of Olympism and is reflected in the values we find in and through sport, including:

- Health
- Ethics, fair play and honesty
- *Drivers' rights* as set forth in the Code
- Excellence in performance
- Character and Education
- Fun and joy
- Teamwork
- Dedication and commitment
- Respect for rules and laws
- Respect for self and other *Participants*
- Courage
- Community and solidarity

The spirit of sport is expressed in how we play true. Doping is fundamentally contrary to the spirit of sport.

Scope of these Anti-Doping Regulations

The *Regulations* shall apply to:

- (a) the FIA, including its board members, directors, officers and specified employees, and *Delegated Third Parties* and their employees, who are involved in any aspect of *Doping Control*;
- (b) each of its ASNs, including their board members, directors, officers and specified employees, and *Delegated Third Parties* and their employees, who are involved in any aspect of *Doping Control*;
- (c) the following *Drivers*, *Driver Support Personnel* and other *Persons*:
 - (i) all *Drivers* and *Driver Support Personnel* who are members of the FIA, or of any ASN, or of any member or affiliate organisation of any ASN (including any clubs, teams, associations, or leagues);
 - (ii) all *Drivers* holding an International Licence or a National Licence issued by any ASN or any member or affiliate organisation of any ASN (including any clubs, teams, associations or leagues);
 - (iii) all *Drivers* and *Driver Support Personnel* participating in such capacity in *Events*, *Competitions* and other activities organised, convened, authorised or recognised by the FIA, or any ASN, or any member or affiliate organisation of any ASN (including any clubs, teams, associations or leagues), wherever held; and

- (iv) Tout autre *Pilote* ou membre du *personnel d'encadrement du Pilote* ou autre *personne* qui, en vertu d'une accréditation, d'une licence ou d'un autre arrangement contractuel ou autre, relève de la compétence de la *FIA* ou de toute *ASN*, ou de toute organisation membre ou affiliée de toute *ASN* (y compris tout club, équipe, association ou ligue), aux fins de la lutte contre le dopage ;
- (v) Les *Pilotes* qui ne sont pas des membres réguliers de la *FIA* ou de l'une de ses *ASNs* mais qui souhaitent participer à une *manifestation internationale*.

À titre de condition à son adhésion, son accréditation et/ou sa participation au sport automobile, toute *personne* se trouvant dans le champ d'application ci-dessus est considérée comme ayant accepté le *Règlement* et accepté d'être liée par lui, et comme ayant accepté l'autorité de la *FIA* pour appliquer ce *Règlement*, y compris les conséquences pour toute violation de celui-ci, ainsi que l'autorité des instances d'audition indiquées aux articles 8 et 13 pour entendre et juger les cas et les appels dans le cadre du *Règlement*.¹ Parmi les *Pilotes* liés par le *Règlement* et devant les respecter, les *Pilotes* suivants seront considérés comme étant des *Pilotes de niveau international* aux fins du *Règlement*. Par conséquent, les dispositions concernant les *Pilotes de niveau international* leur seront applicables (par exemple en matière de *contrôles*, d'*AUT*, d'informations sur la localisation et de *gestion des résultats*):

- (a) les *Pilotes* qui participent à toute *Compétition* inscrite au Calendrier Sportif International de la *FIA*, qui est publié sur la page suivante <https://www.fia.com/international-sporting-calendar>;
- (b) les *Pilotes* qui sont inclus dans le *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles de la FIA*, dans le *groupe de contrôle* et dans tout autre groupe établi par la *FIA* (la *FIA* a l'intention d'inclure uniquement les *Pilotes* titulaires d'une licence internationale, sauf lorsque le pays où le *Pilote* est titulaire d'une licence nationale n'a pas désigné d'*Organisation Nationale Antidopage*).

DEFINITIONS

Les termes définis dans le Supplément 1 apparaissent en italique dans le *Règlement*.

Aux fins du *Règlement* et par souci de brièveté, le pronom masculin est utilisé pour représenter une *personne* de l'un ou l'autre genre.

ARTICLE 1 – DÉFINITION DU DOPAGE

Le dopage est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées aux articles 2.1 à 2.11 du *Règlement*.

ARTICLE 2 – VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Le but de l'article 2 est de préciser quelles circonstances et quelles conduites constituent des violations des règles antidopage. Les audiences relatives aux cas de dopage reposeront sur l'allégation selon laquelle une ou plusieurs de ces règles ont été enfreintes.

¹ [Commentaire : Lorsque le Code exige qu'une personne autre qu'un Pilote ou un membre du personnel d'encadrement du Pilote soit liée par le Code, cette personne ne sera pas soumise au prélèvement d'échantillon ou à des contrôles et ne pourra faire l'objet de poursuites pour une violation des règles antidopage au titre du Code pour usage ou possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. À la place, cette personne ne sera passible que de sanctions disciplinaires pour violation des articles 2.5 (falsification), 2.7 (trafic), 2.8 (administration), 2.9 (complicité), 2.10 (association interdite) et 2.11 (représailles) du Code. De plus, une telle personne sera assujettie aux rôles et responsabilités supplémentaires prévus à l'article 21.3 du Code. De même, l'obligation d'exiger qu'un employé soit lié par le Code est soumise au droit applicable.]

Conformément à l'article 19 du *Règlement*, la *FIA* doit s'assurer que toute entente, contractuelle ou autre, avec des membres de son conseil, ses administrateurs, ses directeurs, et ses employés, ainsi que ses tiers délégués et les employés de ces derniers, incorpore des dispositions explicites selon lesquelles ces personnes acceptent d'être liées par le *Règlement*, de respecter son contenu et de consentir à l'autorité de la *FIA* de régler les cas liés à l'antidopage.]

- (iv) any other *Driver* or *Drivers Support Personnel* or other *Person* who, by virtue of an accreditation, a licence or other contractual arrangement, or otherwise, is subject to the jurisdiction of the *FIA*, or of any *ASN*, or of any member or affiliate organisation of any *ASN* (including any clubs, teams, associations or leagues), for purposes of anti-doping.
- (v) *Drivers* who are not regular members of the *FIA* or of one of its *ASNs* but who want to be eligible to compete in a particular *International Event*.

Each of the abovementioned *Persons* is deemed, as a condition of his or her participation or involvement in the motorsport, to have agreed to and be bound by these *Anti-Doping Regulations*, and to have submitted to the authority of the *FIA* to enforce these *Anti-Doping Regulations*, including any *Consequences* for the breach thereof, and to the jurisdiction of the hearing panels specified in Article 8 and Article 13 to hear and determine cases and appeals brought under these *Anti-Doping Regulations*.¹

Within the overall pool of *Drivers* set out above who are bound by and required to comply with these *Anti-Doping Regulations*, the following *Drivers* shall be considered to be *International-Level Drivers* for the purposes of these *Anti-Doping Regulations*, and, therefore, the specific provisions in these *Anti-Doping Regulations* applicable to *International-Level Drivers* (e.g., *Testing*, *TUEs*, whereabouts, and *Results Management*) shall apply to such *Drivers*:

- (a) *Drivers* taking part in any *Competition* registered on the *FIA International Sporting Calendar*, which is published at the following link: <https://www.fia.com/international-sporting-calendar>;
- (b) *Drivers* included in the *FIA Registered Testing Pool*, *Testing Pool* and any other *Pool* established by the *FIA* (the *FIA* intends to only include *Drivers* holding an International Licence, save when the country where the *Driver* is a national license holder has not designated a *National Anti-Doping Organisation*).

DEFINITIONS

The terms defined in Supplement 1 appear in Italics in the Regulations.

For the purposes of the Regulations, and for the sake of brevity, the masculine pronoun is used to represent a person of either gender.

ARTICLE 1 – DEFINITION OF DOPING

Doping is defined as the occurrence of one or more of the anti-doping rule violations set forth in Article 2.1 through Article 2.11 of these *Anti-Doping Regulations*.

ARTICLE 2 – ANTI-DOPING RULE VIOLATIONS

The purpose of Article 2 is to specify the circumstances and conduct which constitute anti-doping rule violations. Hearings in doping cases will proceed based on the assertion that one or more of these specific rules have been violated.

¹ [Comment: Where the Code requires a Person other than a Driver or Driver Support Person to be bound by the Code, such Person would of course not be subject to Sample collection or Testing, and would not be charged with an anti-doping rule violation under the Code for Use or Possession of a Prohibited Substance or Prohibited Method. Rather, such Person would only be subject to discipline for a violation of Code Articles 2.5 (Tampering), 2.7 (Trafficking), 2.8 (Administration), 2.9 (Complicity), 2.10 (Prohibited Association) and 2.11 (Retaliation). Furthermore, such Person would be subject to the additional roles and responsibilities according to Code Article 21.3. Also, the obligation to require an employee to be bound by the Code is subject to applicable law.]

The *FIA* shall ensure that, as per Article 19 of these *Anti-Doping Regulations*, any arrangements with their board members, directors, officers, and specified employees, as well as with the *Delegated Third Parties* and their employees – either employment, contractual or otherwise – have explicit provisions incorporated according to which such *Persons* are bound by, agree to comply with these *Anti-Doping Regulations*, and agree on the *FIA's* authority to solve anti-doping cases.]

Il incombe aux *Pilotes* ou aux autres *personnes* de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la *Liste des interdictions*.

Sont considérées comme des violations des règles antidopage :

2.1 Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou marqueurs dans un échantillon fourni par un Pilote

2.1.1 Il incombe personnellement aux *Pilotes* de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans leur organisme. Les *Pilotes* sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de faire la preuve de l'intention, de la faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du *Pilote* pour établir une violation des règles antidopage en vertu de l'article 2.1.²

2.1.2 La violation d'une règle antidopage en vertu de l'article 2.1 est établie dans chacun des cas suivants : présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'échantillon A du *Pilote* lorsque le *Pilote* renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé; ou, lorsque l'échantillon B est analysé, confirmation, par l'analyse de l'échantillon B, de la présence de la *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* décelés dans l'échantillon A du *Pilote* ; ou, lorsque l'échantillon A ou B du *Pilote* est fractionné en deux (2) parties et que l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon confirme la présence de la *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* détectés dans la première partie de l'échantillon fractionné ou que le *Pilote* renonce à l'analyse de la partie de confirmation de l'échantillon fractionné.³

2.1.3 À l'exception des substances pour lesquelles une *limite de décision* est précisée dans la *Liste des interdictions* ou dans un *document technique*, la présence de toute quantité rapportée d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans l'échantillon d'un *Pilote* constitue une violation des règles antidopage.

2.1.4 À titre d'exception à la règle générale de l'article 2.1, la *Liste des interdictions*, les *standards internationaux* et les *documents techniques* peuvent prévoir des critères particuliers pour rapporter ou pour évaluer certaines *substances interdites*.

2.2 Usage ou tentative d'usage par un Pilote d'une substance interdite ou d'une méthode interdite⁴

2.2.1 Il incombe personnellement aux *Pilotes* de faire en sorte qu'aucune *substance interdite* ne pénètre dans leur organisme et qu'aucune

Drivers or other *Persons* shall be responsible for knowing what constitutes an anti-doping rule violation and the substances and methods which have been included on the *Prohibited List*.

The following constitute anti-doping rule violations:

2.1 Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in a Driver's Sample

2.1.1 It is the *Drivers'* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters their bodies. *Drivers* are responsible for any *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found to be present in their *Samples*. Accordingly, it is not necessary that intent, *Fault*, *Negligence* or knowing *Use* on the *Driver's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation under Article 2.1.²

2.1.2 Sufficient proof of an anti-doping rule violation under Article 2.1 is established by any of the following: presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in the *Driver's* A *Sample* where the *Driver* waives analysis of the B *Sample* and the B *Sample* is not analysed; or, where the *Driver's* B *Sample* is analyzed and the analysis of the *Driver's* B *Sample* confirms the presence of the *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found in the *Driver's* A *Sample*; or where the *Driver's* A or B *Sample* is split into two (2) parts and the analysis of the confirmation part of the split *Sample* confirms the presence of the *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* found in the first part of the split *Sample* or the *Driver* waives analysis of the confirmation part of the split *Sample*.³

2.1.3 Excepting those substances for which a *Decision Limit* is specifically identified in the *Prohibited List* or a *Technical Document*, the presence of any reported quantity of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in a *Driver's Sample* shall constitute an anti-doping rule violation.

2.1.4 As an exception to the general rule of Article 2.1, the *Prohibited List*, *International Standards* or *Technical Documents* may establish special criteria for reporting or the evaluation of certain *Prohibited Substances*.

2.2 Use or Attempted Use by a Driver of a Prohibited Substance or a Prohibited Method⁴

2.2.1 It is the *Drivers'* personal duty to ensure that no *Prohibited Substance* enters their bodies and that no *Prohibited Method* is

2 [Commentaire sur l'article 2.1.1 : Une violation des règles antidopage est commise au sens du présent article indépendamment de la question de la faute du *Pilote*. Cette règle a été qualifiée dans diverses décisions du TAS de « responsabilité objective ». La faute du *Pilote* est prise en considération pour déterminer les conséquences de cette violation des règles antidopage en vertu de l'article 10. Ce principe a été confirmé de façon constante par le TAS.]

3 [Commentaire sur l'article 2.1.2 : L'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats peut décider de faire analyser l'échantillon B même si le *Pilote* n'en demande pas l'analyse.]

4 [Commentaire sur l'article 2.2 : Il a toujours été possible d'établir l'usage ou la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par tout moyen fiable. Comme l'indique le commentaire sur l'article 3.2, et contrairement à la preuve requise pour l'établissement de la violation des règles antidopage en vertu de l'article 2.1, l'usage ou la tentative d'usage peut être établi par d'autres moyens fiables tels que des aveux du *Pilote*, les déclarations de témoins, une preuve documentaire, les conclusions tirées du suivi longitudinal, y compris les données recueillies dans le cadre du Passeport biologique du *Pilote*, ou d'autres données analytiques qui ne satisfont pas autrement à toutes les exigences imposées pour l'établissement de la « présence » d'une substance interdite aux termes de l'article 2.1.

Par exemple, l'usage peut être établi en fonction de données analytiques fiables tirées de l'analyse d'un échantillon A (sans que l'analyse de l'échantillon B le confirme) ou de l'analyse de l'échantillon B seul lorsque l'organisation antidopage fournit une explication satisfaisante de l'absence de confirmation par l'autre échantillon.]

2 [Comment to Article 2.1.1: An anti-doping rule violation is committed under this Article without regard to a *Driver's* *Fault*. This rule has been referred to in various CAS decisions as "Strict Liability". A *Driver's* *Fault* is taken into consideration in determining the Consequences of this anti-doping rule violation under Article 10. This principle has consistently been upheld by CAS.]

3 [Comment to Article 2.1.2: The Anti-Doping Organisation with Results Management responsibility may, at its discretion, choose to have the B *Sample* analysed even if the *Driver* does not request the analysis of the B *Sample*.]

4 [Comment to Article 2.2: It has always been the case that *Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* may be established by any reliable means. As noted in the Comment to Article 3.2, unlike the proof required to establish an anti-doping rule violation under Article 2.1, *Use* or *Attempted Use* may also be established by other reliable means such as admissions by the *Driver*, witness statements, documentary evidence, conclusions drawn from longitudinal profiling, including data collected as part of the *Driver* Biological Passport, or other analytical information which does not otherwise satisfy all the requirements to establish "Presence" of a *Prohibited Substance* under Article 2.1.

For example, *Use* may be established based upon reliable analytical data from the analysis of an A *Sample* (without confirmation from an analysis of a B *Sample*) or from the analysis of a B *Sample* alone where the Anti-Doping Organisation provides a satisfactory explanation for the lack of confirmation in the other *Sample*.]

méthode interdite ne soit utilisée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la *faute*, la *négligence* ou l'*usage* conscient de la part du *Pilote* pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'*usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

Used. Accordingly, it is not necessary that intent, *Fault*, *Negligence* or knowing *Use* on the *Driver's* part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation for *Use of a Prohibited Substance* or a *Prohibited Method*.

2.2.2 Le succès ou l'échec de l'*usage* ou de la *tentative d'usage* d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* n'est pas déterminant. L'*usage* ou la *tentative d'usage* de la *substance interdite* ou de la *méthode interdite* suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage.⁵

2.2.2 The success or failure of the *Use* or *Attempted Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* is not material. It is sufficient that the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* was *Used* or *Attempted* to be *Used* for an anti-doping rule violation to be committed.⁵

2.3 **Se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon de la part d'un Pilote**

2.3 **Evading, Refusing or Failing to Submit to Sample Collection by a Driver**

Se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable après notification par une *personne* dûment autorisée, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas s'y soumettre.⁶

Evading *Sample* collection; or refusing or failing to submit to *Sample* collection without compelling justification after notification by a duly authorised *Person*.⁶

2.4 **Manquements aux obligations en matière de localisation de la part d'un Pilote**

2.4 **Whereabouts Failures by a Driver**

Toute combinaison de trois (3) *contrôles* manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission des informations sur la localisation, tels que définis dans le *Standard international* pour la *gestion des résultats*, pendant une période de douze (12) mois, de la part d'un *Pilote* faisant partie d'un *groupe cible* de *Pilotes* soumis aux *contrôles*.

Any combination of three (3) missed tests and/or filing failures, as defined in the *International Standard for Results Management*, within a twelve (12) month period by a *Driver* in a *Registered Testing Pool*.

2.5 **Falsification ou tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage de la part d'un Pilote ou d'une autre personne**

2.5 **Tampering or Attempted Tampering with any Part of Doping Control by a Driver or Other Person**

2.6 **Possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par un Pilote ou un membre du personnel d'encadrement du Pilote**

2.6 **Possession of a Prohibited Substance or a Prohibited Method by a Driver or Driver Support Person**

2.6.1 La possession en compétition par un *Pilote* de toute *substance interdite* ou *méthode interdite*, ou la possession hors compétition par un *Pilote* de toute *substance interdite* ou *méthode interdite* qui est interdite hors compétition, à moins que le *Pilote* n'établisse que cette possession est conforme à une *autorisation d'usage* d'*des fins thérapeutiques* (« *AUT* ») accordée en application de l'article 4.4 ou ne fournisse une autre justification acceptable.

2.6.1 *Possession* by a *Driver In-Competition* of any *Prohibited Substance* or any *Prohibited Method*, or *Possession* by a *Driver Out-of-Competition* of any *Prohibited Substance* or any *Prohibited Method* which is prohibited *Out-of-Competition* unless the *Driver* establishes that the *Possession* is consistent with a *Therapeutic Use Exemption* ("*TUE*") granted in accordance with Article 4.4 or other acceptable justification.

2.6.2 La possession en compétition par un membre du *personnel d'encadrement* du *Pilote* de toute *substance interdite* ou *méthode interdite*, ou la possession hors compétition par un membre du *personnel d'encadrement* du *Pilote* de toute *substance interdite* ou *méthode interdite* qui est interdite hors compétition en lien avec un *Pilote*, une *compétition* ou un *entraînement*, à moins que la *personne* en question ne puisse établir que cette possession est

2.6.2 *Possession* by a *Driver Support Person In-Competition* of any *Prohibited Substance* or any *Prohibited Method*, or *Possession* by a *Driver Support Person Out-of-Competition* of any *Prohibited Substance* or any *Prohibited Method* which is prohibited *Out-of-Competition* in connection with a *Driver*, *Competition* or training, unless the *Driver Support Person* establishes that the *Possession* is consistent with a *TUE* granted

5 [Commentaire sur l'article 2.2.2 : La démonstration de la « tentative d'usage » d'une substance interdite ou d'une méthode interdite nécessite la preuve d'une intention en ce sens de la part du Pilote. Le fait qu'il soit nécessaire dans certains cas de démontrer l'intention pour prouver cette violation des règles antidopage ne compromet en aucune façon le principe de la responsabilité objective établi en cas de violation de l'article 2.1 ou 2.2 en lien avec l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.]

L'usage par un *Pilote* d'une *substance interdite* contrevient aux règles antidopage à moins que cette *substance* ne soit pas interdite hors compétition et que ce *Pilote* en ait fait usage hors compétition. (Toutefois, la présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* dans un *prélèvement* recueilli en compétition constitue une violation de l'article 2.1, quel que soit le moment où cette *substance* a été administrée.)

6 [Commentaire sur l'article 2.3 : Par exemple, il y aurait soustraction au prélèvement d'un échantillon s'il était établi qu'un *Pilote* a délibérément évité un agent de contrôle du dopage pour se soustraire à une notification ou à un contrôle. « Ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon » peut reposer sur un comportement intentionnel ou sur une négligence de la part du *Pilote*, alors que le fait de « se soustraire » à un prélèvement ou de « refuser » un prélèvement évoque un comportement intentionnel de la part du *Pilote*.]

5 [Comment to Article 2.2.2: Demonstrating the "Attempted Use" of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* requires proof of intent on the *Driver's* part. The fact that intent may be required to prove this particular anti-doping rule violation does not undermine the *Strict Liability* principle established for violations of Article 2.1 and violations of Article 2.2 in respect of *Use* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.]

A *Driver's Use* of a *Prohibited Substance* constitutes an anti-doping rule violation unless such *Substance* is not prohibited *Out-of-Competition* and the *Driver's Use* takes place *Out-of-Competition*. (However, the presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* in a *Sample* collected *In-Competition* is a violation of Article 2.1 regardless of when that *Substance* might have been administered.)

6 [Comment to Article 2.3: For example, it would be an anti-doping rule violation of "evading *Sample* collection" if it were established that a *Driver* was deliberately avoiding a *Doping Control* official to evade notification or Testing. A violation of "failing to submit to *Sample* collection" may be based on either intentional or negligent conduct of the *Driver*, while "evading" or "refusing" *Sample* collection contemplates intentional conduct by the *Driver*.]

conforme à une AUT accordée à un Pilote en application de l'article 4.4 ou ne fournisse une autre justification acceptable.⁷

to a Driver in accordance with Article 4.4 or other acceptable justification.⁷

2.7 Trafic ou tentative de trafic d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par un Pilote ou une autre personne

2.7 Trafficking or Attempted Trafficking in any Prohibited Substance or Prohibited Method by a Driver or Other Person

2.8 Administration ou tentative d'administration par un Pilote ou une autre personne à un Pilote en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou administration ou tentative d'administration à un Pilote hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite qui est interdite hors compétition

2.8 Administration or Attempted Administration by a Driver or Other Person to any Driver In-Competition of any Prohibited Substance or Prohibited Method, or Administration or Attempted Administration to any Driver Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method that is Prohibited Out-of-Competition

2.9 Complicité ou tentative de complicité de la part d'un Pilote ou d'une autre personne

2.9 Complicity or Attempted Complicity by a Driver or Other Person

Assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité ou de tentative de complicité impliquant une violation des règles antidopage, tentative de violation des règles antidopage ou violation de l'article 10.14.1 par une autre personne.⁸

Assisting, encouraging, aiding, abetting, conspiring, covering up or any other type of intentional complicity or Attempted complicity involving an anti-doping rule violation, Attempted anti-doping rule violation or violation of Article 10.14.1 by another Person.⁸

2.10 Association interdite de la part d'un Pilote ou d'une autre personne

2.10 Prohibited Association by a Driver or Other Person

2.10.1 Association, à titre professionnel ou sportif, entre un Pilote ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage et un membre du personnel d'encadrement du Pilote qui :

2.10.1 Association by a Driver or other Person subject to the authority of an Anti-Doping Organisation in a professional or sport-related capacity with any Driver Support Person who:

2.10.1.1 S'il relève de l'autorité d'une organisation antidopage, purge une période de suspension ; ou

2.10.1.1 If subject to the authority of an Anti-Doping Organisation, is serving a period of Ineligibility; or

2.10.1.2 S'il ne relève pas de l'autorité d'une organisation antidopage, lorsqu'une suspension n'a pas été imposée dans un processus de gestion des résultats conformément au Code, a été condamné ou reconnu coupable dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle, d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six (6) ans à compter de la décision pénale, disciplinaire ou professionnelle, ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue ; ou

2.10.1.2 If not subject to the authority of an Anti-Doping Organisation and where Ineligibility has not been addressed in a Results Management process pursuant to the Code, has been convicted or found in a criminal, disciplinary or professional proceeding to have engaged in conduct which would have constituted a violation of anti-doping rules if Code-compliant rules had been applicable to such Person. The disqualifying status of such Person shall be in force for the longer of six (6) years from the criminal, professional or disciplinary decision or the duration of the criminal, disciplinary or professional sanction imposed; or

2.10.1.3 Sert de couverture ou d'intermédiaire pour un individu décrit aux articles 2.10.1.1 ou 2.10.1.2.

2.10.1.3 Is serving as a front or intermediary for an individual described in Article 2.10.1.1 or 2.10.1.2.

2.10.2 Pour établir une violation de l'article 2.10, une organisation antidopage doit établir que le Pilote ou l'autre personne connaissait le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du Pilote.

2.10.2 To establish a violation of Article 2.10, an Anti-Doping Organisation must establish that the Driver or other Person knew of the Driver Support Person's disqualifying status.

Il incombera au Pilote ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le membre du personnel d'encadrement du Pilote décrite aux articles 2.10.1.1 ou 2.10.1.2 ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif et/ou que cette association ne pouvait raisonnablement pas être évitée.

The burden shall be on the Driver or other Person to establish that any association with a Driver Support Person described in Article 2.10.1.1 or 2.10.1.2 is not in a professional or sport-related capacity and/or that such association could not have been reasonably avoided.

⁷ [Commentaire sur les articles 2.6.1 et 2.6.2 : L'achat ou la possession d'une substance interdite en vue, par exemple, de la donner à un parent ou à un ami, ne saurait être une justification acceptable, sous réserve de situations médicalement justifiées pour lesquelles cette personne possédait une ordonnance médicale, par exemple l'achat d'insuline pour un enfant diabétique.]

⁷ [Comment to Articles 2.6.1 and 2.6.2: Acceptable justification would not include, for example, buying or Possessing a Prohibited Substance for purposes of giving it to a friend or relative, except under justifiable medical circumstances where that Person had a physician's prescription, e.g., buying Insulin for a diabetic child.]

[Commentaires sur les articles 2.6.1 et 2.6.2: Une justification acceptable comprendrait, par exemple, (a) le fait pour un Pilote ou le médecin d'une équipe de transporter des substances interdites ou des méthodes interdites, afin de pouvoir agir en cas d'urgences aiguës (par exemple un auto-injecteur d'épinéphrine), ou (b) le fait pour un Pilote de posséder une substance interdite ou une méthode interdite dans un but thérapeutique avant de solliciter et de recevoir une décision en matière d'AUT.]

[Comment to Article 2.6.1 and 2.6.2: Acceptable justification may include, for example, (a) a Driver or a team doctor carrying Prohibited Substances or Prohibited Methods for dealing with acute and emergency situations (e.g., an epinephrine auto-injector), or (b) a Driver Possessing a Prohibited Substance or Prohibited Method for therapeutic reasons shortly prior to applying for and receiving a determination on a TUE.]

⁸ [Commentaire sur l'article 2.9 : La complicité ou la tentative de complicité peut inclure l'assistance physique ou psychologique.]

⁸ [Comment to Article 2.9: Complicity or Attempted Complicity may include either physical or psychological assistance.]

Les organisations antidopage qui ont connaissance d'un membre du personnel d'encadrement du Pilote répondant aux critères décrits aux articles 2.10.1.1, 2.10.1.2 ou 2.10.1.3 soumettront ces informations à l'AMA.⁹

Anti-Doping Organisations that are aware of Driver Support Personnel who meet the criteria described in Article 2.10.1.1, 2.10.1.2, or 2.10.1.3 shall submit that information to WADA.⁹

2.11 Actes commis par un Pilote ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou actes de représailles à l'encontre de tels signalements

Lorsqu'un tel comportement ne constitue pas, par ailleurs, une violation de l'article 2.5 :

2.11.1 Tout acte qui menace ou cherche à intimider une autre personne dans le but de la décourager de signaler, de bonne foi, des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code à l'AMA, à une organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA ou une organisation antidopage.

2.11 Acts by a Driver or Other Person to Discourage or Retaliate Against Reporting to Authorities

Where such conduct does not otherwise constitute a violation of Article 2.5:

2.11.1 Any act which threatens or seeks to intimidate another Person with the intent of discouraging the Person from the good-faith reporting of information that relates to an alleged anti-doping rule violation or alleged non-compliance with the Code to WADA, an Anti-Doping Organisation, law enforcement, regulatory or professional disciplinary body, hearing body or Person conducting an investigation for WADA or an Anti-Doping Organisation.

2.11.2 Les représailles à l'encontre d'une personne qui, de bonne foi, a fourni des preuves ou des informations se rapportant à une allégation de violation des règles antidopage ou à une allégation de non-conformité avec le Code à l'AMA, à une organisation antidopage, à des organes chargés de l'application de la loi, à des organes disciplinaires de nature réglementaire ou professionnelle, à une instance d'audition ou à une personne chargée de mener une enquête pour l'AMA ou une organisation antidopage.

Aux fins de l'article 2.11, les représailles, menaces et intimidations incluent tout acte entrepris contre une telle personne qui n'est pas entrepris de bonne foi ou qui constitue une réponse disproportionnée.¹⁰

2.11.2 Retaliation against a Person who, in good faith, has provided evidence or information that relates to an alleged anti-doping rule violation or alleged non-compliance with the Code to WADA, an Anti-Doping Organisation, law enforcement, regulatory or professional disciplinary body, hearing body or Person conducting an investigation for WADA or an Anti-Doping Organisation.

For purposes of Article 2.11, retaliation, threatening and intimidation include an act taken against such Person either because the act lacks a good faith basis or is a disproportionate response.¹⁰

ARTICLE 3 – PREUVE DU DOPAGE

ARTICLE 3 – PROOF OF DOPING

3.1 Charge de la preuve et degré de preuve

La charge de la preuve incombera à la FIA, qui devra établir la violation d'une règle antidopage. Le degré de preuve auquel la FIA est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance d'audition, qui appréciera la gravité de l'allégation. Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais

3.1 Burdens and Standards of Proof

The FIA shall have the burden of establishing that an anti-doping rule violation has occurred. The standard of proof shall be whether the FIA has established an anti-doping rule violation to the comfortable satisfaction of the hearing panel bearing in mind the seriousness of the allegation which is made. This standard of proof in all cases is greater than a mere balance of probability

9 [Commentaire sur l'article 2.10 : Les Pilotes et les autres personnes sont tenus de ne pas travailler avec des entraîneurs, des soigneurs, des médecins ou tout autre membre du personnel d'encadrement du Pilote qui sont suspendus pour violation des règles antidopage ou qui ont été condamnés pénalement ou ont subi une sanction disciplinaire en lien avec le dopage. Cette disposition interdit également l'association avec tout autre Pilote faisant office d'entraîneur ou de membre du personnel d'encadrement du Pilote pendant une période de suspension. Les exemples d'association interdite comprennent notamment le fait d'obtenir des conseils pour l'entraînement, la stratégie, la technique, l'alimentation ou sur le plan médical ; le fait d'obtenir une thérapie, un traitement ou des ordonnances ; le fait de fournir des échantillons corporels pour analyse ; ou le fait d'autoriser le membre du personnel d'encadrement du Pilote à servir d'agent ou de représentant. L'association interdite n'implique pas obligatoirement une forme de rémunération.

Bien que l'article 2.10 n'exige pas que l'organisation antidopage notifie au Pilote ou à l'autre personne le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du Pilote, cette notification, le cas échéant, constituerait une preuve importante pour établir que le Pilote ou l'autre personne connaissait le statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du Pilote.]

10 [Commentaire sur l'article 2.11.2 : Cet article vise à protéger les personnes qui effectuent des signalements en toute bonne foi et ne protège pas celles qui effectuent sciemment des signalements erronés.]

[Commentaire sur l'article 2.11.2 : Les représailles comprendraient, par exemple, les actions qui menacent le bien-être physique ou mental ou les intérêts économiques des personnes procédant au signalement, de leurs familles ou de leurs associés. Les représailles ne comprendraient pas le fait qu'une organisation antidopage allègue en toute bonne foi une violation des règles antidopage à l'encontre de la personne effectuant le signalement. Aux fins de l'article 2.11, un signalement n'est pas effectué en toute bonne foi lorsque la personne qui l'effectue sait que ce signalement est erroné.]

9 [Comment to Article 2.10: Drivers and other Persons must not work with coaches, trainers, physicians or other Driver Support Personnel who are Ineligible on account of an anti-doping rule violation or who have been criminally convicted or professionally disciplined in relation to doping. This also prohibits association with any other Driver who is acting as a coach or Driver Support Person while serving a period of Ineligibility. Some examples of the types of association which are prohibited include: obtaining training, strategy, technique, nutrition or medical advice; obtaining therapy, treatment or prescriptions; providing any bodily products for analysis; or allowing the Driver Support Person to serve as an agent or representative. Prohibited association need not involve any form of compensation.

While Article 2.10 does not require the Anti-Doping Organisation to notify the Driver or other Person about the Driver Support Person's disqualifying status, such notice, if provided, would be important evidence to establish that the Driver or other Person knew about the disqualifying status of the Driver Support Person.]

10 [Comment to Article 2.11.2: This Article is intended to protect Persons who make good faith reports, and does not protect Persons who knowingly make false reports.]

[Comment to Article 2.11.2: Retaliation would include, for example, actions that threaten the physical or mental well-being or economic interests of the reporting Persons, their families or associates. Retaliation would not include an Anti-Doping Organisation asserting in good faith an anti-doping rule violation against the reporting Person. For purposes of Article 2.11, a report is not made in good faith where the Person making the report knows the report to be false.]

moins qu'une preuve au-delà du doute raisonnable. Lorsque le Règlement impose à un *Pilote* ou à toute autre *personne* présumée avoir commis une violation des règles antidopage, la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, sauf dans les cas prévus aux articles 3.2.2 et 3.2.3, le degré de preuve est établi par la prépondérance des probabilités.¹¹

3.2 Méthodes d'établissement des faits et présomptions

Les faits liés aux violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux.¹² Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées en cas de dopage :

3.2.1 Les méthodes d'analyse ou les *limites de décision* approuvées par l'AMA, après avoir fait l'objet d'une consultation au sein de la communauté scientifique ou d'une révision par un comité de lecture, sont présumées scientifiquement valables. Tout *Pilote* ou toute autre *personne* cherchant à contester la validité des conditions de cette présomption ou à renverser cette présomption de validité scientifique devra, au préalable, informer l'AMA d'une telle contestation et de ses motifs. L'instance d'audition initiale, l'instance d'appel ou le TAS, de leur propre initiative, peuvent également informer l'AMA de cette contestation. Dans les dix (10) jours à compter de la réception par l'AMA de cette notification et du dossier relatif à cette contestation, l'AMA aura également le droit d'intervenir en tant que partie, de comparaître en qualité d'*amicus curiae* ou de soumettre tout autre élément de preuve dans la procédure. Dans les affaires portées devant le TAS, et à la demande de l'AMA, la formation arbitrale du TAS désignera un expert scientifique approprié pour aider la formation arbitrale à se prononcer sur la contestation.¹³

3.2.2 Les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au *Standard international* pour les laboratoires. Le *Pilote* ou l'autre *personne* pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard international* pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le *résultat d'analyse anormal*.

Si le *Pilote* ou l'autre *personne* parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard international* pour les laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le *résultat d'analyse anormal*, il incombera alors à la *FIA* de

but less than proof beyond a reasonable doubt. Where these Regulations place the burden of proof upon the *Driver* or other *Person* alleged to have committed an anti-doping rule violation to rebut a presumption or establish specified facts or circumstances, except as provided in Articles 3.2.2 and 3.2.3, the standard of proof shall be by a balance of probability.¹¹

3.2 Methods of Establishing Facts and Presumptions

Facts related to anti-doping rule violations may be established by any reliable means, including admissions.¹² The following rules of proof shall be applicable in doping cases:

3.2.1 Analytical methods or Decision Limits approved by WADA after consultation within the relevant scientific community or which have been the subject of peer review are presumed to be scientifically valid. Any *Driver* or other *Person* seeking to challenge whether the conditions for such presumption have been met or to rebut this presumption of scientific validity shall, as a condition precedent to any such challenge, first notify WADA of the challenge and the basis of the challenge. The initial hearing body, appellate body or CAS, on its own initiative, may also inform WADA of any such challenge. Within ten (10) days of WADA's receipt of such notice and the case file related to such challenge, WADA shall also have the right to intervene as a party, appear as *amicus curiae* or otherwise provide evidence in such proceeding. In cases before CAS, at WADA's request, the CAS panel shall appoint an appropriate scientific expert to assist the panel in its evaluation of the challenge.¹³

3.2.2 WADA-accredited laboratories, and other laboratories approved by WADA, are presumed to have conducted *Sample* analysis and custodial procedures in accordance with the *International Standard* for Laboratories. The *Driver* or other *Person* may rebut this presumption by establishing that a departure from the *International Standard* for Laboratories occurred which could reasonably have caused the *Adverse Analytical Finding*.

If the *Driver* or other *Person* rebuts the preceding presumption by showing that a departure from the *International Standard* for Laboratories occurred which could reasonably have caused the *Adverse Analytical Finding*, then the *FIA* shall have the burden to

11 [Commentaire sur l'article 3.1 : Le degré de preuve auquel doit se conformer la FIA est comparable à la norme appliquée dans la plupart des pays dans les cas de faute professionnelle.]

12 [Commentaire sur l'article 3.2 : Par exemple, la FIA peut établir une violation des règles antidopage aux termes de l'article 2.2 sur la foi des aveux du Pilote, du témoignage crédible de tierces personnes, de preuves documentaires fiables, de données analytiques fiables tirées d'un échantillon A ou B conformément aux commentaires sur l'article 2.2, ou de conclusions tirées du profil correspondant à une série d'échantillons de sang ou d'urine du Pilote, telles que des données provenant du Passeport biologique du Pilote.]

13 [Commentaire sur l'article 3.2.1 : Pour certaines substances interdites, l'AMA peut enjoindre aux laboratoires accrédités par l'AMA de ne pas rapporter les échantillons comme des résultats d'analyse anormaux si la concentration estimée de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs est inférieure à un niveau minimum de rapport. La décision de l'AMA relative à la détermination de ce niveau minimum de rapport ou aux substances interdites qui devraient faire l'objet de ce niveau minimum de rapport ne sera pas susceptible de contestation. Par ailleurs, la concentration estimée par le laboratoire d'une telle substance interdite dans un échantillon peut n'être qu'une estimation. En aucun cas la possibilité que la concentration exacte de la substance interdite dans l'échantillon puisse être inférieure au niveau minimum de rapport ne constituera une défense contre une violation des règles antidopage basée sur la présence de cette substance interdite dans l'échantillon.]

11 [Comment to Article 3.1: This standard of proof required to be met by the FIA is comparable to the standard which is applied in most countries to cases involving professional misconduct.]

12 [Comment to Article 3.2: For example, the FIA may establish an anti-doping rule violation under Article 2.2 based on the Driver's admissions, the credible testimony of third Persons, reliable documentary evidence, reliable analytical data from either an A or B Sample as provided in the Comments to Article 2.2, or conclusions drawn from the profile of a series of the Driver's blood or urine Samples, such as data from the Driver Biological Passport.]

13 [Comment to Article 3.2.1: For certain Prohibited Substances, WADA may instruct WADA-accredited laboratories not to report Samples as an Adverse Analytical Finding if the estimated concentration of the Prohibited Substance or its Metabolites or Markers is below a Minimum Reporting Level. WADA's decision in determining that Minimum Reporting Level or in determining which Prohibited Substances should be subject to Minimum Reporting Levels shall not be subject to challenge. Further, the laboratory's estimated concentration of such Prohibited Substance in a Sample may only be an estimate. In no event shall the possibility that the exact concentration of the Prohibited Substance in the Sample may be below the Minimum Reporting Level constitute a defense to an anti-doping rule violation based on the presence of that Prohibited Substance in the Sample.]

démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal.¹⁴

establish that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding.¹⁴

3.2.3 Les écarts par rapport à tout autre *standard international* ou à toute autre règle ou politique antidopage énoncée dans le Code ou dans le Règlement n'invalideront pas les résultats d'analyse ou les autres preuves d'une violation des règles antidopage et ne constitueront pas une défense contre une violation des règles antidopage.¹⁵ Toutefois, si le Pilote ou l'autre personne démontre qu'un écart par rapport à l'une des dispositions spécifiques des *standards internationaux* indiquées ci-dessous pourrait raisonnablement avoir été à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal ou d'un manquement aux obligations en matière de localisation, il incombera à la FIA de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal :

- (i) un écart par rapport au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes relatif au prélèvement ou à la manipulation des échantillons qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas il incombera à la FIA de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ;
- (ii) un écart par rapport au *Standard international* pour la gestion des résultats ou au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes relatif à un résultat de *Passport anormal* qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage, auquel cas il incombera à la FIA de démontrer que cet écart n'a pas causé la violation des règles antidopage ;
- (iii) un écart par rapport au *Standard international* pour la gestion des résultats relatif à l'exigence de notifier au Pilote l'ouverture de l'échantillon B qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal, auquel cas il incombera à la FIA de démontrer que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal ;¹⁶
- (iv) un écart par rapport au *Standard international* pour la gestion des résultats relatif à la notification du Pilote qui aurait raisonnablement pu être à l'origine d'une violation des règles antidopage sur la base d'un manquement aux obligations en matière de localisation, auquel cas il incombera à la FIA de démontrer que cet écart n'a pas causé le manquement aux obligations en matière de localisation.

3.2.3 Departures from any other *International Standard* or other anti-doping rule or policy set forth in the Code or these Regulations shall not invalidate analytical results or other evidence of an anti-doping rule violation, and shall not constitute a defense to an anti-doping rule violation;¹⁵ provided, however, if the Driver or other Person establishes that a departure from one of the specific *International Standard* provisions listed below could reasonably have caused an anti-doping rule violation based on an Adverse Analytical Finding or whereabouts failure, then the FIA shall have the burden to establish that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding or the whereabouts failure:

- (i) a departure from the *International Standard* for Testing and Investigations related to *Sample* collection or *Sample* handling which could reasonably have caused an anti-doping rule violation based on an Adverse Analytical Finding, in which case the FIA shall have the burden to establish that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding;
- (ii) a departure from the *International Standard* for Results Management or *International Standard* for Testing and Investigations related to an Adverse Passport Finding which could reasonably have caused an anti-doping rule violation, in which case the FIA shall have the burden to establish that such departure did not cause the anti-doping rule violation;
- (iii) a departure from the *International Standard* for Results Management related to the requirement to provide notice to the Driver of the B *Sample* opening which could reasonably have caused an anti-doping rule violation based on an Adverse Analytical Finding, in which case the FIA shall have the burden to establish that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding;¹⁶
- (iv) a departure from the *International Standard* for Results Management related to Driver notification which could reasonably have caused an anti-doping rule violation based on a whereabouts failure, in which case the FIA shall have the burden to establish that such departure did not cause the whereabouts failure.

14 [Commentaire sur l'article 3.2.2 : Il incombe au Pilote ou à l'autre personne de démontrer, par la prépondérance des probabilités, un écart par rapport au Standard international pour les laboratoires qui pourrait raisonnablement avoir été à l'origine du résultat d'analyse anormal. Dans une telle hypothèse, pour démontrer la causalité, le Pilote ou l'autre personne sera soumis à un degré de preuve légèrement moins rigoureux, à savoir « aurait raisonnablement pu avoir causé ». Si le Pilote ou l'autre personne satisfait à ces critères, le fardeau de la preuve passe à la FIA qui doit alors démontrer, à la satisfaction raisonnable de l'instance d'audition, que l'écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal.]

15 [Commentaire sur l'article 3.2.3 : Les écarts par rapport à un standard international ou à une autre règle relative au prélèvement ou à la manipulation des échantillons, à un résultat de *Passport anormal* ou à une notification faite au Pilote à propos d'un manquement aux obligations en matière de localisation ou de l'ouverture de l'échantillon B – par exemple le *Standard international* pour l'éducation, le *Standard international* pour la protection des renseignements personnels ou le *Standard international* pour les AUT – peuvent entraîner des procédures de conformité engagées par l'AMA, mais ne constituent pas une défense dans une procédure pour violation des règles antidopage et ne sont pas pertinents pour déterminer si le Pilote a commis une violation des règles antidopage. De même, une violation du document mentionné à l'article 20.7.7 du Code par la FIA ne constituera pas une défense contre une violation des règles antidopage.]

16 [Commentaire sur l'article 3.2.3 (iii) : La FIA satisferait à son obligation de démontrer qu'un tel écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal en montrant, par exemple, que l'ouverture et l'analyse de l'échantillon B ont été observées par un témoin indépendant et qu'aucune irrégularité n'a été constatée.]

14 [Comment to Article 3.2.2: The burden is on the Driver or other Person to establish, by a balance of probability, a departure from the *International Standard* for Laboratories that could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding. Thus, once the Driver or other Person establishes the departure by a balance of probability, the Driver or other Person's burden on causation is the somewhat lower standard of proof – "could reasonably have caused." If the Driver or other Person satisfies these standards, the burden shifts to the FIA to prove to the comfortable satisfaction of the hearing panel that the departure did not cause the Adverse Analytical Finding.]

15 [Comment to Article 3.2.3: Departures from an *International Standard* or other rule unrelated to *Sample* collection or handling, Adverse Passport Finding, or Driver notification relating to whereabouts failure or B *Sample* opening – e.g., the *International Standard* for Education, *International Standard* for the Protection of Privacy and Personal Information or *International Standard* for Therapeutic Use Exemptions – may result in compliance proceedings by WADA but are not a defence in an anti-doping rule violation proceeding and are not relevant on the issue of whether the Driver committed an anti-doping rule violation. Similarly, the FIA's violation of the document referenced in Article 20.7.7 of the Code shall not constitute a defence to an anti-doping rule violation.]

16 [Comment to Article 3.2.3 (iii): the FIA would meet its burden to establish that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding by showing that, for example, the B *Sample* opening and analysis were observed by an independent witness and no irregularities were observed.]

- 3.2.4** Les faits établis par une décision d'un tribunal ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui ne fait pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du *Pilote* ou de l'autre *personne* visée par la décision, à moins que le *Pilote* ou l'autre *personne* n'établisse que la décision violait les principes de justice naturelle.
- 3.2.5** L'instance d'audition, dans le cadre d'une audition relative à une violation des règles antidopage, peut tirer des conclusions défavorables au *Pilote* ou à l'autre *personne* qui est accusée d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du *Pilote* ou de l'autre *personne*, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions de l'instance d'audition) et de répondre aux questions de l'instance d'audition ou de la *FIA*.

ARTICLE 4 – LA LISTE DES INTERDICTIONS

4.1 Incorporation de la Liste des interdictions

Le *Règlement* incorpore la *Liste des interdictions* qui est publiée et mise à jour par l'AMA conformément aux modalités de l'article 4.1 du Code.

Sous réserve de dispositions contraires dans la *Liste des interdictions* ou l'une de ses mises à jour, la *Liste des interdictions* et ses mises à jour entreront en vigueur en vertu du *Règlement* trois (3) mois après leur publication sur le site web de l'AMA sans autre formalité requise de la part de la *FIA* ou de ses *ASNs*. À partir de sa date d'entrée en vigueur, tout *Pilote*, ainsi que toute autre *personne*, sera lié(e) à la *Liste des interdictions* et à ses mises à jour, sans aucune autre formalité. Tout *Pilote* et toute autre *personne* ont la responsabilité de se familiariser avec la plus récente version de la *Liste des interdictions* et ses mises à jour.

La *FIA* fournira à ses *ASNs* la plus récente version de la *Liste des interdictions*. À son tour, chaque *ASN* s'assurera que ses membres, et les constituants de ses membres reçoivent également la plus récente version de la *Liste des interdictions*.¹⁷

4.2 Substances interdites et méthodes interdites figurant dans la Liste des interdictions

4.2.1 Substances interdites et méthodes interdites

La *Liste des interdictions* indiquera les *substances interdites* et *méthodes interdites* en permanence (à la fois en *compétition* et *hors compétition*) en raison de leur potentiel d'amélioration des performances dans des *compétitions* futures ou de leur potentiel masquant, et les substances et méthodes qui sont interdites en *compétition* uniquement. La *Liste des interdictions* pourra être élargie par l'AMA pour un sport en particulier. Des *substances interdites* et des *méthodes interdites* peuvent être incluses dans la *Liste des interdictions* par le biais de classes de substances (par exemple les agents anabolisants) ou par la mention précise d'une substance ou méthode particulière.¹⁸

4.2.2 Substances spécifiées ou méthodes spécifiées

Aux fins de l'application de l'article 10, toutes les *substances interdites* sont des *substances spécifiées* sauf mention contraire dans la *Liste des interdictions*. Aucune *méthode interdite* ne

¹⁷ [Commentaire sur l'article 4.1 : La *Liste des interdictions* en vigueur est accessible sur le site web de l'AMA à l'adresse suivante : <https://www.wada-ama.org>. La *Liste des interdictions* sera mise à jour et publiée de façon accélérée en cas de besoin. Cependant, par souci de constance, une nouvelle *Liste des interdictions* paraîtra tous les ans, que des changements y aient été apportés ou non.

¹⁸ [Commentaire sur l'article 4.2.1 : L'usage hors compétition d'une substance qui n'est interdite qu'en compétition ne constitue pas une violation des règles antidopage à moins qu'un résultat d'analyse anormal pour la substance ou ses métabolites ou marqueurs ne soit rapporté pour un échantillon prélevé en compétition.]

3.2.4 The facts established by a decision of a court or professional disciplinary tribunal of competent jurisdiction which is not the subject of a pending appeal shall be irrefutable evidence against the *Driver* or other *Person* to whom the decision pertained of those facts unless the *Driver* or other *Person* establishes that the decision violated principles of natural justice.

3.2.5 The hearing panel in a hearing on an anti-doping rule violation may draw an inference adverse to the *Driver* or other *Person* who is asserted to have committed an anti-doping rule violation based on the *Driver's* or other *Person's* refusal, after a request made in a reasonable time in advance of the hearing, to appear at the hearing (either in person or telephonically as directed by the hearing panel) and to answer questions from the hearing panel or the *FIA*.

ARTICLE 4 – THE PROHIBITED LIST

4.1 Incorporation of the Prohibited List

These Anti-Doping Regulations incorporate the *Prohibited List*, which is published and revised by WADA as described in Article 4.1 of the Code.

Unless provided otherwise in the *Prohibited List* or a revision, the *Prohibited List* and revisions shall go into effect under these Anti-Doping Regulations three (3) months after publication by WADA, without requiring any further action by the *FIA* or its *ASNs*. All *Drivers* and other *Persons* shall be bound by the *Prohibited List*, and any revisions thereto, from the date they go into effect, without further formality. It is the responsibility of all *Drivers* and other *Persons* to familiarize themselves with the most up-to-date version of the *Prohibited List* and all revisions thereto.

The *FIA* shall provide its *ASNs* with the most recent version of the *Prohibited List*. Each *ASN* shall in turn ensure that its members, and the constituents of its members, are also provided with the most recent version of the *Prohibited List*.¹⁷

4.2 Prohibited Substances and Prohibited Methods Identified on the Prohibited List

4.2.1 Prohibited Substances and Prohibited Methods

The *Prohibited List* shall identify those *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* which are prohibited as doping at all times (both *In-Competition* and *Out-of-Competition*) because of their potential to enhance performance in future *Competitions* or their masking potential, and those substances and methods which are prohibited *In-Competition* only. The *Prohibited List* may be expanded by WADA for a particular sport. *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* may be included in the *Prohibited List* by general category (e.g., anabolic agents) or by specific reference to a particular substance or method.¹⁸

4.2.2 Specified Substances or Specified Methods

For purposes of the application of Article 10, all *Prohibited Substances* shall be *Specified Substances* except as identified on the *Prohibited List*. No *Prohibited Method* shall be a *Specified*

¹⁷ [Comment to Article 4.1: The current *Prohibited List* is available on WADA's website at <https://www.wada-ama.org>. The *Prohibited List* will be revised and published on an expedited basis whenever the need arises. However, for the sake of predictability, a new *Prohibited List* will be published every year whether or not changes have been made.]

¹⁸ [Comment to Article 4.2.1: *Out-of-Competition Use* of a Substance which is only prohibited *In-Competition* is not an anti-doping rule violation unless an Adverse Analytical Finding for the Substance or its Metabolites or Markers is reported for a Sample collected *In-Competition*.]

sera considérée comme une *méthode spécifiée* si elle n'est pas identifiée comme telle dans la *Liste des interdictions*.¹⁹

Method unless it is specifically identified as a *Specified Method* on the *Prohibited List*.¹⁹

4.2.3 Substances d'abus

Aux fins de l'application de l'article 10, les *substances d'abus* comprennent les *substances interdites* qui sont spécifiquement identifiées comme des *substances d'abus* dans la *Liste des interdictions* parce qu'elles donnent souvent lieu à des abus dans la société en dehors du contexte sportif.

4.2.3 Substances of Abuse

For purposes of applying Article 10, *Substances of Abuse* shall include those *Prohibited Substances* which are specifically identified as *Substances of Abuse* on the *Prohibited List* because they are frequently abused in society outside of the context of sport.

4.3 Décisions de l'AMA concernant la Liste des interdictions

La décision de l'AMA d'inclure des *substances interdites* et des *méthodes interdites* dans la *Liste des interdictions*, la classification des substances au sein de classes particulières dans la *Liste des interdictions*, la classification de la substance comme étant interdite en tout temps ou uniquement en compétition, la classification d'une substance ou méthode comme *substance spécifiée*, *méthode spécifiée* ou *substance d'abus* sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un *Pilote* ou toute autre personne, y compris, mais sans s'y limiter, un appel invoquant comme argument que la substance ou la méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

4.3 WADA's Determination of the Prohibited List

WADA's determination of the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* that will be included on the *Prohibited List*, the classification of substances into categories on the *Prohibited List*, the classification of a substance as prohibited at all times or *In-Competition* only, the classification of a substance or method as a *Specified Substance*, *Specified Method* or *Substance of Abuse* is final and shall not be subject to any challenge by a *Driver* or other *Person* including, but not limited to, any challenge based on an argument that the substance or method was not a masking agent or did not have the potential to enhance performance, represent a health risk or violate the spirit of sport.

4.4 Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (« AUT »)

4.4.1 La présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs*, et/ou l'*usage* ou la *tentative d'usage*, la *possession*, l'*administration* ou la *tentative d'administration* d'une *substance interdite*, ou d'une *méthode interdite* ne seront pas considérés comme une violation des règles antidopage s'ils sont compatibles avec les dispositions d'une *AUT* délivrée en conformité avec le *Standard international* pour les *autorisations d'usage à des fins thérapeutiques*.

4.4 Therapeutic Use Exemptions ("TUEs")

4.4.1 The presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*, and/or the *Use* or *Attempted Use*, *Possession* or *Administration* or *Attempted Administration* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*, shall not be considered an anti-doping rule violation if it is consistent with the provisions of a *TUE* granted in accordance with the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*.

4.4.2 Procédure de demande d'AUT

4.4.2.1 Tout *Pilote* qui n'est pas un *Pilote de niveau international* doit s'adresser à son *organisation nationale antidopage* pour déposer une demande d'*AUT*. Si l'*organisation nationale antidopage* rejette la demande, le *Pilote* peut faire appel de cette décision exclusivement auprès de l'instance d'appel nationale décrite à l'article 13.2.2.

4.4.2 TUE Applications

4.4.2.1 *Drivers* who are not *International-Level Drivers* shall apply to their *National Anti-Doping Organisation* for a *TUE*. If the *National Anti-Doping Organisation* denies the application, the *Driver* may appeal exclusively to the national-level appeal body described in Article 13.2.2.

4.4.2.2 Tout *Pilote de niveau international* doit s'adresser à la *FIA*. Tout aspect du processus d'*AUT* peut être délégué par la *FIA* à un *tiers délégué*, tel que l'*Agence internationale de contrôle (ITA)*, qui exécutera ces aspects conformément au *Code*, aux *Standards Internationaux* et au *Règlement*.

4.4.2.2 *Drivers* who are *International-Level Drivers* shall apply to the *FIA*. Any aspect of the *TUE* process may be delegated by the *FIA* to a *Delegated Third Party*, such as the *International Testing Agency (ITA)*, which shall perform such aspects in compliance with the *Code*, *International Standards*, and these *Regulations*.

4.4.3 Reconnaissance d'AUT²⁰

4.4.3.1 Lorsque le *Pilote* possède déjà une *AUT* délivrée par son *organisation nationale antidopage* pour la *substance interdite* ou *méthode interdite* en question, et que cette *AUT* remplit les critères énoncés dans le *Standard international* pour les *autorisations d'usage à des fins thérapeutiques*, la *FIA* est tenue de la reconnaître dans le cadre des *compétitions* de niveau

4.4.3 TUE Recognition²⁰

4.4.3.1 Where the *Driver* already has a *TUE* granted by their *National Anti-Doping Organisation* pursuant to Article 4.4 of the *Code* for the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* in question, and if that *TUE* meets the criteria set out in the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, the *FIA* must recognize it for purposes of international-level *Competition*. If the *FIA* considers that the *TUE*

19 [Commentaire sur l'article 4.2.2 : Les substances spécifiées et méthodes spécifiées identifiées à l'article 4.2.2 ne devraient en aucune manière être considérées comme moins importantes ou moins dangereuses que d'autres substances ou méthodes dopantes. Au contraire, ce sont simplement des substances et des méthodes qui ont plus de probabilité d'avoir été consommées ou utilisées par un Pilote dans un but autre que l'amélioration des performances sportives.]

20 [Commentaire sur l'article 4.4.3 : Si la FIA refuse de reconnaître une AUT délivrée par l'organisation nationale antidopage au seul motif que des dossiers médicaux ou d'autres informations requis pour démontrer que les critères figurant dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques font défaut, la question ne doit pas être soumise à l'AMA. En revanche, le dossier doit être complété et soumis à nouveau à la FIA.]

[Commentaire sur l'article 4.4.3 : La FIA et l'organisation nationale antidopage peuvent convenir que l'organisation nationale antidopage étudiera les demandes d'AUT au nom de la FIA.]

19 [Comment to Article 4.2.2: The Specified Substances and Methods identified in Article 4.2.2 should not in any way be considered less important or less dangerous than other doping Substances or Methods. Rather, they are simply Substances and Methods which are more likely to have been consumed or used by a Driver for a purpose other than the enhancement of sport performance.]

20 [Comment to Article 4.4.3: If the FIA refuses to recognize a TUE granted by a National Anti-Doping Organisation only because medical records or other information are missing that are needed to demonstrate satisfaction with the criteria in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, the matter should not be referred to WADA. Instead, the file should be completed and re-submitted to the FIA.]

[Comment to Article 4.4.3: The FIA may agree with a National Anti-Doping Organisation that the National Anti-Doping Organisation will consider TUE applications on behalf of the FIA.]

international. Si la FIA estime que l'AUT ne remplit pas ces critères et refuse donc de reconnaître l'AUT, la fédération internationale doit en notifier sans délai le Pilote et son organisation nationale antidopage, en indiquant les motifs. Le Pilote ou l'organisation nationale antidopage dispose de vingt-et-un (21) jours à compter de cette notification pour soumettre la question à l'AMA pour examen conformément à l'Article 4.4.7.

Si la question est soumise à l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par l'organisation nationale antidopage reste valable pour les contrôles de compétitions de niveau national et les contrôles hors compétition (mais n'est pas valable pour les contrôles de compétitions de niveau international) dans l'attente de la décision de l'AMA. Si la question n'est pas soumise à l'AMA pour examen dans le délai de vingt-et-un (21) jours, l'organisation nationale antidopage du Pilote doit déterminer si l'AUT initiale délivrée par cette organisation nationale antidopage devrait malgré tout rester valable pour les contrôles de compétitions de niveau national et les contrôles hors compétition (à condition que le Pilote cesse d'être un Pilote de niveau international et ne participe pas à des compétitions de niveau international). Dans l'attente de la décision de l'organisation nationale antidopage, l'AUT reste valable pour les contrôles de compétitions au niveau national et les contrôles hors compétition (mais n'est pas valable pour les contrôles de compétitions de niveau international).²¹

4.4.3.2 Si la FIA choisit de contrôler un Pilote qui n'est pas un Pilote de niveau international, elle doit reconnaître une AUT accordée par l'organisation nationale antidopage de ce Pilote, sauf si celui-ci est tenu de demander la reconnaissance de l'AUT conformément aux articles 5.8 et 7.0 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

4.4.4 Procédure de demande d'AUT²²

4.4.4.1 Si le Pilote ne possède pas déjà une AUT délivrée par son organisation nationale antidopage pour la substance ou méthode en question, le Pilote doit s'adresser directement à la FIA.

4.4.4.2 Hormis dans les cas couverts par l'article 4.1 ou 4.3 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, une demande de reconnaissance ou d'octroi d'AUT doit se faire dès que possible. Toute demande doit être faite conformément à l'article 6 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques tel que publié sur le site web de la FIA.

4.4.4.3 La FIA établira un comité d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (« CAUT ») qui examinera les demandes d'octroi ou de reconnaissance d'AUT conformément aux articles 4.4.4.3 (a)-(d) ci-dessous :

does not meet those criteria and so refuses to recognize it, the FIA must notify the Driver and the Driver's National Anti-Doping Organisation promptly, with reasons. The Driver or the National Anti-Doping Organisation shall have twenty-one (21) days from such notification to refer the matter to WADA for review in accordance with Article 4.4.7.

If the matter is referred to WADA for review, the TUE granted by the National Anti-Doping Organisation remains valid for national-level Competition and Out-of-Competition Testing (but is not valid for international-level Competition) pending WADA's decision. If the matter is not referred to WADA for review within the twenty-one (21) day deadline, the Driver's National Anti-Doping Organisation must determine whether the original TUE granted by that National Anti-Doping Organisation should nevertheless remain valid for national-level Competition and Out-of-Competition Testing (provided that the Driver ceases to be an International-Level Driver and does not participate in international-level Competition). Pending the National Anti-Doping Organisation's decision, the TUE remains valid for national-level Competition and Out-of-Competition Testing (but is not valid for international-level Competition).²¹

4.4.3.2 If the FIA chooses to test a Driver who is not an International-Level Driver, the FIA must recognize a TUE granted to that Driver by their National Anti-Doping Organisation unless the Driver is required to apply for recognition of the TUE pursuant to Articles 5.8 and 7.0 of the International Standard for Therapeutic Use Exemptions.

4.4.4 TUE Application Process²²

4.4.4.1 If the Driver does not already have a TUE granted by their National Anti-Doping Organisation for the substance or method in question, the Driver must apply directly to the FIA.

4.4.4.2 An application to the FIA for grant or recognition of a TUE must be made as soon as possible, save where Articles 4.1 or 4.3 of the International Standard for Therapeutic Use Exemptions apply. The application shall be made in accordance with Article 6 of the International Standard for Therapeutic Use Exemptions as posted on the FIA's website.

4.4.4.3 The FIA shall establish a panel (Therapeutic Use Exemption Committee ("TUEC")) to consider applications for the grant or recognition of TUEs in accordance with Article 4.4.4.3(a)-(d) below:.

21 [Commentaire sur l'article 4.4.3.1: Conformément aux articles 5.7 et 7.1 du Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, la [F] est tenue de publier et de tenir à jour une liste sur son site web indiquant clairement (1) les Pilotes qui sont tenus de s'adresser à elle pour demander une AUT, (2) les décisions en matière d'AUT prises par d'autres organisations antidopage qu'elle reconnaît automatiquement et qui ne nécessitent pas une telle demande, et (3) les décisions en matière d'AUT prises par d'autres organisations antidopage qui doivent lui être soumises pour reconnaissance. Si l'AUT du Pilote entre dans une catégorie d'AUT automatiquement reconnue, le Pilote n'aura pas besoin de solliciter la reconnaissance de cette AUT auprès de la [F].]

22 [Commentaire sur l'article 4.4.4: La soumission de documents falsifiés au CAUT ou à la FIA, l'offre ou l'acceptation d'un pot-de-vin par une personne dans le but d'effectuer ou de s'abstenir d'effectuer un acte, l'obtention d'un faux témoignage de la part d'un témoin, ou l'exécution de tout autre acte frauduleux ou de toute autre ingérence ou tentative d'ingérence dans tout aspect de la procédure d'AUT peut être considérée comme constitutive d'une falsification ou d'une tentative de falsification au sens de l'article 2.5.

Un Pilote ne doit pas supposer a priori que sa demande de délivrance d'AUT (ou de prolongation d'une AUT) sera accordée. Tout usage ou toute possession ou administration d'une substance interdite ou d'une méthode interdite avant qu'une demande ait été accordée se fait entièrement aux risques et périls du Pilote.]

21 [Comment to Article 4.4.3.1: Further to Articles 5.7 and 7.1 of the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, the FIA must publish and keep updated a notice on its website that sets out clearly (1) which Drivers under its authority are required to apply to it for a TUE, (2) which TUE decisions of other Anti-Doping Organisations it will automatically recognize in lieu of such application and (3) which TUE decisions of other Anti-Doping Organisations will have to be submitted to it for recognition. If a Driver's TUE falls into a category of automatically recognised TUEs, then the Driver does not need to apply to the FIA for recognition of that TUE.]

22 [Comment to Article 4.4.4: The submission of falsified documents to a TUEC or the FIA, offering or accepting a bribe to a Person to perform or fail to perform an act, procuring false testimony from any witness, or committing any other fraudulent act or any other similar intentional interference or Attempted interference with any aspect of the TUE process shall result in a charge of Tampering or Attempted Tampering under Article 2.5.

A Driver should not assume that their application for the grant or recognition of a TUE (or for renewal of a TUE) will be granted. Any Use or Possession or Administration of a Prohibited Substance or Prohibited Method before an application has been granted is entirely at the Driver's own risk.]

- (a) Le CAUT sera constitué d'un Président et de quatre (4) membres ayant une expérience en matière de soins et de traitement de *Pilotes*, ainsi qu'une bonne connaissance de la médecine clinique et sportive. Chaque membre sera désigné pour un mandat reconductible de quatre (4) ans.
- (b) Avant de siéger au CAUT, chaque membre désigné doit signer une déclaration de respect de la confidentialité et d'absence de conflits d'intérêts. Les membres désignés ne peuvent pas être employés par la FIA.
- (c) Lorsqu'une demande d'octroi ou de reconnaissance d'AUT est faite auprès de la FIA, le président du CAUT désignera trois (3) membres (pouvant inclure le président) pour examiner la demande.
- (d) Avant d'examiner une demande d'AUT, chaque membre devra divulguer au Président les circonstances qui pourraient compromettre son impartialité à l'égard du *Pilote* ayant fait la demande. Si, pour une quelconque raison, un membre ne veut pas ou ne peut pas examiner la demande d'AUT d'un *Pilote*, le Président du CAUT peut désigner un remplaçant ou sélectionner un nouveau CAUT (par exemple, à partir du pool de membres disponibles). à partir du pool de membres désignés en vertu de l'article 4.4.4.3 (a) ci-dessus. Le Président ne peut pas siéger au CAUT s'il existe des circonstances pouvant compromettre l'impartialité de la décision en matière d'AUT.

- (a) The TUEC shall consist of a Chair and four (4) other members with experience in the care and treatment of *Drivers* and sound knowledge of clinical, sports and exercise medicine. Each appointed member shall serve a term of four (4) years.
- (b) Before serving as a member of the TUEC, each member must sign a conflict of interest and confidentiality declaration. The appointed members shall not be employees of the FIA.
- (c) When an application to the FIA for the grant or recognition of a TUE is made, the Chair of the TUEC shall appoint three (3) members (which may include the Chair) to consider the application.
- (d) Before considering a TUE application, each member shall disclose to the Chair any circumstances likely to affect their impartiality with respect to the *Driver* making the application. If a member appointed by the Chair to consider an application is unwilling or unable to assess the *Driver's TUE* application, for any reason, the Chair may appoint a replacement or appoint a new TUEC (e.g., from the pre-established pool of candidates). The Chair cannot serve as a member of the TUEC if there are any circumstances which are likely to affect the impartiality of the TUE decision.

4.4.4.4 Le CAUT devra évaluer la demande et décider s'il l'accorde ou la refuse conformément aux dispositions du *Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques*, dans les vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de la demande complète, sauf circonstances exceptionnelles. Lorsqu'une demande d'AUT est soumise dans un délai raisonnable avant une *manifestation*, le CAUT doit faire de son mieux pour rendre sa décision avant le début de la *manifestation*.

4.4.4.4 The TUEC shall promptly evaluate and decide upon the application in accordance with the relevant provisions of the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions* and usually (i.e., unless exceptional circumstances apply) within no more than twenty-one (21) days of receipt of a complete application. Where the application is made in a reasonable time prior to an *Event*, the TUEC must use its best endeavours to issue its decision before the start of the *Event*.

4.4.4.5 La décision du CAUT sera la décision finale de la FIA et peut faire l'objet d'un appel conformément à l'article 4.4.7. La décision du CAUT de la FIA sera notifiée par écrit au *Pilote*, à l'AMA et aux autres *organisations antidopage* conformément au *Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques*. Elle sera aussi communiquée rapidement via ADAMS.

4.4.4.5 The TUEC decision shall be the final decision of the FIA and may be appealed in accordance with Article 4.4.7. The FIA TUEC decision shall be notified in writing to the *Driver*, and to WADA and other *Anti-Doping Organisations* in accordance with the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*. It shall also promptly be reported into ADAMS.

4.4.4.6 Si la FIA (ou l'*organisation nationale antidopage* lorsqu'elle accepte d'étudier la demande au nom de la FIA) rejette la demande du *Pilote*, elle doit en notifier sans délai le *Pilote* et indiquer ses motifs. Si la FIA accède à la demande du *Pilote*, elle doit en notifier non seulement le *Pilote*, mais aussi son *organisation nationale antidopage*. Si l'*organisation nationale antidopage* estime que l'AUT ne remplit pas les critères énoncés dans le *Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques*, elle dispose de vingt-et-un (21) jours à compter de ladite notification pour soumettre la question à l'AMA pour examen conformément à l'article 4.4.7.

4.4.4.6 If the FIA (or the *National Anti-Doping Organisation*, where it has agreed to consider the application on behalf of the FIA) denies the *Driver's* application, it must notify the *Driver* promptly, with reasons. If the FIA grants the *Driver's* application, it must notify not only the *Driver* but also their *National Anti-Doping Organisation*. If the *National Anti-Doping Organisation* considers that the TUE granted by the FIA does not meet the criteria set out in the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, it has twenty-one (21) days from such notification to refer the matter to WADA for review in accordance with Article 4.4.7.

Si l'*organisation nationale antidopage* soumet la question à l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par la FIA reste valable pour les *contrôles des compétitions* de niveau international et les *contrôles hors compétition* (mais n'est pas valable pour les *contrôles des compétitions* de niveau national) dans l'attente de la décision de l'AMA. Si l'*organisation nationale antidopage* ne soumet pas la question à l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par la FIA devient également valable pour les *compétitions* de niveau national à l'expiration du délai d'examen de vingt-et-un (21) jours.

If the *National Anti-Doping Organisation* refers the matter to WADA for review, the TUE granted by the FIA remains valid for international-level *Competition* and *Out-of-Competition Testing* (but is not valid for national-level *Competition*) pending WADA's decision. If the *National Anti-Doping Organisation* does not refer the matter to WADA for review, the TUE granted by the FIA becomes valid for national-level *Competition* as well when the twenty-one (21) day review deadline expires.

4.4.5 Demande d'AUT avec effet rétroactif

Si la FIA choisit de contrôler un *Pilote* qui n'est pas un *Pilote de niveau international* ou un *Pilote de niveau national*, la FIA doit permettre au *Pilote* de demander une AUT rétroactive pour toute *substance interdite* ou *méthode interdite* utilisée à des fins thérapeutiques.

4.4.5 Retroactive TUE Applications

If the FIA chooses to collect a *Sample* from a *Driver* who is not an *International-Level Driver* or a *National-Level Driver*, and that *Driver* is *Using a Prohibited Substance or Prohibited Method* for therapeutic reasons, the FIA must permit that *Driver* to apply for a retroactive TUE.

4.4.6 Expiration, annulation ou invalidation d'une AUT

4.4.6.1 Toute AUT délivrée conformément au Règlement : (a) expire automatiquement à la fin de la période pour laquelle elle a été délivrée, sans qu'aucune autre notification ni formalité ne soit nécessaire ; (b) peut être annulée avant sa date d'expiration si le Pilote ne se conforme pas promptement à toute exigence ou condition imposée par le CAUT lors de la délivrance de l'AUT ; (c) peut être retirée par le CAUT s'il est subseqüemment établi que les critères de délivrance de l'AUT n'étaient en réalité pas satisfaits ; ou (d) peut être invalidée par l'AMA ou suite à un appel.

4.4.6.2 Dans ce cas, le Pilote ne sera pas soumis aux conséquences découlant de l'usage, de la possession ou de l'administration de la substance interdite ou de la méthode interdite en question couverte par l'AUT avant la date d'entrée en vigueur de l'expiration, de l'annulation ou de l'invalidation de l'AUT. L'examen initial d'un résultat d'analyse anormal conformément à l'article 5.1.1.1 du Standard international pour la gestion des résultats doit déterminer si ce résultat est compatible avec l'usage de la substance interdite avant la date d'expiration, d'annulation ou d'invalidation de l'AUT. Si tel est le cas, cet usage ne constitue pas une violation des règles antidopage.

4.4.7 Examens et appels des décisions concernant des AUT

4.4.7.1 L'AMA est tenue d'examiner la décision de la FIA de ne pas reconnaître une AUT délivrée par l'organisation nationale antidopage qui lui est soumise par le Pilote ou par l'organisation nationale antidopage. En outre, l'AMA est tenue d'examiner la décision de la FIA de délivrer une AUT qui lui est soumise par l'organisation nationale antidopage. L'AMA peut examiner à tout moment toute autre décision en matière d'AUT, soit à la demande des personnes concernées, soit de sa propre initiative. Si la décision en matière d'AUT examinée remplit les critères énoncés dans le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques, l'AMA ne reviendra pas sur cette décision. Si la décision en matière d'AUT ne remplit pas ces critères, l'AMA l'invalidera.²³

4.4.7.2 Toute décision en matière d'AUT prise par la FIA (ou par l'organisation nationale antidopage lorsqu'elle accepte d'étudier la demande au nom de la FIA) et qui n'est pas examinée par l'AMA, ou qui est examinée par l'AMA mais n'est pas renversée, peut faire l'objet d'un appel par le Pilote et/ou par l'organisation nationale antidopage, exclusivement devant le TAS.²⁴

4.4.7.3 Une décision de l'AMA de renverser une décision en matière d'AUT peut faire l'objet d'un appel par le Pilote, par l'organisation nationale antidopage et/ou par la FIA, exclusivement auprès du TAS.

4.4.7.4 Le défaut de rendre une décision dans un délai raisonnable en lien avec le traitement d'une demande soumise en bonne et due forme en vue de la délivrance/de la reconnaissance d'une AUT ou de l'examen d'une décision d'AUT sera considéré comme un refus de la demande, déclenchant ainsi les droits d'examen/d'appel applicables.

23 [Commentaire sur l'article 4.4.7.1 : L'AMA pourra facturer des frais pour couvrir le coût (a) de tout examen qu'elle est tenue d'effectuer conformément à l'article 4.4.7, et (b) de tout examen qu'elle a choisi d'effectuer, dès lors que la décision examinée est renversée.]

24 [Commentaire sur l'article 4.4.7.2: Dans de tels cas, la décision faisant l'objet de l'appel est la décision en matière d'AUT de la FIA, et non pas la décision de l'AMA de ne pas examiner la décision en matière d'AUT ou (après examen) de ne pas la renverser. Cependant, le délai pour faire appel de la décision en matière d'AUT ne court que dès la date où l'AMA communique sa décision. En tout état de cause, que la décision ait été examinée ou non par l'AMA, l'AMA sera notifiée de l'appel afin de pouvoir y participer si elle le juge utile.]

4.4.6 Expiration, Withdrawal or Reversal of a TUE

4.4.6.1 A TUE granted pursuant to these Anti-Doping Regulations: (a) shall expire automatically at the end of any term for which it was granted, without the need for any further notice or other formality; (b) will be withdrawn if the Driver does not promptly comply with any requirements or conditions imposed by the TUEC upon grant of the TUE; (c) may be withdrawn by the TUEC if it is subsequently determined that the criteria for grant of a TUE are not in fact met; or (d) may be reversed on review by WADA or on appeal.

4.4.6.2 In such event, the Driver shall not be subject to any Consequences based on their Use or Possession or Administration of the Prohibited Substance or Prohibited Method in question in accordance with the TUE prior to the effective date of expiry, withdrawal, or reversal of the TUE. The review pursuant to Article 5.1.1.1 of the International Standard for Results Management of an Adverse Analytical Finding, reported shortly after the TUE expiry, withdrawal or reversal, shall include consideration of whether such finding is consistent with Use of the Prohibited Substance or Prohibited Method prior to that date, in which event no anti-doping rule violation shall be asserted.

4.4.7 Reviews and Appeals of TUE Decisions

4.4.7.1 WADA must review the FIA's decision not to recognize a TUE granted by the National Anti-Doping Organisation that is referred to WADA by the Driver or the Driver's National Anti-Doping Organisation. In addition, WADA must review the FIA's decision to grant a TUE that is referred to WADA by the Driver's National Anti-Doping Organisation. WADA may review any other TUE decisions at any time, whether upon request by those affected or on its own initiative. If the TUE decision being reviewed meets the criteria set out in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, WADA will not interfere with it. If the TUE decision does not meet those criteria, WADA will reverse it.²³

4.4.7.2 Any TUE decision by the FIA (or by a National Anti-Doping Organisation where it has agreed to consider the application on behalf of the FIA) that is not reviewed by WADA, or that is reviewed by WADA but is not reversed upon review, may be appealed by the Driver and/or the Driver's National Anti-Doping Organisation, exclusively to CAS.²⁴

4.4.7.3 A decision by WADA to reverse a TUE decision may be appealed by the Driver, the National Anti-Doping Organisation and/or the FIA, exclusively to CAS.

4.4.7.4 A failure to render a decision within a reasonable time on a properly submitted application for grant/recognition of a TUE or for review of a TUE decision shall be considered a denial of the application thus triggering the applicable rights of review/appeal.

23 [Comment to Article 4.4.7.1: WADA shall be entitled to charge a fee to cover the costs of: (a) any review it is required to conduct in accordance with Article 4.4.7; and (b) any review it chooses to conduct, where the decision being reviewed is reversed.]

24 [Comment to Article 4.4.7.2: In such cases, the decision being appealed is the FIA's TUE decision, not WADA's decision not to review the TUE decision or (having reviewed it) not to reverse the TUE decision. However, the time to appeal the TUE decision does not begin to run until the date that WADA communicates its decision. In any event, whether the decision has been reviewed by WADA or not, WADA shall be given notice of the appeal so that it may participate if it sees fit.]

ARTICLE 5 – CONTRÔLES ET ENQUÊTES

5.1 But des contrôles et des enquêtes²⁵

5.1.1 Les contrôles et les enquêtes peuvent être entrepris à toute fin de lutte contre le dopage. Ils seront réalisés conformément aux dispositions du *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes et aux protocoles spécifiques éventuels de la FIA en complément de ce *standard international*.

5.1.2 Les contrôles seront entrepris afin d'obtenir des preuves analytiques d'une violation par le Pilote de l'article 2.1 (présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon d'un Pilote) ou de l'article 2.2 (usage ou tentative d'usage par un Pilote d'une substance interdite ou d'une méthode interdite).

5.2 Compétence pour réaliser les contrôles

5.2.1 Sous réserve des restrictions pour les contrôles de manifestations mentionnées à l'article 5.3, la FIA sera compétente pour les contrôles en compétition et hors compétition portant sur les Pilotes indiqués dans l'Introduction du Règlement (section « Application du Règlement »).

5.2.2 La FIA peut exiger qu'un Pilote, qui relève de sa compétence pour les contrôles (y compris un Pilote purgeant une période de suspension) fournisse un échantillon à tout moment et en tout lieu.²⁶

5.2.3 L'AMA est compétente pour les contrôles en compétition et hors compétition conformément aux dispositions de l'article 20.7.10 du Code.

5.2.4 Si la FIA délègue ou sous-traite toute partie des contrôles à une organisation nationale antidopage (directement ou par le biais d'une ASN), cette organisation nationale antidopage pourra prélever des échantillons supplémentaires ou demander au laboratoire d'effectuer des types d'analyse supplémentaires aux frais de l'organisation nationale antidopage. Si des échantillons supplémentaires sont prélevés ou si des types d'analyses supplémentaires sont effectués, la FIA en sera notifiée.

5.3 Contrôles relatifs à une manifestation

5.3.1 Sauf dispositions contraires ci-dessous, seule une organisation doit avoir compétence pour réaliser les contrôles sur les sites de la manifestation durant la durée de la manifestation. Lors de manifestations internationales, la FIA (ou de l'autre organisation internationale responsable de la manifestation) sera compétente pour réaliser les contrôles. Lors de manifestations nationales, l'organisation nationale antidopage du pays sera compétente pour réaliser les contrôles. À la demande de la FIA (ou de l'autre organisation responsable de la manifestation), tout contrôle réalisé durant la durée de la manifestation en dehors des sites de la manifestation sera coordonné avec la FIA (ou l'organisation responsable de la manifestation compétente).

²⁵ [Commentaire sur l'article 5.1 : Lorsque des contrôles sont organisés à des fins de lutte contre le dopage, les résultats des analyses et les données peuvent être utilisés à d'autres fins légitimes prévues par les règles de l'organisation antidopage. Voir par exemple le commentaire sur l'article 23.2.2 du Code.]

²⁶ [Commentaire sur l'article 5.2.2: Une compétence supplémentaire pour procéder à des contrôles peut être conférée à la FIA par le biais d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre signataires. À moins que le Pilote n'ait identifié une période de soixante minutes pour les contrôles entre 23h et 6h, ou consenti d'une autre manière à être contrôlé durant cette période, la FIA devrait avoir des soupçons graves et spécifiques que le Pilote puisse être impliqué dans des activités de dopage. Une contestation portant sur le point de savoir si la FIA avait des soupçons suffisants pour procéder à des contrôles durant cette période ne sera pas un argument de défense pour contester une violation des règles antidopage en lien avec ce contrôle ou cette tentative de contrôle.]

ARTICLE 5 – TESTING AND INVESTIGATIONS

5.1 Purpose of Testing and Investigations²⁵

5.1.1 Testing and investigations may be undertaken for any anti-doping purpose. They shall be conducted in conformity with the provisions of the *International Standard* for Testing and Investigations and the eventual specific protocols of the FIA supplementing that *International Standard*.

5.1.2 Testing shall be undertaken to obtain analytical evidence as to whether the Driver has violated Article 2.1 (Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in a Driver's Sample) or Article 2.2 (Use or Attempted Use by a Driver of a Prohibited Substance or a Prohibited Method).

5.2 Authority to Test

5.2.1 Subject to the limitations for Event Testing set out in Article 5.3, the FIA shall have In-Competition and Out-of-Competition Testing authority over all Drivers specified in the Introduction to these Anti-Doping Regulations (Section "Scope of these Anti-Doping Regulations").

5.2.2 The FIA may require any Driver over whom it has Testing authority (including any Driver serving a period of Ineligibility) to provide a Sample at any time and at any place.²⁶

5.2.3 WADA shall have In-Competition and Out-of-Competition Testing authority as set out in Article 20.7.10 of the Code.

5.2.4 If the FIA delegates or contracts any part of Testing to a National Anti-Doping Organisation directly or through an ASN, that National Anti-Doping Organisation may collect additional Samples or direct the laboratory to perform additional types of analysis at the National Anti-Doping Organisation's expense. If additional Samples are collected or additional types of analysis are performed, the FIA shall be notified.

5.3 Event Testing

5.3.1 Except as otherwise provided below, only a single organisation shall have authority to conduct Testing at Event Venues during an Event Period. At International Events, the FIA (or other international organisation which is the ruling body for an Event) shall have authority to conduct Testing. At National Events, the National Anti-Doping Organisation of that country shall have authority to conduct Testing. At the request of the FIA (or other international organisation which is the ruling body for an Event), any Testing during the Event Period outside of the Event Venues shall be coordinated with the FIA (or the relevant ruling body of the Event).

²⁵ [Comment to Article 5.1: Where Testing is conducted for anti-doping purposes, the analytical results and data may be used for other legitimate purposes under the Anti-Doping Organisation's rules. See, e.g., Comment to Article 23.2.2 of the Code.]

²⁶ [Comment to Article 5.2.2: the FIA may obtain additional authority to conduct Testing by means of bilateral or multilateral agreements with other Signatories. Unless the Driver has identified a sixty (60) minute Testing window between the hours of 11:00 p.m. and 6:00 a.m., or has otherwise consented to Testing during that period, the FIA will not test a Driver during that period unless it has a serious and specific suspicion that the Driver may be engaged in doping. A challenge to whether the FIA had sufficient suspicion for Testing during this time period shall not be a defence to an anti-doping rule violation based on such test or attempted test.]

- 5.3.2** Si une *organisation antidopage* qui, dans d'autres circonstances, aurait compétence pour procéder à des *contrôles*, mais qui n'est pas responsable d'initier et de réaliser des *contrôles* lors d'une *manifestation*, désire effectuer des *contrôles* sur un ou plusieurs *Pilote(s)* durant la durée de la *manifestation* sur les sites de la *manifestation*, cette *organisation antidopage* devra d'abord s'entretenir avec la FIA (ou toute autre *organisation internationale* sous l'égide de laquelle la *manifestation* est organisée) afin d'obtenir la permission de réaliser et de coordonner ces *contrôles*. Si l'*organisation antidopage* n'est pas satisfaite de la réponse de la FIA (ou toute autre *organisation internationale* sous l'égide de laquelle la *manifestation* est organisée), l'*organisation antidopage* pourra, conformément aux procédures décrites dans le *Standard international* pour les *contrôles* et les enquêtes, demander à l'AMA l'autorisation de réaliser les *contrôles* et de déterminer la façon de les coordonner. L'AMA n'approuvera pas ces *contrôles* sans consulter et en informer d'abord l'*organisation responsable* de la *manifestation*. La décision de l'AMA sera définitive et ne pourra pas faire l'objet d'un appel. Sauf disposition contraire stipulée dans l'autorisation de procéder aux *contrôles*, ceux-ci seront considérés comme des *contrôles hors compétition*. La gestion des résultats de ces *contrôles* sera de la responsabilité de l'*organisation antidopage* ayant initié les *contrôles*, sauf disposition contraire dans les règles de l'*organisation responsable* de la *manifestation*.²⁷
- 5.4 Exigences en matière de contrôles**
- 5.4.1** La FIA procédera à la planification de la répartition des *contrôles* et aux *contrôles* conformément aux exigences du *Standard international* pour les *contrôles* et les enquêtes.
- 5.4.2** Dans la mesure du possible, les *contrôles* seront coordonnés par le biais d'ADAMS afin d'optimiser l'efficacité des efforts conjoints de *contrôle* et d'éviter une répétition inutile des *contrôles*.
- 5.5 Informations sur la localisation des Pilotes**
- 5.5.1** La FIA a établi un *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* composé de *Pilotes* qui doivent fournir des informations sur leur localisation tel que spécifié dans le *Standard international* pour les *contrôles* et les enquêtes et qui seront passibles des *conséquences* prévues à l'article 10.3.2 en cas de violation de l'article 2.4. La FIA coordonnera avec les *organisations nationales antidopage* l'identification de ces *Pilotes* et la collecte des informations concernant leur localisation.
- 5.5.2** La FIA mettra à disposition, par le biais d'ADAMS, une liste identifiant nommément les *Pilotes* inclus dans son *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles*. La FIA examinera régulièrement et mettra à jour, selon les besoins, les critères d'inclusion des *Pilotes* dans son *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles*, et révisera périodiquement (au minimum tous les trimestres) la liste des *Pilotes* de ce *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* afin de veiller à ce que chaque *Pilote* dans la liste continue de répondre aux critères correspondants. Les *Pilotes* seront notifiés au préalable de leur inclusion dans le *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles*, ainsi que lorsqu'ils en sont retirés. La notification envoyée aux *Pilotes* sera conforme aux exigences du *Standard international* pour les *contrôles* et les enquêtes.
- 5.3.2** If an *Anti-Doping Organisation*, which would otherwise have *Testing* authority but is not responsible for initiating and directing *Testing* at an *Event*, desires to conduct *Testing of Drivers* at the *Event Venues* during the *Event Period*, the *Anti-Doping Organisation* shall first confer with the FIA (or other international organisation which is the ruling body of the *Event*) to obtain permission to conduct and coordinate such *Testing*. If the *Anti-Doping Organisation* is not satisfied with the response from the FIA (or other international organisation which is the ruling body of the *Event*), the *Anti-Doping Organisation* may, in accordance with the procedures described in the *International Standard for Testing and Investigations*, ask WADA for permission to conduct *Testing* and to determine how to coordinate such *Testing*. WADA shall not grant approval for such *Testing* before consulting with and informing the FIA (or other international organisation which is the ruling body of the *Event*). WADA's decision shall be final and not subject to appeal. Unless otherwise provided in the authorisation to conduct *Testing*, such tests shall be considered *Out-of-Competition* tests. *Results Management* for any such test shall be the responsibility of the *Anti-Doping Organisation* initiating the test unless provided otherwise in the rules of the ruling body of the *Event*.²⁷
- 5.4 Testing Requirements**
- 5.4.1 The FIA shall conduct test distribution planning and Testing as required by the International Standard for Testing and Investigations.**
- 5.4.2 Where reasonably feasible, Testing shall be coordinated through ADAMS in order to maximize the effectiveness of the combined Testing effort and to avoid unnecessary repetitive Testing.**
- 5.5 Driver Whereabouts Information**
- 5.5.1** The FIA has established a *Registered Testing Pool* of those *Drivers* who are required to provide whereabouts information in the manner specified in the *International Standard for Testing and Investigations* and who shall be subject to *Consequences* for Article 2.4 violations as provided in Article 10.3.2. The FIA shall coordinate with *National Anti-Doping Organisations* to identify such *Drivers* and to collect their whereabouts information.
- 5.5.2** The FIA shall make available through ADAMS a list which identifies those *Drivers* included in its *Registered Testing Pool* by name. The FIA shall regularly review and update as necessary its criteria for including *Drivers* in its *Registered Testing Pool*, and shall periodically (but not less than quarterly) review the list of *Drivers* in its *Registered Testing Pool* to ensure that each listed *Driver* continues to meet the relevant criteria. *Drivers* shall be notified before they are included in the *Registered Testing Pool* and when they are removed from that pool. The notification shall contain the information set out in the *International Standard for Testing and Investigations*.

²⁷ [Commentaire sur l'article 5.3.2 : Avant d'autoriser une organisation nationale antidopage à initier et à réaliser des contrôles lors d'une manifestation internationale, l'AMA consultera l'organisation internationale responsable de la manifestation. Avant de donner son accord pour qu'une fédération internationale initie et réalise des contrôles lors d'une manifestation nationale, l'AMA consultera l'organisation nationale antidopage du pays où se déroule la manifestation. L'organisation antidopage qui initie et réalise les contrôles peut, si elle le désire, conclure des accords avec un tiers délégué auquel elle délègue la responsabilité du prélèvement des échantillons ou d'autres aspects du processus de contrôle du dopage.]

²⁷ [Comment to Article 5.3.2: Before giving approval to a National Anti-Doping Organisation to initiate and conduct Testing at an International Event, WADA shall consult with the international organisation which is the ruling body for the Event. Before giving approval to an International Federation to initiate and conduct Testing at a National Event, WADA shall consult with the National Anti-Doping Organisation of the country where the Event takes place. The Anti-Doping Organisation "initiating and directing Testing" may, if it chooses, enter into agreements with a Delegated Third Party to which it delegates responsibility for Sample collection or other aspects of the Doping Control process.]

- 5.5.3** Lorsqu'un *Pilote* figure dans le *groupe cible des Pilotes soumis aux contrôles* de la *FIA* et dans celui de son *organisation nationale antidopage*, la *FIA* et l'*organisation nationale antidopage* s'entendront sur l'*organisation* à laquelle le *Pilote* devra fournir les informations sur sa localisation. Dans tous les cas, le *Pilote* ne devra fournir les informations sur sa localisation qu'à une seule *organisation antidopage*.
- 5.5.4** Conformément au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes, un *Pilote* qui figure dans le *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* doit : (a) fournir à la *FIA* tous les trimestres des informations sur sa localisation ; (b) actualiser ces informations selon les besoins afin qu'elles soient précises et complètes en tout temps ; et (c) se rendre disponible à un lieu donné pour des contrôles.
- 5.5.5** Aux fins de l'article 2.4, le non-respect par un *Pilote* des exigences du *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes sera considéré comme constituant un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un *contrôle* manqué, tel que défini à l'annexe B du *Standard international* pour la *gestion des résultats*, lorsque les conditions stipulées dans l'annexe B sont remplies.
- 5.5.6** Tout *Pilote* qui a été inclus dans le *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* de la *FIA* continuera à être soumis aux exigences relatives à la localisation établies dans le *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes sauf (a) s'il se retire de la *compétition* dans le sport en question et donne une notification écrite à cet effet à la *FIA* ou (b) s'il a reçu une notification écrite de la part de la *FIA* lui indiquant qu'il ne fait plus partie de son *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles*.
- 5.5.7** Les informations sur la localisation fournies par un *Pilote* pendant qu'il figure dans le *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* seront accessibles, par le biais d'ADAMS, à l'AMA et aux autres *organisations antidopage* compétentes pour contrôler le *Pilote* conformément à l'article 5.2. Ces informations resteront constamment soumises à la plus stricte confidentialité et seront utilisées exclusivement afin de planifier, de coordonner ou de réaliser des *contrôles* du dopage, de fournir des informations pertinentes pour le *Passeport biologique* du *Pilote* ou d'autres résultats d'analyses, de contribuer à une enquête relative à une violation potentielle des règles antidopage ou de contribuer à une procédure alléguant la commission d'une violation des règles antidopage. Ces informations seront détruites dès lors qu'elles ne sont plus utiles à ces fins conformément au *Standard international* pour la protection des renseignements personnels.
- 5.5.8** Conformément au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes, la *FIA* a établi un *groupe de contrôle* qui inclut des *Pilotes* soumis à des exigences de localisation moins strictes que les *Pilotes* inclus dans son *groupe cibles de Pilotes soumis aux contrôles*.
- 5.5.9** Les *Pilotes* désignés pour être inclus dans le *groupe de contrôle* seront notifiés à l'avance par la *FIA* de leur inclusion dans le *groupe de contrôle*, de leur exclusion du *groupe de contrôle*, des exigences en matière de localisation et des conséquences applicables en cas de non-conformité, tel qu'il est stipulé aux articles 5.5.11 et 5.5.12.
- 5.5.10** Afin d'être localisés et contrôlés, les *Pilotes* inclus dans le *groupe de contrôle* doivent fournir au minimum les informations de localisation suivantes à la *FIA* :
 (a) une adresse d'hébergement;
 (b) un programme de leurs *compétitions/manifestations*; et
 (c) un programme de leurs activités d'entraînement régulières; et
 (d) Toute autre information requise par la *FIA*.
- 5.5.3** Where a *Driver* is included in an international *Registered Testing Pool* by the *FIA* and in a national *Registered Testing Pool* by their *National Anti-Doping Organisation*, the *National Anti-Doping Organisation* and the *FIA* shall agree between themselves which of them shall accept that *Driver's* whereabouts filings; in no case shall a *Driver* be required to make whereabouts filings to more than one of them.
- 5.5.4** In accordance with the *International Standard for Testing and Investigations*, each *Driver* in the *Registered Testing Pool* shall do the following: (a) advise the *FIA* of his/her whereabouts on a quarterly basis; (b) update that information as necessary so that it remains accurate and complete at all times; and (c) make himself or herself available for *Testing* at such whereabouts.
- 5.5.5** For purposes of Article 2.4, a *Driver's* failure to comply with the requirements of the *International Standard for Testing and Investigations* shall be deemed a filing failure or a missed test, as defined in Annex B of the *International Standard for Results Management*, where the conditions set forth in Annex B are met.
- 5.5.6** A *Driver* in the *FIA's Registered Testing Pool* shall continue to be subject to the obligation to comply with the whereabouts requirements set in the *International Standard for Testing and Investigations* unless and until (a) the *Driver* gives written notice to the *FIA* that he or she has retired or (b) the *FIA* has informed him or her that he or she no longer satisfies the criteria for inclusion in the *FIA's Registered Testing Pool*.
- 5.5.7** Whereabouts information provided by a *Driver* while in the *Registered Testing Pool* will be accessible through ADAMS to WADA and to other *Anti-Doping Organisations* having authority to test that *Driver* as provided in Article 5.2. Whereabouts information shall be maintained in strict confidence at all times; it shall be used exclusively for purposes of planning, coordinating or conducting *Doping Control*, providing information relevant to the *Driver Biological Passport* or other analytical results, to support an investigation into a potential anti-doping rule violation, or to support proceedings alleging an anti-doping rule violation; and shall be destroyed after it is no longer relevant for these purposes in accordance with the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*.
- 5.5.8** In accordance with the *International Standard for Testing and Investigations*, the *FIA* has established a *Testing Pool*, which includes *Drivers* who are subject to less stringent whereabouts requirements than *Drivers* included in the *FIA's Registered Testing Pool*.
- 5.5.9** The *FIA* shall notify *Drivers* before they are included in the *Testing Pool* and when they are removed. Such notification shall include the whereabouts requirements and the consequences that apply in case of non-compliance, as indicated in Articles 5.5.10 and 5.5.11.
- 5.5.10** *Drivers* included in the *Testing Pool* shall provide the *FIA* with the following whereabouts information so that they may be located and subjected to *Testing*:
 (a) An overnight address;
 (b) *Competition / Event* schedule; and
 (c) Regular training activities; and
 (d) Any other information as requested by the *FIA*.

Ces informations de localisation doivent être soumises dans ADAMS afin de faciliter la coordination des *contrôles* avec d'autres *organisations antidopage*.

Such whereabouts information shall be filed in ADAMS to enable better *Testing* coordination with other *Anti-Doping Organisations*.

5.5.11 Si un *Pilote* ne transmet pas les informations sur sa localisation avant ou à la date indiquée par la *FIA* ou que les informations de localisation s'avèrent inexactes, la *FIA* ajoutera le *Pilote* dans son groupe cible de *Pilotes soumis aux contrôles*.

5.5.12 Conformément au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes, la *FIA* peut recueillir des informations sur la localisation des *Pilotes* qui ne sont pas inclus dans un groupe cible de *Pilotes soumis aux contrôles* ou groupe de contrôle. Dans un tel cas, lorsqu'un *Pilote* ne transmet pas les informations sur sa localisation à la date indiquée par la *FIA* ou si les informations de localisation s'avèrent inexactes, la *FIA* pourra ajouter le *Pilote* dans son groupe cible de *Pilotes soumis aux contrôles*.

5.6 Sportifs à la retraite revenant à la compétition

5.6.1 Si un *Pilote de niveau international* figurant dans un groupe cible de *Pilotes soumis aux contrôles* prend sa retraite, puis souhaite reprendre la compétition, ce *Pilote* ne concourra pas dans des manifestations internationales ou des manifestations nationales tant qu'il ne se sera pas rendu disponible pour des contrôles, après en avoir avisé la *FIA* et son organisation nationale antidopage avec un préavis écrit de six mois.

L'*AMA*, en consultation avec la *FIA* et l'*organisation nationale antidopage* du sportif, peut accorder une exemption à la règle du préavis écrit de six mois lorsque l'application stricte de cette règle serait injuste envers le *Pilote*. Cette décision peut faire l'objet d'un appel conformément à l'article 13.

Tout résultat de compétition obtenu en violation de l'article 5.6.1 sera annulé, à moins que le *Pilote* ne puisse établir qu'il n'aurait raisonnablement pas pu savoir qu'il s'agissait d'une manifestation internationale ou d'une manifestation nationale.

5.6.2 Si un *Pilote* prend sa retraite alors qu'il purge une période de suspension, ce *Pilote* doit aviser par écrit de sa retraite l'*organisation antidopage* qui a imposé la période de suspension. S'il souhaite ensuite reprendre la compétition, ce *Pilote* ne concourra pas dans des manifestations internationales ou dans des manifestations nationales tant qu'il ne se sera pas rendu disponible pour des contrôles en donnant à la *FIA* et à son organisation nationale antidopage un préavis écrit de six mois (ou un préavis équivalent à la période de suspension restante à la date de la retraite du *Pilote*, si cette période était supérieure à six (6) mois).

5.7 Programme des observateurs indépendants

La *FIA* et tout comité d'organisation d'une manifestation de la *FIA*, ainsi que les fédérations nationales et tout comité d'organisation d'une manifestation nationale, doivent autoriser et faciliter le Programme des observateurs indépendants lors de ces manifestations.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES ÉCHANTILLONS

Les échantillons seront analysés conformément aux principes suivants :

6.1 Recours à des laboratoires accrédités, à des laboratoires approuvés et à d'autres laboratoires

6.1.1 Aux fins d'établir directement un résultat d'analyse anormal conformément à l'article 2.1, les échantillons seront analysés uniquement dans des laboratoires accrédités par l'*AMA* ou autrement approuvés par l'*AMA*. Le choix du laboratoire accrédité par l'*AMA* ou approuvé par l'*AMA* pour l'analyse des échantillons relève exclusivement de la *FIA*.²⁸

5.5.11 A *Driver's* failure to provide whereabouts information on or before the date required by the *FIA* or the *Driver's* failure to provide accurate whereabouts information shall result in the *FIA* elevating the *Driver* to the *FIA's* Registered Testing Pool.

5.5.12 The *FIA* may, in accordance with the *International Standard for Testing and Investigations*, collect whereabouts information from *Drivers* who are not included within a Registered Testing Pool or Testing Pool. If it chooses to do so, a *Driver's* failure to provide requested whereabouts information on or before the date required by the *FIA* or the *Driver's* failure to provide accurate whereabouts information may result in the *FIA* elevating the *Driver* to the *FIA's* Registered Testing Pool.

5.6 Retired Drivers Returning to Competition

5.6.1 If an *International-Level Driver* in the *FIA's* Registered Testing Pool retires and then wishes to return to active participation in sport, the *Driver* shall not compete in *International Events* or *National Events* until the *Driver* has made himself or herself available for Testing, by giving six (6) months prior written notice to the *FIA* and their *National Anti-Doping Organisation*.

WADA, in consultation with the *FIA* and the *Driver's* *National Anti-Doping Organisation*, may grant an exemption to the six (6) month written notice rule where the strict application of that rule would be unfair to the *Driver*. This decision may be appealed under Article 13.

Any competitive results obtained in violation of this Article 5.6.1 shall be Disqualified unless the *Driver* can establish that he or she could not have reasonably known that this was an *International Event* or a *National Event*.

5.6.2 If a *Driver* retires from sport while subject to a period of *Ineligibility*, the *Driver* must notify the *Anti-Doping Organisation* that imposed the period of *Ineligibility* in writing of such retirement. If the *Driver* then wishes to return to active competition in sport, the *Driver* shall not compete in *International Events* or *National Events* until the *Driver* has made himself or herself available for Testing by giving six (6) months prior written notice (or notice equivalent to the period of *Ineligibility* remaining as of the date the *Driver* retired, if that period was longer than six (6) months) to the *FIA* and to their *National Anti-Doping Organisation*.

5.7 Independent Observer Program

The *FIA* and the organizing committees for the *FIA's* Events, as well as the ASNs and the organizing committees for *National Events*, shall authorize and facilitate the *Independent Observer Program* at such Events.

ARTICLE 6 – ANALYSIS OF SAMPLES

Samples shall be analysed in accordance with the following principles:

6.1 Use of Accredited, Approved Laboratories and Other Laboratories

6.1.1 For purposes of directly establishing an *Adverse Analytical Finding* under Article 2.1, Samples shall be analysed only in WADA-accredited laboratories or laboratories otherwise approved by WADA. The choice of the WADA-accredited or WADA-approved laboratory used for the Sample analysis shall be determined exclusively by the *FIA*.²⁸

²⁸ [Commentaire sur l'article 6.1.1 : Les violations de l'article 2.1 ne peuvent être établies que par l'analyse d'échantillons effectuée par un laboratoire accrédité par l'AMA ou un autre laboratoire approuvé par l'AMA. Les violations d'autres articles peuvent être établies à l'aide des résultats d'analyse d'autres laboratoires, pour autant que ces résultats soient fiables.]

²⁸ [Comment to Article 6.1: Violations of Article 2.1 may be established only by Sample analysis performed by a WADA-accredited laboratory or another laboratory approved by WADA. Violations of other Articles may be established using analytical results from other laboratories so long as the results are reliable.]

6.1.2 Tel que prévu à l'article 3.2, les faits relatifs à des violations des règles antidopage peuvent être établis par tout moyen fiable. Cela inclut, par exemple, des analyses de laboratoire ou d'autres analyses forensiques fiables réalisées en dehors de laboratoires accrédités ou approuvés par l'AMA.

6.1.2 As provided in Article 3.2, facts related to anti-doping rule violations may be established by any reliable means. This would include, for example, reliable laboratory or other forensic testing conducted outside of WADA-accredited or approved laboratories.

6.2 Objet de l'analyse des échantillons et des données

Les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le *contrôle du dopage*, seront analysés afin d'y détecter les *substances interdites* et les *méthodes interdites* énumérées dans la *Liste des interdictions* et toute autre substance dont la détection est demandée par l'AMA conformément au Programme de surveillance décrit à l'article 4.5 du Code, ou afin d'aider la FIA à établir un profil à partir des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du *Pilote*, y compris le profil ADN ou le profil génomique, ou à toute autre fin antidopage légitime.²⁹

6.2 Purpose of Analysis of Samples and Data

Samples and related analytical data or *Doping Control* information shall be analysed to detect *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* identified on the *Prohibited List* and other substances as may be directed by WADA pursuant to the monitoring program described in Article 4.5 of the Code, or to assist the FIA in profiling relevant parameters in a *Driver's* urine, blood or other matrix, including for DNA or genomic profiling, or for any other legitimate anti-doping purpose.²⁹

6.3 Recherche sur des échantillons et des données

Les échantillons, les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le *contrôle du dopage*, peuvent servir à des fins de recherche antidopage, étant précisé qu'aucun échantillon ne peut servir à des fins de recherche sans le consentement écrit du *Pilote*. Les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le *contrôle du dopage* utilisés à des fins de recherche, seront préalablement traités de manière à éviter que les échantillons et les données d'analyse afférentes, ainsi que les informations sur le *contrôle du dopage*, ne puissent être attribués à un *Pilote* en particulier. Toute recherche impliquant des échantillons et des données d'analyse ou des informations sur le *contrôle du dopage*, devra respecter les principes énoncés à l'article 19 du Code.³⁰

6.3 Research on Samples and Data

Samples, related analytical data and *Doping Control* information may be used for anti-doping research purposes, although no *Sample* may be used for research without the *Driver's* written consent. *Samples* and related analytical data or *Doping Control* information used for research purposes shall first be processed in such a manner as to prevent *Samples* and related analytical data or *Doping Control* information being traced back to a particular *Driver*. Any research involving *Samples* and related analytical data or *Doping Control* information shall adhere to the principles set out in Article 19 of the Code.³⁰

6.4 Standards d'analyse des échantillons et de rendu des résultats

En vertu de l'article 6.4 du Code, la FIA demandera aux laboratoires d'analyser les échantillons conformément aux *Standard international* pour les laboratoires et l'article 4.7 du *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes. De leur propre initiative, et à leurs propres frais, les laboratoires peuvent analyser des échantillons en vue d'y détecter des *substances interdites* ou des *méthodes interdites* ne figurant pas dans le menu d'analyse standard des échantillons, ou dont l'analyse n'a pas été demandée par la FIA. Les résultats de telles analyses seront rapportés à la FIA et auront la même validité et les mêmes conséquences que tout autre résultat d'analyse.³¹

6.4 Standards for Sample Analysis and Reporting

In accordance with Article 6.4 of the Code, the FIA shall ask laboratories to analyse *Samples* in conformity with the *International Standard* for Laboratories and Article 4.7 of the *International Standard* for Testing and Investigations. Laboratories at their own initiative and expense may analyse *Samples* for *Prohibited Substances* or *Prohibited Methods* not included on the standard *Sample* analysis menu, or as requested by the FIA. Results from any such analysis shall be reported to the FIA and have the same validity and Consequences as any other analytical result.³¹

29 [Commentaire sur l'article 6.2.1 : Les informations pertinentes sur le contrôle du dopage pourraient, par exemple, servir à orienter les contrôles ciblés et/ou à étayer une procédure pour violation des règles antidopage au sens de l'article 2.2.]

30 [Commentaire sur l'article 6.3 : Comme c'est le cas dans la plupart des contextes médicaux ou scientifiques, l'utilisation d'échantillons et d'informations afférentes à des fins d'assurance qualité, d'amélioration de la qualité, d'amélioration et d'élaboration de méthodes ou d'établissement de populations de référence n'est pas considérée comme de la recherche. Les échantillons et les informations afférentes utilisées à de telles fins autorisées non liées à la recherche doivent également être préalablement traités de manière à éviter qu'il ne soit possible de les attribuer à un *Pilote* en particulier, compte tenu des principes énoncés à l'article 19, ainsi que des exigences du *Standard international* pour les laboratoires et du *Standard international* pour la protection des renseignements personnels.]

31 [Commentaire sur l'article 6.4 : L'objectif de cet article est d'étendre le principe des « contrôles intelligents » au menu d'analyse des échantillons afin de détecter le dopage de la manière la plus efficace. Il est reconnu que les ressources disponibles pour lutter contre le dopage sont limitées et qu'une extension du menu d'analyse des échantillons peut, dans certains sports et dans certains pays, réduire le nombre d'échantillons pouvant être analysés.]

29 [Comment to Article 6.2.1: For example, relevant Doping Control-related information could be used to direct Target Testing or to support an anti-doping rule violation proceeding under Article 2.2, or both.]

30 ⁴[Comment to Article 6.3: As is the case in most medical or scientific contexts, use of Samples and related information for quality assurance, quality improvement, method improvement and development or to establish reference populations is not considered research. Samples and related information used for such permitted non-research purposes must also first be processed in such a manner as to prevent them from being traced back to the particular Driver, having due regard to the principles set out in Article 19 of the Code, as well as the requirements of the International Standard for Laboratories and International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information.]

31 [Comment to Article 6.4: The objective of this Article is to extend the principle of "Intelligent Testing" to the Sample analysis menu so as to most effectively and efficiently detect doping. It is recognised that the resources available to fight doping are limited and that increasing the Sample analysis menu may, in some sports and countries, reduce the number of Samples which can be analysed.]

6.5 Analyse additionnelle d'un échantillon avant ou durant la gestion des résultats

La compétence d'un laboratoire pour procéder à des analyses répétées ou additionnelles sur un échantillon ne peut faire l'objet d'aucune limitation avant le moment où la *FIA* avise le *Pilote* que l'échantillon sert de fondement à l'ouverture d'une procédure pour violation des règles antidopage conformément à l'article 2.1. Si la *FIA* souhaite procéder à une analyse additionnelle sur cet échantillon après une telle notification, elle peut le faire avec le consentement du *Pilote* ou l'approbation d'une instance d'audition.

6.6 Analyse additionnelle d'un échantillon négatif ou n'ayant pas donné lieu à une procédure pour violation des règles antidopage

Lorsqu'un laboratoire a rapporté un échantillon comme négatif ou que l'échantillon n'a pas donné lieu à une procédure pour violation des règles antidopage, l'échantillon peut être conservé et soumis à des analyses additionnelles aux fins de l'article 6.2 en tout temps, exclusivement sur instruction de l'*AMA* ou de l'*organisation antidopage* qui a initié et ordonné le prélèvement de l'échantillon. Toute autre *organisation antidopage* compétente pour contrôler le *Pilote* et qui souhaite procéder à une analyse additionnelle d'un échantillon conservé peut le faire avec la permission de l'*AMA* ou de l'*organisation antidopage* qui a initié et ordonné le prélèvement de l'échantillon, et sera responsable de toute *gestion des résultats* ultérieure. Toute conservation ou analyse additionnelle d'échantillon initiée par l'*AMA* ou par une autre *organisation antidopage* sera effectuée aux frais de l'*AMA* ou de cette organisation. L'analyse additionnelle des échantillons doit se conformer aux exigences du *Standard international* pour les laboratoires.

6.7 Fractionnement de l'échantillon A ou B

Lorsque l'*AMA*, une *organisation antidopage* ayant compétence pour la *gestion des résultats* et/ou un laboratoire accrédité par l'*AMA* (avec l'approbation de l'*AMA* ou de l'*organisation antidopage* ayant compétence pour la *gestion des résultats*) souhaite fractionner un échantillon A ou B dans le but d'utiliser la première partie de l'échantillon fractionné pour une analyse d'échantillon A et la seconde partie de l'échantillon fractionné à titre de confirmation, les procédures applicables seront celles énoncées dans le *Standard international* pour les laboratoires.

6.8 Droit de l'AMA de prendre possession des échantillons et des données

À sa discrétion, à tout moment, et avec ou sans préavis, l'*AMA* peut prendre physiquement possession de tout échantillon et de toute donnée d'analyse afférente ou de toute information détenue par un laboratoire ou une *organisation antidopage*. À la demande de l'*AMA*, le laboratoire ou l'*organisation antidopage* détenant l'échantillon ou les données accordera immédiatement à l'*AMA* l'accès à cet échantillon ou à ces données et permettra à l'*AMA* d'en prendre physiquement possession. Si l'*AMA* n'a pas donné de préavis au laboratoire ou à l'*organisation antidopage* avant de prendre possession de l'échantillon ou des données, elle notifiera le laboratoire et chaque *organisation antidopage* dont les échantillons ou les données ont été saisis par l'*AMA* dans un délai raisonnable suivant une telle saisie. Après toute analyse ou enquête portant sur un échantillon ou des

6.5 Further Analysis of a Sample Prior to or During Results Management

There shall be no limitation on the authority of a laboratory to conduct repeat or additional analysis on a *Sample* prior to the time the *FIA* notifies a *Driver* that the *Sample* is the basis for an Article 2.1 anti-doping rule violation charge. If after such notification the *FIA* wishes to conduct additional analysis on that *Sample*, it may do so with the consent of the *Driver* or approval from a hearing body.

6.6 Further Analysis of a Sample After it has been Reported as Negative or has Otherwise not Resulted in an Anti-Doping Rule Violation Charge

After a laboratory has reported a *Sample* as negative, or the *Sample* has not otherwise resulted in an anti-doping rule violation charge, it may be stored and subjected to further analyses for the purpose of Article 6.2 at any time exclusively at the direction of either the *Anti-Doping Organisation* that initiated and directed *Sample* collection or WADA. Any other *Anti-Doping Organisation* with authority to test the *Driver* that wishes to conduct further analysis on a stored *Sample* may do so with the permission of the *Anti-Doping Organisation* that initiated and directed *Sample* collection or WADA, and shall be responsible for any follow-up *Results Management*. Any *Sample* storage or further analysis initiated by WADA or another *Anti-Doping Organisation* shall be at WADA's or that organisation's expense. Further analysis of *Samples* shall conform with the requirements of the *International Standard for Laboratories*.

6.7 Split of A or B Sample

Where WADA, an *Anti-Doping Organisation* with *Results Management* authority, and/or a WADA-accredited laboratory (with approval from WADA or the *Anti-Doping Organisation* with *Results Management* authority) wishes to split an A or B *Sample* for the purpose of using the first part of the split *Sample* for an A *Sample* analysis and the second part of the split *Sample* for confirmation, then the procedures set forth in the *International Standard for Laboratories* shall be followed.

6.8 WADA's Right to Take Possession of Samples and Data

WADA may, in its sole discretion at any time, with or without prior notice, take physical possession of any *Sample* and related analytical data or information in the possession of a laboratory or *Anti-Doping Organisation*. Upon request by WADA, the laboratory or *Anti-Doping Organisation* in possession of the *Sample* or data shall immediately grant access to and enable WADA to take physical possession of the *Sample* or data. If WADA has not provided prior notice to the laboratory or *Anti-Doping Organisation* before taking possession of a *Sample* or data, it shall provide such notice to the laboratory and each *Anti-Doping Organisation* whose *Samples* or data have been taken by WADA within a reasonable time after taking possession. After analysis and any investigation of a seized *Sample* or data, WADA may direct another *Anti-Doping Organisation* with authority to test the *Driver* to assume *Results*

données saisis, l'AMA peut ordonner à une autre *organisation antidopage* ayant compétence pour contrôler le *Pilote* d'assumer la responsabilité de la *gestion des résultats* pour cet échantillon ou ces données si une violation potentielle des règles antidopage est découverte.³²

*Management responsibility for the Sample or data if a potential anti-doping rule violation is discovered.*³²

ARTICLE 7 – GESTION DES RÉSULTATS : RESPONSABILITÉ, EXAMEN INITIAL, NOTIFICATION ET SUSPENSIONS PROVISOIRES

ARTICLE 7 – RESULTS MANAGEMENT: RESPONSIBILITY, INITIAL REVIEW, NOTICE AND PROVISIONAL SUSPENSIONS

La *gestion des résultats* conformément au Règlement établit un processus destiné à résoudre les questions de violations des règles antidopage de manière équitable, rapide et efficace.

Results Management under these Anti-Doping Regulations establishes a process designed to resolve anti-doping rule violation matters in a fair, expeditious and efficient manner.

7.1 Responsabilité en matière de *gestion des résultats*

7.1 Responsibility for Conducting *Results Management*

7.1.1 Sauf dispositions contraires des articles 6.6 et 6.8 du Règlement et de l'article 7.1 du Code, la *gestion des résultats* relèvera de la responsabilité de l'*organisation antidopage* qui a initié et réalisé le prélèvement des échantillons (ou, si aucun prélèvement d'échantillon n'est impliqué, de l'*organisation antidopage* qui a notifié en premier lieu le *Pilote* ou l'autre *personne* d'une violation potentielle des règles antidopage, puis a poursuivi avec diligence cette violation) et sera régie par ses règles de procédure.

7.1.1 Except as otherwise provided in Articles 6.6, 6.8 and Code Article 7.1, *Results Management* shall be the responsibility of, and shall be governed by, the procedural rules of the *Anti-Doping Organisation* that initiated and directed *Sample* collection (or, if no *Sample* collection is involved, the *Anti-Doping Organisation* which first provides notice to a *Driver* or other *Person* of a potential anti-doping rule violation and then diligently pursues that anti-doping rule violation).

7.1.2 Lorsque les règles d'une *organisation nationale antidopage* ne donnent pas à celle-ci compétence sur un *Pilote* ou une autre *personne* qui n'est pas un ressortissant, un résident, un titulaire de licence ou un membre d'une organisation sportive de ce pays, ou que l'*organisation nationale antidopage* décline l'exercice de cette compétence, la *gestion des résultats* sera assurée par la fédération internationale compétente ou par un tiers ayant compétence sur le *Pilote* ou sur l'autre *personne* conformément aux règles de la fédération internationale.

7.1.2 In circumstances where the rules of a *National Anti-Doping Organisation* do not give the *National Anti-Doping Organisation* authority over a *Driver* or other *Person* who is not a national, resident, license holder, or member of a sport organisation of that country, or the *National Anti-Doping Organisation* declines to exercise such authority, *Results Management* shall be conducted by the applicable International Federation or by a third party with authority over the *Driver* or other *Person* as directed by the rules of the applicable International Federation.

7.1.3 Dans le cas où une *organisation responsable de grandes manifestations* n'assume qu'une responsabilité limitée en matière de *gestion des résultats* relative à un échantillon prélevé lors d'une *manifestation* à l'initiative d'une *organisation responsable de grandes manifestations*, ou pour une violation des règles antidopage survenant durant une telle *manifestation*, l'affaire sera soumise par l'*organisation responsable de grandes manifestations* à la fédération internationale compétente en vue de la finalisation de la *gestion des résultats*.

7.1.3 In the event the *Major Event Organisation* assumes only limited *Results Management* responsibility relating to a *Sample* initiated and taken during an *Event* conducted by a *Major Event Organisation*, or an anti-doping rule violation occurring during such *Event*, the case shall be referred by the *Major Event Organisation* to the applicable International Federation for completion of *Results Management*.

7.1.4 La *gestion des résultats* concernant un manquement potentiel aux obligations en matière de localisation (manquement à l'obligation de transmission des informations ou contrôle manqué) sera administrée par la *FIA* ou l'*organisation nationale antidopage* selon l'*organisation* auprès de laquelle le *Pilote* en question transmet ses informations de localisation, conformément aux dispositions du *Standard international* pour la *gestion des résultats*. Si la *FIA* constate un manquement à l'obligation de transmission des informations ou un contrôle manqué, elle avertira l'AMA par le biais d'ADAMS, où cette information sera mise à la disposition d'autres *organisations antidopage* pertinentes.

7.1.4 *Results Management* in relation to a potential whereabouts failure (a filing failure or a missed test) shall be administered by the *FIA* or the *National Anti-Doping Organisation* with whom the *Driver* in question files whereabouts information, as provided in the *International Standard for Results Management*. If the *FIA* determines a filing failure or a missed test, it shall submit that information to WADA through ADAMS, where it will be made available to other relevant *Anti-Doping Organisations*.

32 [Commentaire sur l'article 6.8 : La résistance à ce que l'AMA prenne physiquement possession des échantillons ou des données ou le refus d'une telle saisie pourrait être constitutive de falsification ou de complicité ou constituer un acte de non-conformité au sens du Standard international pour la conformité au Code des signataires, et pourrait également constituer une violation du Standard international pour les laboratoires. Lorsque cela s'avère nécessaire, le laboratoire et/ou l'organisation antidopage doivent aider l'AMA à veiller à ce que la sortie de l'échantillon saisi et des données afférentes du pays concerné ne soit pas retardée.]

32 [Comment to Article 6.8: Resistance or refusal to WADA taking physical possession of Samples or data could constitute Tampering, Complicity or an act of non-compliance as provided in the International Standard for Code Compliance by Signatories, and could also constitute a violation of the International Standard for Laboratories. Where necessary, the laboratory and/or the Anti-Doping Organisation shall assist WADA in ensuring that the seized Sample or data are not delayed in exiting the applicable country.]

[Commentaire sur l'article 6.8 : L'AMA ne prendra évidemment pas possession unilatéralement d'échantillons ou de données d'analyse sans motif valable en lien avec une violation potentielle des règles antidopage, la non-conformité de la part d'un signataire ou des activités de dopage de la part d'une autre personne. Toutefois, il incombe à l'AMA de décider à sa libre appréciation s'il existe un motif valable, et cette décision ne pourra pas faire l'objet d'une contestation. En particulier, l'existence ou non d'un motif valable ne constituera pas un argument de défense contre une violation des règles antidopage ou de ses conséquences.]

WADA would not, of course, unilaterally take possession of Samples or analytical data without good cause related to a potential anti-doping rule violation, non-compliance by a Signatory or doping activities by another Person. However, the decision as to whether good cause exists is for WADA to make in its discretion and shall not be subject to challenge. In particular, whether there is good cause or not shall not be a defence against an anti-doping rule violation or its Consequences.]

- 7.1.5** Les autres circonstances où la FIA sera responsable de la *gestion des résultats*, pour les violations des règles antidopage commises par un *Pilote* ou une autre *personne* soumis à sa compétence seront déterminées par référence à et en conformité avec l'article 7 du Code.
- 7.1.6** L'AMA peut ordonner à la FIA d'assumer la *gestion des résultats* dans un cas particulier. Si la FIA refuse d'assumer la *gestion des résultats* dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, ce refus sera considéré comme un acte de non-conformité, et l'AMA pourra ordonner à une autre *organisation antidopage* ayant compétence sur le *Pilote* ou sur l'autre *personne* et qui accepte de s'en charger, d'assumer la responsabilité de la *gestion des résultats* à la place de la FIA ou, à défaut d'une telle *organisation antidopage*, à toute autre *organisation antidopage* qui accepte de s'en charger. Dans un tel cas, la FIA sera tenue de rembourser à l'autre *organisation antidopage* désignée par l'AMA les frais et les honoraires d'avocat liés à la *gestion des résultats*, et le non-remboursement des frais et des honoraires d'avocat sera considéré comme un acte de non-conformité.
- 7.2 Examen et notification concernant des violations potentielles des règles antidopage**
- L'examen et la notification concernant une violation potentielle des règles antidopage seront effectués conformément au *Standard international* pour la *gestion des résultats*.
- 7.3 Identification de violations antérieures des règles antidopage**
- Avant de notifier au *Pilote* ou à l'autre *personne* une violation potentielle des règles antidopage conformément aux dispositions ci-dessus, la FIA vérifiera dans ADAMS et contactera l'AMA et les autres *organisations antidopage* pertinentes afin de déterminer s'il existe des violations antérieures des règles antidopage.
- 7.4 Principes applicables aux suspensions provisoires³³**
- 7.4.1 Suspension provisoire obligatoire après un résultat d'analyse anormal ou un résultat de Passeport anormal**
- Lorsque la FIA reçoit un résultat d'analyse anormal ou un *résultat de Passeport anormal* (à la conclusion du processus d'examen du *résultat de Passeport anormal*) pour une *substance interdite* ou une *méthode interdite*, sauf pour une *substance spécifiée* ou une *méthode spécifiée*, une *suspension provisoire* doit être imposée sans délai au terme de, ou après, l'examen et la notification requis par l'article 7.2.
- Une *suspension provisoire* obligatoire peut être levée (i) si le *Pilote* apporte au Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le CDA) la preuve que la violation a probablement impliqué un *produit contaminé*, ou (ii) si la violation implique une *substance d'abus* et que le *Pilote* établit avoir droit à une période de *suspension réduite* en vertu de l'article 10.2.4.1.
- La décision du CDA de ne pas lever une *suspension provisoire* obligatoire en raison des allégations du *Pilote* concernant un *produit contaminé* n'est pas susceptible d'appel.
- 7.4.2 Suspension provisoire facultative s'appuyant sur un résultat d'analyse anormal relatif à des substances spécifiées, à des méthodes spécifiées, à des produits contaminés ou à d'autres violations des règles antidopage**
- 7.1.5** Other circumstances in which the FIA shall take responsibility for conducting *Results Management* in respect of anti-doping rule violations involving *Drivers* and other *Persons* under its authority shall be determined by reference to and in accordance with Article 7 of the Code.
- 7.1.6** WADA may direct the FIA to conduct *Results Management* in particular circumstances. If the FIA refuses to conduct *Results Management* within a reasonable deadline set by WADA, such refusal shall be considered an act of non-compliance, and WADA may direct another *Anti-Doping Organisation* with authority over the *Driver* or other *Person*, that is willing to do so, to take *Results Management* responsibility in place of the FIA or, if there is no such *Anti-Doping Organisation*, any other *Anti-Doping Organisation* that is willing to do so. In such case, the FIA shall reimburse the costs and attorney's fees of conducting *Results Management* to the other *Anti-Doping Organisation* designated by WADA, and a failure to reimburse costs and attorney's fees shall be considered an act of non-compliance.
- 7.2 Review and Notification Regarding Potential Anti-Doping Rule Violations**
- The FIA shall carry out the review and notification with respect to any potential anti-doping rule violation in accordance with the *International Standard for Results Management*.
- 7.3 Identification of Prior Anti-Doping Rule Violations**
- Before giving a *Driver* or other *Person* notice of a potential anti-doping rule violation as provided above, the FIA shall refer to ADAMS and contact WADA and other relevant *Anti-Doping Organisations* to determine whether any prior anti-doping rule violation exists.
- 7.4 Provisional Suspensions³³**
- 7.4.1 Mandatory Provisional Suspension after an Adverse Analytical Finding or Adverse Passport Finding**
- If the FIA receives an *Adverse Analytical Finding* or an *Adverse Passport Finding* (upon completion of the *Adverse Passport Finding* review process) for a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* that is not a *Specified Substance* or a *Specified Method*, it shall impose a *Provisional Suspension* on the *Driver* promptly upon or after the review and notification required by Article 7.2.
- A mandatory *Provisional Suspension* may be eliminated if: (i) the *Driver* demonstrates to the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter ADC) that the violation is likely to have involved a *Contaminated Product*, or (ii) the violation involves a *Substance of Abuse* and the *Driver* establishes entitlement to a reduced period of *Ineligibility* under Article 10.2.4.1.
- The ADC's decision not to eliminate a mandatory *Provisional Suspension* on account of the *Driver's* assertion regarding a *Contaminated Product* shall not be appealable.
- 7.4.2 Optional Provisional Suspension Based on an Adverse Analytical Finding for Specified Substances, Specified Methods, Contaminated Products, or Other Anti-Doping Rule Violations**

33 [Commentaire sur l'article 7.4 : Avant qu'une suspension provisoire ne puisse être décidée unilatéralement par la FIA, l'examen interne prévu par le Règlement et le Standard international pour la gestion des résultats doit d'abord être effectué.]

33 [Comment to Article 7.4: Before a Provisional Suspension can be unilaterally imposed by the FIA, the internal review specified in these Anti-Doping Regulations and the International Standard for Results Management must first be completed.]

La FIA peut imposer une *suspension provisoire* facultative pour une violation des règles antidopage autre que celles couvertes à l'article 7.4.1 avant l'analyse de l'échantillon B du *Pilote* ou la tenue de l'audience définitive prévue à l'article 8.

Une *suspension provisoire* facultative peut être levée à la discrétion de la FIA à tout moment avant une décision du CDA prévue à l'article 8, sauf indication contraire dans le *Standard international* pour la *gestion des résultats*.

The FIA may impose a *Provisional Suspension* for anti-doping rule violations not covered by Article 7.4.1 prior to the analysis of the *Driver's B Sample* or final hearing as described in Article 8.

An optional *Provisional Suspension* may be lifted at the discretion of the FIA at any time prior to the ADC's decision under Article 8, unless provided otherwise in the *International Standard for Results Management*.

7.4.3 Possibilité d'audience ou d'appel

Nonobstant les articles 7.4.1 et 7.4.2, aucune *suspension provisoire* ne peut être imposée à moins que la FIA ne donne au *Pilote* ou à l'autre *personne* (a) la possibilité de bénéficier d'une *audience préliminaire*, soit avant l'imposition de la *suspension provisoire*, soit dans un délai raisonnable après l'imposition de la *suspension provisoire*, ou (b) la possibilité de bénéficier d'une audience accélérée conformément à l'article 8 dans un délai raisonnable après l'imposition d'une *suspension provisoire*.

L'imposition d'une *suspension provisoire* ou la décision de ne pas imposer une *suspension provisoire* peut faire l'objet d'un appel accéléré conformément à l'article 13.2.

7.4.3 Opportunity for Hearing or Appeal

Notwithstanding Articles 7.4.1 and 7.4.2, a *Provisional Suspension* may not be imposed unless the *Driver* or other *Person* is given: (a) an opportunity for a *Provisional Hearing*, either before or on a timely basis after the imposition of the *Provisional Suspension*; or (b) an opportunity for an expedited hearing in accordance with Article 8 on a timely basis after the imposition of the *Provisional Suspension*.

The imposition of a *Provisional Suspension*, or the decision not to impose a *Provisional Suspension*, may be appealed in an expedited process in accordance with Article 13.2.

7.4.4 Acceptation volontaire d'une *suspension provisoire*

Les *Pilotes* peuvent accepter volontairement une *suspension provisoire* à condition de le faire au plus tard (i) avant l'expiration d'un délai de dix (10) jours à compter du rapport de l'échantillon B (ou de la renonciation à l'échantillon B) ou d'un délai de dix (10) jours à compter de la notification de toute autre violation des règles antidopage, ou (ii) avant la date à laquelle le *Pilote* concourt pour la première fois après un tel rapport ou une telle notification. Les autres *personnes* peuvent accepter volontairement une *suspension provisoire* à condition de le faire dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la violation des règles antidopage.

En cas d'acceptation volontaire, la *suspension provisoire* déploie tous ses effets et doit être traitée de la même manière que si elle avait été imposée en vertu de l'article 7.4.1 ou de l'article 7.4.2. Toutefois, à tout moment après acceptation d'une telle *suspension provisoire*, le *Pilote* ou l'autre *personne* peut retirer cette acceptation, auquel cas le *Pilote* ou l'autre *personne* ne pourra bénéficier d'aucune déduction pour la durée de la *suspension provisoire* déjà purgée.

7.4.4 Voluntary Acceptance of *Provisional Suspension*

Drivers on their own initiative may voluntarily accept a *Provisional Suspension* if done so prior to the later of: (i) the expiration of ten (10) days from the report of the *B Sample* (or waiver of the *B Sample*) or ten (10) days from the notice of any other anti-doping rule violation, or (ii) the date on which the *Driver* first competes after such report or notice.

Other *Persons* on their own initiative may voluntarily accept a *Provisional Suspension* if done so within ten (10) days from the notice of the anti-doping rule violation.

7.4.5 Si une *suspension provisoire* est imposée sur la base d'un résultat d'analyse anormal de l'échantillon A et qu'une analyse subséquente de l'échantillon B (si le *Pilote* ou la FIA la demande) ne confirme pas le résultat de l'analyse de l'échantillon A, le *Pilote* ne pourra faire l'objet d'aucune autre *suspension provisoire* s'appuyant sur une violation de l'article 2.1. Dans les circonstances où le *Pilote* (ou son équipe) est exclu d'une *manifestation* sur la base d'une violation de l'article 2.1 et que l'analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat d'analyse de l'échantillon A, le *Pilote* (ou l'équipe) en question pourra continuer à participer à la *manifestation*, à condition que cela demeure sans effet sur la *manifestation* et qu'il soit encore possible de réintégrer le *Pilote* (ou son équipe).

7.4.5 If a *Provisional Suspension* is imposed based on an *A Sample Adverse Analytical Finding* and a subsequent *B Sample* analysis (if requested by the *Driver* or the FIA) does not confirm the *A Sample* analysis, then the *Driver* shall not be subject to any further *Provisional Suspension* on account of a violation of Article 2.1. In circumstances where the *Driver* (or the *Driver's* team) has been removed from an *Event* based on a violation of Article 2.1 and the subsequent *B Sample* analysis does not confirm the *A Sample* finding, then, if it is still possible for the *Driver* or team to be reinserted, without otherwise affecting the *Event*, the *Driver* or team may continue to take part in the *Event*.

7.5 Décisions en matière de *gestion des résultats*

Les décisions en matière de *gestion des résultats* rendues par la FIA ne doivent pas être limitées à une zone géographique particulière ou au(x) sport(s) de la FIA et doivent aborder et trancher notamment les points suivants : (i) la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise ou si une *suspension provisoire* devrait être imposée, la base factuelle d'une telle décision et les articles précis du *Code* qui ont été violés, et (ii) toutes les conséquences découlant de la ou des violation(s) des règles antidopage, y compris les *annulations* applicables en

7.5 Results Management Decisions

Results Management decisions or adjudications by the FIA will not purport to be limited to a particular geographic area or the the FIA's sport and shall address and determine without limitation the following issues: (i) whether an anti-doping rule violation was committed or a *Provisional Suspension* should be imposed, the factual basis for such determination, and the specific Articles that have been violated, and (ii) all *Consequences* flowing from the anti-doping rule violation(s), including applicable *Disqualifications* under Articles 9 and 10.10, any forfeiture of medals or prizes,

vertu des articles 9 et 10.10, tout retrait de médailles ou de prix, toute période de *suspension* (ainsi que la date à laquelle celle-ci commence) et toute *conséquence financière*.³⁴

7.6 Notification des décisions de gestion des résultats

La FIA doit notifier les *Pilotes*, les autres *personnes*, les *signataires* et l'AMA de ses décisions en matière de *gestion des résultats* conformément à l'article 14 et au *Standard international* pour la *gestion des résultats*.

7.7 Retraite sportive³⁵

Si un *Pilote* ou une autre *personne* prend sa retraite au cours du processus de *gestion des résultats*, la FIA conserve la compétence de le mener à son terme. Si un *Pilote* ou une autre *personne* prend sa retraite avant que le processus de *gestion des résultats* n'ait été amorcé, et que la FIA aurait eu compétence sur le *Pilote* ou l'autre *personne* en matière de *gestion des résultats* au moment où le *Pilote* ou l'autre *personne* a commis une violation des règles antidopage, la FIA reste compétente pour assumer la *gestion des résultats*.

ARTICLE 8 – GESTION DES RÉSULTATS : DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE ET NOTIFICATION DE LA DÉCISION RENDUE

Pour toute *personne* contre qui une violation des règles antidopage a été alléguée, la FIA doit prévoir une audience équitable dans un délai raisonnable devant une instance d'audition équitable, impartiale et indépendante sur le plan opérationnel, en conformité avec le *Standard international* pour la *gestion des résultats*.

8.1 Audience équitable

8.1.1 CDA équitable, impartial et indépendant sur le plan opérationnel

8.1.1.1 La FIA établira un CDA ayant la compétence d'entendre et de déterminer si un *Pilote* ou une autre *personne* assujettie au *Règlement* a commis une violation des règles antidopage et, le cas échéant, d'imposer les conséquences applicables.

8.1.1.2 La FIA s'assurera que le CDA soit exempt de tout conflit d'intérêts et que son indépendance sur le plan opérationnel, ses ressources, sa composition, ainsi que la période de mandat et l'expérience professionnelle de ses membres, soient conformes aux exigences du *Standard international* pour la *gestion des résultats*.

34 [Commentaire sur l'article 7.5 : Les décisions en matière de gestion des résultats incluent les suspensions provisoires.

Chaque décision rendue par la FIA devrait se prononcer sur la commission d'une violation des règles antidopage et sur toutes les conséquences découlant de la violation, y compris toutes les annulations autres que celles prévues à l'article 10.1 (qui sont du ressort de l'organisation responsable d'une manifestation). Conformément à l'article 15, une telle décision et l'imposition de conséquences auront un effet automatique dans tous les sports et dans tous les pays. Par exemple, pour une détermination qu'un *Pilote* a commis une violation des règles antidopage basée sur un résultat d'analyse anormal pour un échantillon prélevé en compétition, les résultats obtenus par le *Pilote* dans la compétition seront annulés conformément à l'article 9 et tous les autres résultats de compétition obtenus par le *Pilote* à compter de la date du prélèvement de l'échantillon et jusqu'à la fin de la période de suspension seront également annulés conformément à l'article 10.10. Si le résultat d'analyse anormal découle d'un contrôle lors d'une manifestation, il incombera à l'organisation responsable de grandes manifestations de décider si les autres résultats individuels du *Pilote* dans la manifestation avant le prélèvement de l'échantillon sont également annulés conformément à l'article 10.1.]

35 [Commentaire sur l'article 7.7 : La conduite d'un *Pilote* ou d'une autre *personne* avant que ce *Pilote* ou cette autre *personne* ne relève de la compétence d'une organisation antidopage ne constitue pas une violation des règles antidopage, mais pourrait justifier le refus d'accepter l'adhésion du *Pilote* ou de l'autre *personne* à une organisation sportive.]

any period of *Ineligibility* (and the date it begins to run) and any *Financial Consequences*.³⁴

7.6 Notification of Results Management Decisions

The FIA shall notify *Drivers*, other *Persons*, *Signatories* and WADA of *Results Management* decisions as provided in Article 14.2 and in the *International Standard for Results Management*.

7.7 Retirement from Sport³⁵

If a *Driver* or other *Person* retires while the FIA's *Results Management* process is underway, the FIA retains authority to complete its *Results Management* process. If a *Driver* or other *Person* retires before any *Results Management* process has begun, and the FIA would have had *Results Management* authority over the *Driver* or other *Person* at the time the *Driver* or other *Person* committed an anti-doping rule violation, the FIA has authority to conduct *Results Management*.

ARTICLE 8 – RESULTS MANAGEMENT: RIGHT TO A FAIR HEARING AND NOTICE OF HEARING DECISION

For any *Person* who is asserted to have committed an anti-doping rule violation, the FIA shall provide a fair hearing within a reasonable time by a fair, impartial and *Operationally Independent* hearing panel in compliance with the Code and the *International Standard for Results Management*.

8.1 Fair Hearings

8.1.1 Fair, Impartial and Operationally Independent ADC

8.1.1.1 The FIA shall establish an ADC which has jurisdiction to hear and determine whether a *Driver* or other *Person*, subject to these *Anti-Doping Regulations*, has committed an anti-doping rule violation and, if applicable, to impose relevant *Consequences*.

8.1.1.2 The FIA shall ensure that the ADC is free of conflict of interest and that its composition, term of office, professional experience, *Operational Independence* and adequate financing comply with the requirements of the *International Standard for Results Management*.

34 [Comment to Article 7.5: Results Management decisions include Provisional Suspensions.

Each decision by the FIA should address whether an anti-doping rule violation was committed and all Consequences flowing from the violation, including any Disqualifications other than Disqualification under Article 10.1 (which is left to the ruling body for an Event). Pursuant to Article 15, such decision and its imposition of Consequences shall have automatic effect in every sport in every country. For example, for a determination that a *Driver* committed an anti-doping rule violation based on an Adverse Analytical Finding for a Sample taken In-Competition, the *Driver's* results obtained in the Competition would be Disqualified under Article 9 and all other competitive results obtained by the *Driver* from the date the Sample was collected through the duration of the period of Ineligibility are also Disqualified under Article 10.10; if the Adverse Analytical Finding resulted from Testing at an Event, it would be the Major Event Organisation's responsibility to decide whether the *Driver's* other individual results in the Event prior to Sample collection are also Disqualified under Article 10.1.]

35 [Comment to Article 7.7: Conduct by a *Driver* or other *Person* before the *Driver* or other *Person* was subject to the authority of any Anti-Doping Organisation would not constitute an anti-doping rule violation but could be a legitimate basis for denying the *Driver* or other *Person* membership in a sports organisation.]

- 8.1.1.3 Aucun membre du conseil, membre du personnel, membre d'une commission, consultant ou officiel de la FIA ou de ses affiliés (par exemple, les fédérations nationales ou les confédérations) ni aucune personne impliquée dans l'enquête et la phase préalable de l'instruction ne peuvent être nommés membres ou greffiers (dans la mesure où le greffier est impliqué dans les délibérations et/ou la rédaction de la décision) du CDA. En particulier, aucun membre ne doit avoir été préalablement impliqué dans l'examen d'une décision d'AUT ou d'une décision de gestion des résultats dans une affaire connexe.
- 8.1.1.4 le CDA sera constituée d'un président indépendant et d'au moins deux (2) autres membres indépendants.
- 8.1.1.5 Chaque membre sera désigné en fonction de son expérience antidopage, en tenant compte notamment de son expertise juridique, sportive, médicale et/ou scientifique. Chaque membre sera désigné pour un mandat reconductible de trois (3) ans.
- 8.1.1.6 Le CDA devra être en mesure de mener la procédure d'audition et de prise de décision sans qu'aucune ingérence de la part de la FIA ou d'un tiers ne soit possible.
- 8.1.2 Procédure d'audition**
- 8.1.2.1 Lorsque la FIA envoie à un Pilote ou à une autre personne une notification alléguant la commission d'une violation des règles antidopage et que le Pilote ou l'autre personne ne renonce pas à une audition au sens de l'article 8.3.1 ou 8.3.2, l'affaire sera renvoyée devant le CDA en vue de la tenue d'une audition et de la prise d'une décision, qui devront suivre les principes décrits aux articles 8 et 9 du *Standard international pour la gestion des résultats*.
- 8.1.2.2 Le président de l'instance d'audition désignera trois (3) membres (pouvant inclure le président lui-même) ou un arbitre unique pour entendre l'affaire. Dans l'hypothèse où trois (3) membres sont désignés, l'un (1) des membres de l'instance d'audition sera un avocat avec un minimum de trois (3) ans d'expérience juridique pertinente et un (1) autre des membres de l'instance d'audition devra être un médecin avec un minimum de trois (3) ans d'expérience médicale pertinente. Si un arbitre unique est nommé, il/elle doit avoir une formation juridique.
- 8.1.2.3 Une fois désigné par le président en tant que membre du CDA, chaque membre signera une déclaration assurant qu'à l'exception des circonstances divulguées dans la déclaration, il n'existe aucun fait ni aucune circonstance connus de lui/d'elle susceptible de remettre en cause son impartialité aux yeux de l'une des parties.
- 8.1.2.4 Les audiences tenues en lien avec des manifestations, impliquant des Pilotes ou d'autres personnes assujetties au Règlement, peuvent suivre une procédure accélérée telle qu'autorisée par le CDA.³⁶
- 8.1.2.5 L'AMA, l'ASN et l'organisation nationale antidopage du Pilote ou de l'autre personne peuvent assister à l'audience en qualité d'observateur. Dans tous les cas, la FIA les informera du statut de toute affaire en cours et du résultat de toute audience.
- 8.1.1.3 Board members, staff members, commission members, consultants and officials of the FIA or its affiliates (e.g. ASNs or confederation), as well as any Person involved in the investigation and pre-adjudication of the matter, cannot be appointed as members and/or clerks (to the extent that such clerk is involved in the deliberation process and/or drafting of any decision) of the ADC. In particular, no member shall have previously considered any TUE application, Results Management decision, or appeals in the same given case.
- 8.1.1.4 The ADC shall consist of an independent Chair and at least two (2) other independent members.
- 8.1.1.5 Each member shall be appointed by taking into consideration their requisite anti-doping experience including their legal, sports, medical and/or scientific expertise. Each member shall be appointed for a once renewable term of three (3) years.
- 8.1.1.6 The ADC shall be in a position to conduct the hearing and decision-making process without interference from the FIA or any third party.
- 8.1.2 Hearing Process**
- 8.1.2.1 When the FIA sends a notice to a Driver or other Person notifying them of a potential anti-doping rule violation, and the Driver or other Person does not waive a hearing in accordance with Article 8.3.1 or Article 8.3.2, then the case shall be referred to the ADC for hearing and adjudication, which shall be conducted in accordance with the principles described in Articles 8 and 9 of the *International Standard for Results Management*.
- 8.1.2.2 The Chair shall appoint either three (3) members (which may include the Chair) or a single adjudicator, which can be the Chair, to hear a case, depending on the nature of the charge and the evidence put forward. When three (3) members are appointed to hearing a case, one (1) panel member shall be a qualified lawyer, with no less than three (3) years of relevant legal experience, and one (1) panel member shall be a qualified medical practitioner, with no less than three (3) years of relevant medical experience. If a single adjudicator is appointed, he/she shall have a legal background.
- 8.1.2.3 Upon appointment by the Chair as a member of the ADC, each member must also sign a declaration that there are no facts or circumstances known to him or her which might call into question their impartiality in the eyes of any of the parties, other than those circumstances disclosed in the declaration.
- 8.1.2.4 Hearings held in connection with Events in respect to Drivers and other Persons who are subject to these Anti-Doping Regulations may be conducted by an expedited process where permitted by the ADC.³⁶
- 8.1.2.5 WADA, the ASN and the National Anti-Doping Organisation of the Driver or other Person may attend the hearing as observers. In any event, the FIA shall keep them fully apprised as to the status of pending cases and the result of all hearings.

³⁶ [Commentaire sur l'article 8.1.2.4 : Par exemple, une audience pourrait être accélérée à la veille d'une grande manifestation lorsqu'une décision relative à la violation des règles antidopage est nécessaire pour déterminer si le Pilote est autorisé à participer à la manifestation, ou encore durant une manifestation où la décision rendue déterminera la validité des résultats du Pilote ou la continuation de sa participation à la manifestation.]

³⁶ [Comment to Article 8.1.2.4: For example, a hearing could be expedited on the eve of a major Event where the resolution of the anti-doping rule violation is necessary to determine the Driver's eligibility to participate in the Event, or during an Event where the resolution of the case will affect the validity of the Driver's results or continued participation in the Event.]

8.2 Notification des décisions

8.2.1 À la fin de l'audition ou rapidement après, [l'instance d'audition de la FI] rendra une décision écrite conforme à l'article 9 du *Standard international* pour la gestion des résultats. Cette décision comportera l'ensemble des motifs de droit et de fait sur lesquels elle repose, la période de suspension imposée, l'annulation des résultats au sens de l'article 10.10 et, le cas échéant, une justification expliquant les raisons pour lesquelles les conséquences maximales potentielles n'ont pas été imposées.

8.2.2 La FIA notifiera la décision au Pilote ou à l'autre personne, ainsi qu'aux autres organisations antidopage ayant le droit de faire appel conformément à l'article 13.2.3, et la rapportera rapidement dans ADAMS. La décision peut faire l'objet d'un appel conformément aux dispositions de l'article 13.

8.3 Renonciation à l'audience

8.3.1 Un Pilote ou une autre personne à l'encontre de qui une violation des règles antidopage a été alléguée peut renoncer expressément à une audience et accepter les conséquences proposées par la FIA.

8.3.2 Cependant, si le Pilote ou l'autre personne à l'encontre de qui une violation des règles antidopage a été alléguée ne conteste pas cette alléguation dans les vingt (20) jours ou dans le délai indiqué dans la lettre de notification des charges envoyée par la FIA, ce Pilote ou cette autre personne sera réputée avoir renoncé à son droit à une audition, avoué la violation des règles antidopage et accepté les conséquences proposées.

8.3.3 Lorsque l'article 8.3.1 ou l'article 8.3.2 s'applique, une audition devant le CDA ne sera pas nécessaire. La FIA rendra rapidement une décision écrite conformément à l'article 9 du *Standard international* pour la gestion des résultats, qui comportera l'ensemble des motifs de droit et de fait sur lesquels elle repose, la période de suspension imposée, l'annulation des résultats au sens de l'article 10.10 et, le cas échéant, une justification expliquant les raisons pour lesquelles les conséquences maximales potentielles n'ont pas été imposées.

8.3.4 La FIA notifiera la décision au Pilote ou à l'autre personne, ainsi qu'aux autres organisations antidopage ayant le droit de faire appel conformément à l'article 13.2.3, et la rapportera rapidement dans ADAMS. La FIA divulguera publiquement la décision conformément à l'article 14.3.2.

8.4 Audience unique devant le TAS

Avec le consentement du Pilote ou de l'autre personne, de la FIA (lorsqu'elle est l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats en vertu de l'article 7) et de l'AMA, les violations des règles antidopage alléguées à l'encontre de Pilotes de niveau international, de Pilotes de niveau national ou d'autres personnes peuvent être entendues directement par le TAS lors d'une audience unique.³⁷

ARTICLE 9 – ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS

Une violation des règles antidopage dans les sports individuels en relation avec un contrôle en compétition conduit automatiquement

8.2 Notice of Decisions

8.2.1 At the end of the hearing, or promptly thereafter, the ADC shall issue a written decision that conforms with Article 9 of the *International Standard for Results Management* and which includes the full reasons for the decision, the period of *Ineligibility* imposed, the *Disqualification* of results under Article 10.10 and, if applicable, a justification for why the greatest potential *Consequences* were not imposed.

8.2.2 The FIA shall notify that decision to the *Driver* or other *Person* and to other *Anti-Doping Organisations* with a right to appeal under Article 13.2.3, and shall promptly report it into ADAMS. The decision may be appealed as provided in Article 13.

8.3 Waiver of Hearing

8.3.1 A *Driver* or other *Person* against whom an anti-doping rule violation is asserted may waive a hearing expressly and agree with the *Consequences* proposed by the FIA.

8.3.2 However, if the *Driver* or other *Person* against whom an anti-doping rule violation is asserted fails to dispute that assertion within twenty (20) days or the deadline otherwise specified in the notice sent by the FIA asserting the violation, then they shall be deemed to have waived a hearing, to have admitted the violation, and to have accepted the proposed *Consequences*.

8.3.3 In cases where Article 8.3.1 or 8.3.2 applies, a hearing before the ADC shall not be required. Instead the FIA shall promptly issue a written decision that conforms with Article 9 of the *International Standard for Results Management* and which includes the full reasons for the decision, the period of *Ineligibility* imposed, the *Disqualification* of results under Article 10.10 and, if applicable, a justification for why the greatest potential *Consequences* were not imposed.

8.3.4 The FIA shall notify that decision to the *Driver* or other *Person* and to other *Anti-Doping Organisations* with a right to appeal under Article 13.2.3, and shall promptly report it into ADAMS. The FIA shall *Publicly Disclose* that decision in accordance with Article 14.3.2.

8.4 Single Hearing Before CAS

Anti-doping rule violations asserted against *International-Level Drivers*, *National-Level Drivers* or other *Persons* may, with the consent of the *Driver* or other *Person*, the FIA (where it has *Results Management* responsibility in accordance with Article 7) and WADA, be heard in a single hearing directly at CAS.³⁷

ARTICLE 9 – AUTOMATIC DISQUALIFICATION OF INDIVIDUAL RESULTS

An anti-doping rule violation in *Individual Sports* in connection with an *In-Competition* test automatically leads to *Disqualification* of the

³⁷ [Comment to Article 8.4: In some cases, the combined cost of holding a hearing in the first instance at the international or national level, then rehearing the case de novo before CAS can be very substantial. Where all of the parties identified in this Article are satisfied that their interests will be adequately protected in a single hearing, there is no need for the Driver or Anti-Doping Organisations to incur the extra expense of two (2) hearings. An Anti-Doping Organisation may participate in the CAS hearing as an observer. Nothing set out in Article 8.4 precludes the Driver or other Person and the FIA (where it has Results Management responsibility) to waive their right to appeal by agreement. Such waiver, however, only binds the parties to such agreement and not any other entity with a right of appeal under the Code.]

³⁷ [Commentaire sur l'article 8.4 : Aucune disposition de l'article 8.4 n'empêche le Pilote ou l'autre personne et la FIA (lorsqu'elle est responsable de la gestion des résultats) de renoncer à leur droit d'appel par la conclusion d'un accord. Néanmoins, une telle renonciation ne pourra avoir d'effet qu'à l'égard des seules parties à un tel accord, à l'exclusion de toute autre entité disposant d'un droit d'appel en vertu du Code.]

à l'annulation des résultats obtenus lors de cette compétition et à toutes les conséquences qui en découlent, y compris le retrait des médailles, points et prix.³⁸

result obtained in that Competition with all resulting Consequences, including forfeiture of any medals, points and prizes.³⁸

ARTICLE 10 – SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS

ARTICLE 10 – SANCTIONS ON INDIVIDUALS

10.1 Annulation des résultats lors d'une manifestation au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue

10.1 Disqualification of Results in the Event during which an Anti-Doping Rule Violation Occurs

10.1.1 Une violation des règles antidopage commise lors d'une manifestation ou en lien avec cette manifestation peut, sur décision de l'organisation responsable de la manifestation, entraîner l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le Pilote dans le cadre de ladite manifestation, avec toutes les conséquences qui en découlent, y compris le retrait des médailles, points et prix, sauf dans les cas prévus à l'article 10.1.2.

10.1.1 An anti-doping rule violation occurring during or in connection with an Event may, upon the decision of the ruling body of the Event, lead to Disqualification of all of the Driver's individual results obtained in that Event with all Consequences, including forfeiture of all medals, points and prizes, except as provided in Article 10.1.2.

Les facteurs à prendre en considération pour annuler d'autres résultats au cours d'une manifestation peuvent inclure, par exemple, la gravité de la violation des règles antidopage commise par le Pilote et la question de savoir si le Pilote a subi des contrôles négatifs lors des autres compétitions.³⁹

Factors to be included in considering whether to Disqualify other results in an Event might include, for example, the seriousness of the Driver's anti-doping rule violation and whether the Driver tested negative in the other Competitions.³⁹

10.1.2 Lorsque le Pilote démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans d'autres compétitions ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans d'autres compétitions que celle au cours de laquelle la violation des règles antidopage est survenue n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

10.1.2 If the Driver establishes that he or she bears No Fault or Negligence for the violation, the Driver's individual results in the other Competitions shall not be Disqualified, unless the Driver's results in Competitions other than the Competition in which the anti-doping rule violation occurred were likely to have been affected by the Driver's anti-doping rule violation.

10.2 Suspension en cas de présence, d'usage ou de tentative d'usage ou de possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite

10.2 Ineligibility for Presence, Use or Attempted Use, or Possession of a Prohibited Substance or Prohibited Method

La période de suspension pour une violation des articles 2.1, 2.2 ou 2.6 sera la suivante, sous réserve d'une élimination, d'une réduction ou d'un sursis potentiel conformément aux articles 10.5, 10.6 ou 10.7 :

The period of Ineligibility for a violation of Article 2.1, 2.2 or 2.6 shall be as follows, subject to potential elimination, reduction or suspension pursuant to Article 10.5, 10.6 or 10.7:

10.2.1 La période de suspension, sous réserve de l'article 10.2.4, sera de quatre (4) ans lorsque :

10.2.1 The period of Ineligibility, subject to Article 10.2.4, shall be four (4) years where:

10.2.1.1 La violation des règles antidopage n'implique pas une substance spécifiée ou une méthode spécifiée, à moins que le Pilote ou l'autre personne ne puisse établir que cette violation n'était pas intentionnelle.⁴⁰

10.2.1.1 The anti-doping rule violation does not involve a Specified Substance or a Specified Method, unless the Driver or other Person can establish that the anti-doping rule violation was not intentional.⁴⁰

10.2.1.2 La violation des règles antidopage implique une substance spécifiée ou une méthode spécifiée et la FIA peut établir que cette violation était intentionnelle.

10.2.1.2 The anti-doping rule violation involves a Specified Substance or a Specified Method and the FIA can establish that the anti-doping rule violation was intentional.

10.2.2 Si l'article 10.2.1 ne s'applique pas, sous réserve de l'article 10.2.4.1, la période de suspension sera de deux (2) ans.

10.2.2 If Article 10.2.1 does not apply, subject to Article 10.2.4.1, the period of Ineligibility shall be two (2) years.

10.2.3 Au sens de l'article 10.2, le terme « intentionnel » vise à identifier les Pilotes ou les autres personnes qui ont adopté un

10.2.3 As used in Article 10.2, the term "intentional" is meant to identify those Drivers or other Persons who engage in conduct which they

38 [Commentaire sur l'article 9 : Pour les sports d'équipe, toute récompense reçue par un joueur individuel sera annulée. En revanche, la disqualification de l'équipe sera régie par l'article 11. Dans les sports qui ne sont pas des sports d'équipe, mais où des prix sont remis aux équipes, l'annulation des résultats ou une autre mesure disciplinaire prononcée contre l'équipe, lorsqu'un ou plusieurs des membres de l'équipe ont commis une violation des règles antidopage, est prononcée conformément aux règles applicables de la fédération internationale.]

38 [Comment on Article 9: For Team Sports, any awards received by individual players will be Disqualified. However, Disqualification of the team will be as provided in Article 11. In sports which are not Team Sports but where awards are given to teams, Disqualification or other disciplinary action against the team when one or more team members have committed an anti-doping rule violation shall be as provided in the applicable rules of the International Federation.]

39 [Commentaire sur l'article 10.1.1 : Alors que l'article 9 invalide le résultat obtenu dans une seule compétition au cours de laquelle le Pilote a été contrôlé positif (par exemple l'épreuve du 100 mètres dos), cet article peut entraîner l'annulation de tous les résultats obtenus dans toutes les épreuves de la manifestation (par exemple les championnats du monde de natation).]

39 Comment to Article 10.1.1: Whereas Article 9 Disqualifies the result in a single Competition in which the Driver tested positive (e.g., the 100 meter backstroke), this Article may lead to Disqualification of all results in all races during the Event (e.g., the swimming World Championships).]

40 [Commentaire sur l'article 10.2.1.1 : Bien qu'il soit théoriquement possible pour un Pilote ou une autre personne d'établir que la violation des règles antidopage n'était pas intentionnelle sans montrer de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme, il est extrêmement peu probable que dans une affaire de dopage relevant de l'article 2.1, un Pilote réussisse à prouver qu'il a agi de manière non intentionnelle sans établir la source de la substance interdite.]

40 [Comment to Article 10.2.1.1: While it is theoretically possible for a Driver or other Person to establish that the anti-doping rule violation was not intentional without showing how the Prohibited Substance entered one's system, it is highly unlikely that in a doping case under Article 2.1 a Driver will be successful in proving that the Driver acted unintentionally without establishing the source of the Prohibited Substance.]

comportement dont ils savaient qu'il constituait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'il puisse constituer ou entraîner une violation des règles antidopage, et ont manifestement ignoré ce risque. Une violation des règles antidopage découlant d'un *résultat d'analyse anormal* pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition sera présumée ne pas être « intentionnelle » [cette présomption étant réfutable] si la substance est une *substance spécifiée* et que le *Pilote* peut établir que la *substance interdite* a été utilisée *hors compétition*. Une violation des règles antidopage découlant d'un *résultat d'analyse anormal* pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition ne sera pas considérée comme « intentionnelle » si la substance n'est pas une *substance spécifiée* et que le *Pilote* peut établir que la *substance interdite* a été utilisée *hors compétition* dans un contexte sans rapport avec la performance sportive.⁴¹

10.2.4 Nonobstant toute autre disposition de l'article 10.2, lorsque la violation des règles antidopage implique une *substance d'abus* :

10.2.4.1 Si le *Pilote* peut établir que l'ingestion ou l'usage s'est produit *hors compétition* et sans rapport avec la performance sportive, la période de suspension sera de trois (3) mois.

En outre, la période de suspension calculée selon le présent article 10.2.4.1 peut être ramenée à un (1) mois si le *Pilote* ou l'autre personne suit de manière satisfaisante un programme de traitement contre les *substances d'abus* approuvé par la FIA. La période de suspension fixée au présent article 10.2.4.1 n'est soumise à aucune réduction en vertu des dispositions de l'article 10.6.⁴²

10.2.4.2 Si l'ingestion, l'usage ou la possession s'est produit en *compétition*, et que le *Pilote* peut établir que le contexte de l'ingestion, de l'usage ou de la possession ne présentait pas de rapport avec la performance sportive, l'ingestion, l'usage ou la possession ne sera pas considéré(e) comme intentionnel(le) aux fins de l'article 10.2.1 et ne constituera pas une base justifiant des *circonstances aggravantes* au sens de l'article 10.4.

10.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage

La période de suspension pour les violations des règles antidopage autres que celles prévues à l'article 10.2 sera la suivante, sauf si les articles 10.6 ou 10.7 sont applicables :

10.3.1 Pour les violations des articles 2.3 ou 2.5, la période de suspension sera de quatre (4) ans, à moins que (i) dans le cas où il ne s'est pas soumis au prélèvement de l'échantillon, le *Pilote* ne soit en mesure d'établir que la commission de la violation des règles antidopage n'était pas intentionnelle, auquel cas la période de suspension sera de deux (2) ans ; (ii) dans tous les autres cas, le *Pilote* ou l'autre personne ne puisse établir des circonstances exceptionnelles justifiant une réduction de la période de suspension, auquel cas la période de suspension se situera entre deux (2) et quatre (4) ans, en fonction du degré de faute du *Pilote* ou de l'autre personne ; ou (iii) le cas n'implique une *personne protégée* ou un *Pilote de niveau récréatif*, auquel cas la période de suspension se situera entre deux (2) ans au maximum et, au minimum, une réprimande et l'absence de toute période de suspension, en fonction du degré de faute de la *personne protégée* ou du *Pilote de niveau récréatif*.

was a significant risk that the conduct might constitute or result in an anti-doping rule violation and manifestly disregarded that risk. An anti-doping rule violation resulting from an *Adverse Analytical Finding* for a substance which is only prohibited *In-Competition* shall be rebuttably presumed to be not "intentional" if the substance is a *Specified Substance* and the *Driver* can establish that the *Prohibited Substance* was *Used Out-of-Competition*. An anti-doping rule violation resulting from an *Adverse Analytical Finding* for a substance which is only prohibited *In-Competition* shall not be considered "intentional" if the substance is not a *Specified Substance* and the *Driver* can establish that the *Prohibited Substance* was *Used Out-of-Competition* in a context unrelated to sport performance.⁴¹

10.2.4 Notwithstanding any other provision in Article 10.2, where the anti-doping rule violation involves a *Substance of Abuse*:

10.2.4.1 If the *Driver* can establish that any ingestion or Use occurred *Out-of-Competition* and was unrelated to sport performance, then the period of *Ineligibility* shall be three (3) months *Ineligibility*.

In addition, the period of *Ineligibility* calculated under this Article 10.2.4.1 may be reduced to one (1) month if the *Driver* or other *Person* satisfactorily completes a *Substance of Abuse* treatment program approved by the FIA. The period of *Ineligibility* established in this Article 10.2.4.1 is not subject to any reduction based on any provision in Article 10.6.⁴²

10.2.4.2 If the ingestion, Use or Possession occurred *In-Competition*, and the *Driver* can establish that the context of the ingestion, Use or Possession was unrelated to sport performance, then the ingestion, Use or Possession shall not be considered intentional for purposes of Article 10.2.1 and shall not provide a basis for a finding of *Aggravating Circumstances* under Article 10.4.

10.3 Ineligibility for Other Anti-Doping Rule Violations

The period of *Ineligibility* for anti-doping rule violations other than as provided in Article 10.2 shall be as follows, unless Article 10.6 or 10.7 are applicable:

10.3.1 For violations of Article 2.3 or 2.5, the period of *Ineligibility* shall be four (4) years except: (i) in the case of failing to submit to *Sample* collection, if the *Driver* can establish that the commission of the anti-doping rule violation was not intentional, the period of *Ineligibility* shall be two (2) years; (ii) in all other cases, if the *Driver* or other *Person* can establish exceptional circumstances that justify a reduction of the period of *Ineligibility*, the period of *Ineligibility* shall be in a range from two (2) years to four (4) years depending on the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault*; or (iii) in a case involving a *Protected Person* or *Recreational Driver*, the period of *Ineligibility* shall be in a range between a maximum of two (2) years and, at a minimum, a reprimand and no period of *Ineligibility*, depending on the *Protected Person* or *Recreational Driver's* degree of *Fault*.

41 [Commentaire sur l'article 10.2.3 : L'article 10.2.3 offre une définition spéciale du terme « intentionnel » qui doit être appliquée exclusivement aux fins de l'article 10.2.]

42 [Commentaire sur l'article 10.2.4.1 : Il incombe à la FIA de déterminer, à sa libre et entière appréciation, si le programme de traitement est approuvé et si le *Pilote* ou l'autre personne l'a suivi de manière satisfaisante. Le présent article est destiné à donner à la FIA la marge de manoeuvre nécessaire pour appliquer son propre jugement afin d'identifier et d'approuver des programmes de traitement légitimes et respectables. Il y a cependant lieu de s'attendre à ce que les caractéristiques des programmes de traitement légitimes puissent varier considérablement et évoluer avec le temps, au point qu'il ne serait pas pratique pour l'AMA d'élaborer des critères obligatoires pour les programmes de traitement acceptables.]

41 [Comment to Article 10.2.3: Article 10.2.3 provides a special definition of "intentional" which is to be applied solely for purposes of Article 10.2.]

42 [Comment to Article 10.2.4.1: The determinations as to whether the treatment program is approved and whether the *Driver* or other *Person* has satisfactorily completed the program shall be made in the sole discretion of the FIA. This Article is intended to give the FIA the leeway to apply their own judgment to identify and approve legitimate and reputable, as opposed to "sham", treatment programs. It is anticipated, however, that the characteristics of legitimate treatment programs may vary widely and change over time such that it would not be practical for WADA to develop mandatory criteria for acceptable treatment programs.]

- 10.3.2** Pour les violations de l'article 2.4, la période de *suspension* sera de deux (2) ans. Cette période de *suspension* pourra être réduite, au plus, de moitié, en fonction du degré de *faute* du *Pilote*. La flexibilité entre deux (2) ans et un (1) an de *suspension* au titre du présent article n'est pas applicable lorsque des changements fréquents de localisation de dernière minute ou d'autres comportements laissent sérieusement soupçonner que le *Pilote* tentait de se rendre indisponible pour des *contrôles*.
- 10.3.3** Pour les violations des articles 2.7 ou 2.8, la période de *suspension* sera au minimum de quatre (4) ans et pourra aller jusqu'à la *suspension à vie*, en fonction de la gravité de la violation. Une violation des articles 2.7 ou 2.8 impliquant une *personne protégée* sera considérée comme étant particulièrement grave et, si elle est commise par un membre du *personnel d'encadrement du Pilote* pour des violations non liées à des *substances spécifiées*, entraînera la *suspension à vie* du membre du *personnel d'encadrement du Pilote* en cause. De plus, les violations graves des articles 2.7 ou 2.8 susceptibles d'enfreindre également les lois et règlements non liés au sport seront dénoncées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.⁴³
- 10.3.4** Pour les violations de l'article 2.9, la période de *suspension* imposée sera au minimum de deux (2) ans et pourra aller jusqu'à la *suspension à vie*, en fonction de la gravité de la violation.
- 10.3.5** Pour les violations de l'article 2.10, la période de *suspension* sera de deux (2) ans. Cette période de *suspension* pourra être réduite, au plus, de moitié, en fonction du degré de *faute* du *Pilote* ou de l'autre *personne* et des autres circonstances du cas.⁴⁴
- 10.3.6** Pour les violations de l'article 2.11, la période de *suspension* sera au minimum de deux (2) ans et pourra aller jusqu'à la *suspension à vie*, en fonction de la gravité de la violation commise par le *Pilote* ou l'autre *personne*.⁴⁵
- 10.4** **Circonstances aggravantes susceptibles d'allonger la période de *suspension***

Si la *FIA* établit dans un cas particulier impliquant une violation des règles antidopage autre que celles prévues aux articles 2.7 (*trafic ou tentative de trafic*), 2.8 (*administration ou tentative d'administration*), 2.9 (*complicité ou tentative de complicité*) ou 2.11 (*actes commis par un Pilote ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou actes de représailles à l'encontre de tels signalements*) qu'il existe des *circonstances aggravantes* justifiant l'imposition d'une période de *suspension* supérieure à celle de la sanction standard, la période de *suspension* normalement applicable sera augmentée d'une période de *suspension* supplémentaire ne dépassant pas deux

If the *FIA* establishes in an individual case involving an anti-doping rule violation other than violations under Article 2.7 (*Trafficking or Attempted Trafficking*), 2.8 (*Administration or Attempted Administration*), 2.9 (*Complicity or Attempted Complicity*) or 2.11 (*Acts by a Driver or Other Person to Discourage or Retaliate Against Reporting*) that *Aggravating Circumstances* are present which justify the imposition of a period of *Ineligibility* greater than the standard sanction, then the period of *Ineligibility* otherwise applicable shall be increased by an additional period of *Ineligibility* of up to two (2) years depending on the seriousness of the violation and the nature of the *Aggravating Circumstances*,

43 [Commentaire sur l'article 10.3.3 : Les personnes impliquées dans le dopage des Pilotes ou dans sa dissimulation doivent faire l'objet de sanctions plus sévères que celles imposées aux Pilotes contrôlés positifs. Étant donné que la compétence des organisations sportives se limite généralement aux sanctions sportives telles que la suspension de l'accréditation ou du statut de membre et des autres avantages Pilotes, le signalement du personnel d'encadrement du Pilote aux autorités compétentes constitue une mesure dissuasive importante.]

44 [Commentaire sur l'article 10.3.5 : Lorsque « l'autre personne » mentionnée à l'article 2.10 (association interdite de la part d'un Pilote ou d'une autre personne) n'est pas une personne physique, mais une personne morale, cette entité peut faire l'objet des sanctions disciplinaires prévues à l'article 12.]

45 [Commentaire sur l'article 10.3.6 : Un comportement qui viole à la fois l'article 2.5 (falsification) et l'article 2.11 (actes commis par un Pilote ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou actes de représailles à l'encontre de tels signalements) sera sanctionné en fonction de la violation qui est passible de la sanction la plus lourde.]

43 [Comment to Article 10.3.3: Those who are involved in doping Drivers or covering up doping should be subject to sanctions which are more severe than the Drivers who test positive. Since the authority of sport organisations is generally limited to *Ineligibility* for accreditation, membership and other sport benefits, reporting Driver Support Personnel to competent authorities is an important step in the deterrence of doping.]

44 [Comment to Article 10.3.5: Where the "other Person" referenced in Article 2.10 is an entity and not an individual, that entity may be disciplined as provided in Article 12.]

45 [Comment to Article 10.3.6: Conduct that is found to violate both Article 2.5 (Tampering) and Article 2.11 (Acts by a Driver or Other Person to Discourage or Retaliate Against Reporting to Authorities) shall be sanctioned based on the violation that carries the more severe sanction.]

(2) ans, en fonction de la gravité de la violation et de la nature des circonstances aggravantes, à moins que le Pilote ou l'autre personne ne puisse établir qu'il ou elle n'a pas commis sciemment la violation des règles antidopage.⁴⁶

unless the Driver or other Person can establish that he or she did not knowingly commit the anti-doping rule violation.⁴⁶

10.5 Élimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence

10.5 Elimination of the Period of Ineligibility where there is No Fault or Negligence

Lorsque le Pilote ou l'autre personne établit dans un cas particulier l'absence de faute ou de négligence de sa part, la période de suspension normalement applicable sera éliminée.⁴⁷

If a Driver or other Person establishes in an individual case that he or she bears No Fault or Negligence, then the otherwise applicable period of Ineligibility shall be eliminated.⁴⁷

10.6 Réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative

10.6 Reduction of the Period of Ineligibility based on No Significant Fault or Negligence

10.6.1 Réduction des sanctions dans des circonstances particulières en cas de violation des articles 2.1, 2.2 ou 2.6.

10.6.1 Reduction of Sanctions in Particular Circumstances for Violations of Article 2.1, 2.2 or 2.6.

Toutes les réductions prévues à l'article 10.6.1 s'excluent mutuellement et ne peuvent être cumulées.

All reductions under Article 10.6.1 are mutually exclusive and not cumulative.

10.6.1.1 Substances spécifiées ou méthodes spécifiées

10.6.1.1 Specified Substances or Specified Methods

Lorsque la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée (à l'exception d'une substance d'abus) ou une méthode spécifiée, et que le Pilote ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension, et au maximum deux (2) ans de suspension, en fonction du degré de faute du Pilote ou de l'autre personne.

Where the anti-doping rule violation involves a Specified Substance (other than a Substance of Abuse) or Specified Method, and the Driver or other Person can establish No Significant Fault or Negligence, then the period of Ineligibility shall be, at a minimum, a reprimand and no period of Ineligibility, and at a maximum, two (2) years of Ineligibility, depending on the Driver's or other Person's degree of Fault.

10.6.1.2 Produits contaminés

10.6.1.2 Contaminated Products

Dans les cas où le Pilote ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative et que la substance interdite détectée (à l'exception d'une substance d'abus) provenait d'un produit contaminé, la suspension sera au minimum une réprimande sans suspension, et au maximum deux (2) ans de suspension, en fonction du degré de faute du Pilote ou de l'autre personne.⁴⁸

In cases where the Driver or other Person can establish both No Significant Fault or Negligence and that the detected Prohibited Substance (other than a Substance of Abuse) came from a Contaminated Product, then the period of Ineligibility shall be, at a minimum, a reprimand and no period of Ineligibility, and at a maximum, two (2) years of Ineligibility, depending on the Driver or other Person's degree of Fault.⁴⁸

46 [Commentaire sur l'article 10.4: Les violations des articles 2.7 (trafic ou tentative de trafic), 2.8 (administration ou tentative d'administration), 2.9 (complicité ou tentative de complicité) et 2.11 (actes commis par un Pilote ou une autre personne pour décourager les signalements aux autorités ou actes de représailles à l'encontre de tels signalements) ne sont pas incluses dans l'application de l'article 10.4 parce que les sanctions de ces violations incorporent déjà une marge d'appréciation pouvant aller jusqu'à une interdiction à vie et donc suffisante pour permettre de tenir compte de toute circonstance aggravante.]

46 [Comment to Article 10.4: Violations under Articles 2.7 (Trafficking or Attempted Trafficking), 2.8 (Administration or Attempted Administration), 2.9 (Complicity or Attempted Complicity) and 2.11 (Acts by a Driver or Other Person to Discourage or Retaliate Against Reporting to Authorities) are not included in the application of Article 10.4 because the sanctions for these violations already build in sufficient discretion up to a lifetime ban to allow consideration of any Aggravating Circumstance.]

47 [Commentaire sur l'article 10.5 : Cet article et l'article 10.6.2 ne s'appliquent qu'à l'imposition de sanctions ; ils ne sont pas applicables pour déterminer si une violation des règles antidopage a été commise. Ils ne s'appliqueront que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple si un Pilote peut prouver que, malgré toutes les précautions prises, il a été victime d'un sabotage de la part d'un concurrent. Inversement, l'absence de faute ou de négligence ne s'appliquerait pas dans les circonstances suivantes : (a) contrôle positif découlant d'une erreur d'étiquetage ou d'une contamination de compléments alimentaires ou de vitamines (les Pilotes sont responsables des produits qu'ils ingèrent (article 2.1) et ont été mis en garde quant à la possibilité de contamination des compléments) ; (b) une substance interdite est administrée à un Pilote par son médecin traitant ou son soigneur sans que le Pilote n'en ait été informé (les Pilotes sont responsables du choix de leur personnel médical et il leur incombe d'informer celui-ci de l'interdiction pour eux de recevoir toute substance interdite) ; et (c) le sabotage d'un aliment ou d'une boisson consommé par le Pilote ou par son (sa) conjoint(e), son entraîneur ou toute autre personne dans le cercle des connaissances du Pilote (les Pilotes sont responsables de ce qu'ils ingèrent et du comportement des personnes auxquelles ils confient l'accès à leur nourriture et à leurs boissons). Cependant, en fonction de faits exceptionnels se rapportant à un cas particulier, tous ces exemples pourraient entraîner une sanction alléguée en vertu de l'article 10.6 pour cause d'absence de faute ou de négligence significative.]

47 [Comment to Article 10.5: This Article and Article 10.6.2 apply only to the imposition of sanctions; they are not applicable to the determination of whether an anti-doping rule violation has occurred. They will only apply in exceptional circumstances, for example, where a Driver could prove that, despite all due care, he or she was sabotaged by a competitor. Conversely, No Fault or Negligence would not apply in the following circumstances: (a) a positive test resulting from a mislabelled or contaminated vitamin or nutritional supplement (Drivers are responsible for what they ingest (Article 2.1) and have been warned against the possibility of supplement contamination); (b) the Administration of a Prohibited Substance by the Driver's personal physician or trainer without disclosure to the Driver (Drivers are responsible for their choice of medical personnel and for advising medical personnel that they cannot be given any Prohibited Substance); and (c) sabotage of the Driver's food or drink by a spouse, coach or other Person within the Driver's circle of associates (Drivers are responsible for what they ingest and for the conduct of those Persons to whom they entrust access to their food and drink). However, depending on the unique facts of a particular case, any of the referenced illustrations could result in a reduced sanction under Article 10.6 based on No Significant Fault or Negligence.]

48 [Commentaire sur l'article 10.6.1.2 : Pour pouvoir bénéficier de cet article, le Pilote ou l'autre personne doit établir non seulement que la substance interdite détectée provenait d'un produit contaminé, mais également et séparément l'absence de faute ou de négligence significative de sa part. Il convient de relever, par ailleurs, que les Pilotes sont avisés qu'ils prennent des compléments alimentaires à leurs risques

48 [Comment to Article 10.6.1.2: In order to receive the benefit of this Article, the Driver or other Person must establish not only that the detected Prohibited Substance came from a Contaminated Product, but must also separately establish No Significant Fault or Negligence. It should be further noted that Drivers are on notice that they take nutritional supplements at their own risk. The sanction reduction based on No Significant Fault or Negligence has rarely been applied in Contaminated Product cases unless the Driver has exercised a high level of caution before taking the Contaminated Product. In assessing whether the Driver can establish the source of the Prohibited Substance, it would, for example, be significant for purposes of

10.6.1.3 Personnes protégées ou Pilotes de niveau récréatif

Lorsque la violation des règles antidopage n'impliquant pas une *substance d'abus* est commise par une *personne protégée* ou un *Pilote de niveau récréatif*, et que la *personne protégée* ou le *Pilote de niveau récréatif* peut établir l'absence de faute ou de négligence significative, la *suspension* sera au minimum une réprimande sans *suspension*, et au maximum deux (2) ans de *suspension*, en fonction du degré de faute de la *personne protégée* ou du *Pilote de niveau récréatif*.

10.6.2 Application de l'absence de faute ou de négligence significative au-delà de l'application de l'article 10.6.1

Si un *Pilote* ou une autre *personne* établit, dans un cas particulier où l'article 10.6.1 n'est pas applicable, l'absence de faute ou de négligence significative de sa part – sous réserve d'une réduction supplémentaire ou de l'élimination prévue à l'article 10.7 –, la période de *suspension* qui aurait été applicable peut être réduite en fonction du degré de faute du *Pilote* ou de l'autre *personne*, mais sans être inférieure à la moitié de la période de *suspension* normalement applicable. Si la période de *suspension* normalement applicable est la *suspension à vie*, la période réduite au titre du présent article ne peut pas être inférieure à huit (8) ans.⁴⁹

10.7 Élimination, réduction ou sursis de la période de suspension ou des autres conséquences pour des motifs autres que la faute

10.7.1 Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination de violations du Code⁵⁰

10.7.1.1 La *FIA* peut, avant une décision en appel rendue en vertu de l'article 13 ou avant l'expiration du délai d'appel, assortir du sursis une partie des conséquences (à l'exception de l'annulation et de la divulgation publique obligatoire) imposées dans un cas particulier où un *Pilote* ou une autre *personne* a fourni une *aide substantielle* à une *organisation antidopage*, à une instance pénale ou à un organisme disciplinaire professionnel, si cela permet (i) à l'*organisation antidopage* de découvrir ou de poursuivre une violation des règles antidopage commise par une autre *personne* ou (ii) à une instance pénale ou disciplinaire de découvrir ou de poursuivre un délit pénal ou une infraction aux règles professionnelles commise par une autre *personne*, dans la mesure où l'information fournie par la *personne* apportant une *aide substantielle* est mise à la disposition de la *FIA* ou d'une autre *organisation antidopage* responsable de la gestion des résultats, ou (iii) à l'*AMA* d'engager une procédure contre un

10.6.1.3 Protected Persons or Recreational Drivers

Where the anti-doping rule violation not involving a *Substance of Abuse* is committed by a *Protected Person* or *Recreational Driver*, and the *Protected Person* or *Recreational Driver* can establish *No Significant Fault or Negligence*, then the period of *Ineligibility* shall be, at a minimum, a reprimand and no period of *Ineligibility*, and at a maximum, two (2) years *Ineligibility*, depending on the *Protected Person* or *Recreational Driver's* degree of *Fault*.

10.6.2 Application of No Significant Fault or Negligence beyond the Application of Article 10.6.1

If a *Driver* or other *Person* establishes in an individual case where Article 10.6.1 is not applicable that he or she bears *No Significant Fault or Negligence*, then, subject to further reduction or elimination as provided in Article 10.7, the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be reduced based on the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault*, but the reduced period of *Ineligibility* may not be less than one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the reduced period under this Article may be no less than eight (8) years.⁴⁹

10.7 Elimination, Reduction, or Suspension of Period of Ineligibility or Other Consequences for Reasons Other than Fault

10.7.1 Substantial Assistance in Discovering or Establishing Code Violations⁵⁰

10.7.1.1 The *FIA* may, prior to an appellate decision under Article 13 or the expiration of the time to appeal, suspend a part of the *Consequences* (other than *Disqualification* and mandatory *Public Disclosure*) imposed in an individual case where the *Driver* or other *Person* has provided *Substantial Assistance* to an *Anti-Doping Organisation*, criminal authority or professional disciplinary body which results in: (i) the *Anti-Doping Organisation* discovering or bringing forward an anti-doping rule violation by another *Person*; or (ii) which results in a criminal or disciplinary body discovering or bringing forward a criminal offense or the breach of professional rules committed by another *Person* and the information provided by the *Person* providing *Substantial Assistance* is made available to the *FIA* or other *Anti-Doping Organisation* with *Results Management* responsibility; or (iii) which results in WADA initiating a proceeding against a *Signatory*, WADA-accredited

et périls. La réduction de la sanction pour absence de faute ou de négligence significative a rarement été appliquée dans les cas de produits contaminés, sauf lorsque le *Pilote* avait fait preuve d'une grande prudence avant de prendre le produit contaminé. Dans le cadre de l'évaluation de la capacité du *Pilote* à établir la source de la substance interdite, il serait, par exemple, significatif, pour établir si le *Pilote* a effectivement fait usage du produit contaminé, de vérifier si le *Pilote* avait déclaré sur le formulaire de contrôle du dopage le produit qui s'est avéré par la suite avoir été contaminé.

Le présent article ne devrait pas être étendu au-delà des produits qui ont subi un certain processus de fabrication. Lorsqu'un résultat d'analyse anormal découle de la contamination de l'environnement touchant un « non-produit » tel que l'eau du robinet ou l'eau d'un lac dans des circonstances où aucune personne raisonnable ne s'attendrait à courir un risque de violation des règles antidopage, il y aurait typiquement absence de faute ou de négligence au sens de l'article 10.5.]

49 [Commentaire sur l'article 10.6.2 : L'article 10.6.2 peut être appliqué à toute violation des règles antidopage, sauf en ce qui concerne les articles où l'intention est un élément de la violation des règles antidopage (par exemple articles 2.5, 2.7, 2.8, 2.9 ou 2.11) ou un élément d'une sanction particulière (par exemple article 10.2.1) ou si un éventail de suspensions basé sur le degré de faute du *Pilote* ou de l'autre *personne* est déjà prévu dans un article.]

50 [Commentaire sur l'article 10.7.1 : La collaboration des *Pilotes*, du personnel d'encadrement du *Pilote* et des autres *personnes* qui reconnaissent leurs erreurs et acceptent de faire la lumière sur d'autres violations des règles antidopage est importante pour assainir le sport.]

establishing whether the *Driver* actually Used the Contaminated Product, whether the *Driver* had declared the product which was subsequently determined to be contaminated on the Doping Control form.

This Article should not be extended beyond products that have gone through some process of manufacturing. Where an Adverse Analytical Finding results from environment contamination of a "non-product" such as tap water or lake water in circumstances where no reasonable person would expect any risk of an anti-doping rule violation, typically there would be No Fault or Negligence under Article 10.5.]

49 [Comment to Article 10.6.2: Article 10.6.2 may be applied to any anti-doping rule violation except those Articles where intent is an element of the anti-doping rule violation (e.g., Article 2.5, 2.7, 2.8, 2.9 or 2.11) or an element of a particular sanction (e.g., Article 10.2.1) or a range of Ineligibility is already provided in an Article based on the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault*.]

50 [Comment to Article 10.7.1: The cooperation of *Drivers*, *Driver SupA* Personnel and other *Persons* who acknowledge their mistakes and are willing to bring other anti-doping rule violations to light is important to clean sport.]

signataire, un laboratoire accrédité par l'AMA ou une Unité de gestion du Passeport de l'athlète (telle que définie dans le *Standard international pour les laboratoires*) pour non-conformité avec le Code, un *standard international* ou un *document technique*, ou (iv) avec l'approbation de l'AMA, à une instance pénale ou disciplinaire de poursuivre un délit pénal ou une violation des règles professionnelles ou sportives découlant d'une violation de l'intégrité sportive autre que le dopage. Après le rendu d'une décision d'appel en vertu de l'article 13 ou après l'expiration du délai d'appel, la FIA ne peut assortir du sursis une partie des conséquences normalement applicables qu'avec l'approbation de l'AMA.

La mesure dans laquelle la période de *suspension* applicable peut être assortie du sursis dépend de la gravité de la violation des règles antidopage commise par le *Pilote* ou par l'autre *personne* et de l'importance de l'*aide substantielle* fournie par le *Pilote* ou par l'autre *personne* dans le cadre des efforts déployés pour éliminer le dopage dans le sport, la non-conformité avec le Code et/ou les violations de l'intégrité sportive. Il n'est pas possible d'assortir du sursis plus des trois quarts de la période de *suspension* normalement applicable. Si la période de *suspension* normalement applicable est une *suspension à vie*, la période non assortie du sursis en vertu du présent article ne peut pas être inférieure à huit (8) ans. Aux fins du présent paragraphe, la période de *suspension* normalement applicable n'inclut aucune période de *suspension* susceptible d'être ajoutée conformément à l'article 10.9.3.2.

À la demande d'un *Pilote* ou d'une autre *personne* qui souhaite apporter une *aide substantielle*, la FIA autorisera le *Pilote* ou l'autre *personne* à fournir les informations à la FIA dans le cadre d'une entente sous réserve de tous droits.

Si le *Pilote* ou l'autre *personne* cesse de coopérer et d'apporter l'*aide substantielle* complète et crédible sur laquelle était basée le sursis, la FIA rétablira les conséquences initiales. Si la FIA décide de rétablir ou de ne pas rétablir les conséquences assorties du sursis, cette décision peut faire l'objet d'un appel de la part de toute *personne* habilitée à faire appel en vertu de l'article 13.

10.7.1.2 Pour encourager davantage les *Pilotes* et les autres *personnes* à apporter une *aide substantielle* aux organisations antidopage, à la demande de la FIA ou à la demande du *Pilote* ou de l'autre *personne* ayant commis ou prétendument commis une violation des règles antidopage ou une autre violation du Code, l'AMA peut, à tout stade du processus de *gestion des résultats*, y compris après une décision en appel en vertu de l'article 13, donner son accord à ce que la période de *suspension* normalement applicable et les autres conséquences soient assorties d'un sursis qu'elle juge approprié. En cas de circonstances exceptionnelles, l'AMA peut accepter qu'en raison d'une *aide substantielle*, la période de *suspension* et les autres conséquences soient assorties d'un sursis supérieur à celui normalement prévu par le présent article, voire qu'il n'y ait aucune période de *suspension*, aucune *divulgation publique* obligatoire et/ou aucune restitution de prix ou paiement d'amendes ou de frais. Cette approbation de l'AMA sera soumise au rétablissement des conséquences, tel que prévu par ailleurs par le présent article. Nonobstant l'article 13, les décisions de l'AMA dans le contexte du présent article 10.7.1.2 ne peuvent pas faire l'objet d'un appel.

10.7.1.3 Si la FIA assortit du sursis une partie de la sanction normalement applicable en raison d'une *aide substantielle*, les autres organisations antidopage disposant d'un droit d'appel en vertu de l'article 13.2.3 seront notifiées avec indication des motifs de la décision conformément aux dispositions de l'article 14. Dans des circonstances uniques, l'AMA peut, dans le meilleur intérêt de la lutte contre le dopage, autoriser la FIA à conclure des accords de confidentialité appropriés visant à limiter ou à retarder la divulgation de l'accord d'*aide substantielle* ou la nature de l'*aide substantielle* fournie.

laboratory, or *Driver* passport management unit (as defined in the *International Standard for Laboratories*) for non-compliance with the Code, *International Standard* or *Technical Document*; or (iv) with the approval by WADA, which results in a criminal or disciplinary body bringing forward a criminal offense or the breach of professional or sport rules arising out of a sport integrity violation other than doping. After an appellate decision under Article 13 or the expiration of time to appeal, the FIA may only suspend a part of the otherwise applicable Consequences with the approval of WADA.

The extent to which the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended shall be based on the seriousness of the anti-doping rule violation committed by the *Driver* or other *Person* and the significance of the *Substantial Assistance* provided by the *Driver* or other *Person* to the effort to eliminate doping in sport, non-compliance with the Code and/or sport integrity violations. No more than three-quarters of the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the non-suspended period under this Article must be no less than eight (8) years. For purposes of this paragraph, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall not include any period of *Ineligibility* that could be added under Article 10.9.3.2.

If so requested by a *Driver* or other *Person* who seeks to provide *Substantial Assistance*, the FIA shall allow the *Driver* or other *Person* to provide the information to it subject to a *Without Prejudice Agreement*.

If the *Driver* or other *Person* fails to continue to cooperate and to provide the complete and credible *Substantial Assistance* upon which a suspension of *Consequences* was based, the FIA shall reinstate the original *Consequences*. If the FIA decides to reinstate suspended *Consequences* or decides not to reinstate suspended *Consequences*, that decision may be appealed by any *Person* entitled to appeal under Article 13.

10.7.1.2 To further encourage *Drivers* and other *Persons* to provide *Substantial Assistance* to *Anti-Doping Organizations*, at the request of the FIA or at the request of the *Driver* or other *Person* who has, or has been asserted to have, committed an anti-doping rule violation, or other violation of the Code, WADA may agree at any stage of the *Results Management* process, including after an appellate decision under Article 13, to what it considers to be an appropriate suspension of the otherwise-applicable period of *Ineligibility* and other *Consequences*. In exceptional circumstances, WADA may agree to suspensions of the period of *Ineligibility* and other *Consequences* for *Substantial Assistance* greater than those otherwise provided in this Article, or even no period of *Ineligibility*, no mandatory *Public Disclosure* and/or no return of prize money or payment of fines or costs. WADA's approval shall be subject to reinstatement of *Consequences*, as otherwise provided in this Article. Notwithstanding Article 13, WADA's decisions in the context of this Article 10.7.1.2 may not be appealed.

10.7.1.3 If the FIA suspends any part of an otherwise applicable sanction because of *Substantial Assistance*, then notice providing justification for the decision shall be provided to the other *Anti-Doping Organizations* with a right to appeal under Article 13.2.3 as provided in Article 14.2. In unique circumstances where WADA determines that it would be in the best interest of anti-doping, WADA may authorize the FIA to enter into appropriate confidentiality agreements limiting or delaying the disclosure of the *Substantial Assistance* agreement or the nature of *Substantial Assistance* being provided.

10.7.2 Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autres preuves

Lorsqu'un *Pilote* ou une autre *personne* avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié d'un prélèvement d'échantillon susceptible d'établir une violation des règles antidopage (ou, dans le cas d'une violation des règles antidopage autre que l'article 2.1, avant d'avoir été notifié conformément à l'article 7 de la violation admise), et dans la mesure où cet aveu est la seule preuve fiable de la violation au moment où il est fait, la période de *suspension* peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de *suspension* applicable normalement.⁵¹

10.7.3 Application de motifs multiples pour la réduction d'une sanction

Lorsqu'un *Pilote* ou une autre *personne* établit son droit à la réduction de la sanction en vertu d'au moins deux (2) dispositions des articles 10.5, 10.6 ou 10.7, avant d'appliquer toute réduction ou tout sursis au titre de l'article 10.7, la période de *suspension* normalement applicable sera déterminée conformément aux articles 10.2, 10.3, 10.5 et 10.6. Si le *Pilote* ou l'autre *personne* établit son droit à la réduction de la période de *suspension* ou au sursis au titre de l'article 10.7, cette période de *suspension* pourra être réduite ou assortie du sursis, mais pas en-deçà du quart de la période de *suspension* applicable normalement.

10.8 Accords sur la gestion des résultats

10.8.1 Réduction d'un (1) an pour certaines violations des règles antidopage en cas d'aveu rapide et d'acceptation de la sanction

Lorsqu'un *Pilote* ou une autre *personne*, après avoir été notifié(e) par la *FIA* d'une violation potentielle des règles antidopage passible d'une période de *suspension* de quatre (4) ans ou plus (y compris toute période de *suspension* alléguée en vertu de l'article 10.4), avoue la violation et accepte la période de *suspension* alléguée au plus tard vingt (20) jours après avoir reçu la notification des charges pour violation des règles antidopage, ce *Pilote* ou cette autre *personne* peut bénéficier d'une réduction d'un (1) an de la période de *suspension* alléguée par la *FIA*. Lorsque le *Pilote* ou l'autre *personne* bénéficie de la réduction d'un (1) an de la période de *suspension* alléguée conformément au présent 10.8.1, aucune autre réduction de la période de *suspension* alléguée ne sera autorisée en vertu d'un autre article.⁵²

51 [Commentaire sur l'article 10.7.2 : Cet article vise les cas où un *Pilote* ou une autre *personne* avoue spontanément une violation des règles antidopage dans des circonstances où aucune organisation antidopage n'était au courant de la violation. Il ne s'applique pas dans les circonstances où l'aveu est fait après que le *Pilote* ou l'autre *personne* a soupçonné que ses agissements étaient sur le point d'être découverts. La durée de réduction de la *suspension* devrait s'appuyer sur la probabilité que le *Pilote* ou l'autre *personne* ait été découvert(e) s'il ou elle n'avait pas avoué spontanément.]

52 [Commentaire sur l'article 10.8.1 : Par exemple, si la *FIA* allègue qu'un *Pilote* a violé l'article 2.1 pour avoir fait usage d'un stéroïde anabolisant et fixe la période de *suspension* applicable à quatre (4) ans, le *Pilote* peut unilatéralement réduire la période de *suspension* à trois (3) ans en avouant la violation et en acceptant la période de *suspension* de trois (3) ans dans les délais stipulés au présent article, sans qu'aucune réduction supplémentaire ne soit autorisée. Cela résout l'affaire sans passer par une audience.]

10.7.2 Admission of an Anti-Doping Rule Violation in the Absence of Other Evidence

Where a *Driver* or other *Person* voluntarily admits the commission of an anti-doping rule violation before having received notice of a *Sample* collection which could establish an anti-doping rule violation (or, in the case of an anti-doping rule violation other than Article 2.1, before receiving first notice of the admitted violation pursuant to Article 7) and that admission is the only reliable evidence of the violation at the time of admission, then the period of *Ineligibility* may be reduced, but not below one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable.⁵¹

10.7.3 Application of Multiple Grounds for Reduction of a Sanction

Where a *Driver* or other *Person* establishes entitlement to reduction in sanction under more than one provision of Article 10.5, 10.6 or 10.7, before applying any reduction or suspension under Article 10.7, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be determined in accordance with Articles 10.2, 10.3, 10.5, and 10.6. If the *Driver* or other *Person* establishes entitlement to a reduction or suspension of the period of *Ineligibility* under Article 10.7, then the period of *Ineligibility* may be reduced or suspended, but not below one-fourth of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.

10.8 Results Management Agreements

10.8.1 One (1) Year Reduction for Certain Anti-Doping Rule Violations Based on Early Admission and Acceptance of Sanction

Where a *Driver* or other *Person*, after being notified by the *FIA* of a potential anti-doping rule violation that carries an asserted period of *Ineligibility* of four (4) or more years (including any period of *Ineligibility* asserted under Article 10.4), admits the violation and accepts the asserted period of *Ineligibility* no later than twenty (20) days after receiving notice of an anti-doping rule violation charge, the *Driver* or other *Person* may receive a one (1) year reduction in the period of *Ineligibility* asserted by the *FIA*. Where the *Driver* or other *Person* receives the one (1) year reduction in the asserted period of *Ineligibility* under this Article 10.8.1, no further reduction in the asserted period of *Ineligibility* shall be allowed under any other Article.⁵²

51 [Comment on Article 10.7.2: This Article is intended to apply when a *Driver* or other *Person* comes forward and admits to an anti-doping rule violation in circumstances where no Anti-Doping Organisation is aware that an anti-doping rule violation might have been committed. It is not intended to apply to circumstances where the admission occurs after the *Driver* or other *Person* believes he or she is about to be caught. The amount by which *Ineligibility* is reduced should be based on the likelihood that the *Driver* or other *Person* would have been caught had he or she not come forward voluntarily.]

52 [Comment to Article 10.8.1: For example, if the *FIA* alleges that a *Driver* has violated Article 2.1 for Use of an anabolic steroid and asserts the applicable period of *Ineligibility* is four (4) years, then the *Driver* may unilaterally reduce the period of *Ineligibility* to three (3) years by admitting the violation and accepting the three (3) year period of *Ineligibility* within the time specified in this Article, with no further reduction allowed. This resolves the case without any need for a hearing.]

10.8.2 Accord de règlement de l'affaire

Si le *Pilote* ou l'autre *personne* avoue une violation des règles antidopage après avoir été confronté(e) à la violation des règles antidopage par la *FIA* et accepte les conséquences acceptables pour la *FIA* et l'*AMA*, à leur libre et entière appréciation, (a) le *Pilote* ou l'autre *personne* peut bénéficier d'une réduction de la période de *suspension* sur la base d'une évaluation faite par la *FIA* et l'*AMA* de l'application des articles 10.1 à 10.7 à la violation des règles antidopage alléguée, de la gravité de la violation, du degré de *faute* du *Pilote* ou de l'autre *personne* et de la rapidité avec laquelle le *Pilote* ou l'autre *personne* a avoué la violation, et (b) la période de *suspension* peut commencer à compter de la date de prélèvement de l'échantillon ou à la date de la dernière violation des règles antidopage. Cependant, dans chaque cas où le présent article est appliqué, le *Pilote* ou l'autre *personne* purgera au moins la moitié de la période de *suspension* convenue à compter de la date à laquelle le *Pilote* ou l'autre *personne* a accepté l'imposition d'une sanction ou d'une *suspension* provisoire qu'il/elle a ensuite respectée. La décision de l'*AMA* et de la *FIA* de conclure ou non un accord de règlement de l'affaire, la durée de la réduction, ainsi que la date de début de la période de *suspension*, ne sont pas des questions pouvant faire l'objet d'une détermination ou d'un examen par une instance d'audition et ne peuvent faire l'objet d'un appel en vertu de l'article 13.

À la demande d'un *Pilote* ou d'une autre *personne* qui souhaite conclure un accord de règlement de l'affaire en vertu du présent article, la *FIA* permettra au *Pilote* ou à l'autre *personne* de discuter d'un aveu de la violation des règles antidopage avec la *FIA* dans le cadre d'une *entente sous réserve de tous droits*.⁵³

10.9 Violations multiples

10.9.1 Deuxième ou troisième violation des règles antidopage

10.9.1.1 Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage par un *Pilote* ou une autre *personne*, la période de *suspension* sera la plus longue des périodes suivantes :

- (a) six (6) mois de *suspension* ; ou
- (b) une période de *suspension* comprise entre :
 - (i) le total de la période de *suspension* imposée pour la première violation des règles antidopage plus la période de *suspension* normalement applicable à la deuxième violation des règles antidopage traitée comme s'il s'agissait d'une première violation, et
 - (ii) le double de la période de *suspension* normalement applicable à la deuxième violation des règles antidopage traitée comme s'il s'agissait d'une première violation.

La période de *suspension* à l'intérieur de cette fourchette doit être déterminée sur la base de l'ensemble des circonstances et du degré de *faute* du *Pilote* ou de l'autre *personne* eu égard à la deuxième violation.

10.9.1.2 Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours la *suspension à vie*, à moins que la troisième violation ne remplisse les conditions fixées pour l'élimination ou la réduction de la période de *suspension* en vertu de l'article 10.5 ou 10.6, ou ne porte sur une violation de l'article 2.4. Dans ces cas particuliers, la période de *suspension* variera entre huit (8) ans et la *suspension à vie*.

10.8.2 Case Resolution Agreement

Where the *Driver* or other *Person* admits an anti-doping rule violation after being confronted with the anti-doping rule violation by the *FIA* and agrees to *Consequences* acceptable to the *FIA* and *WADA*, at their sole discretion, then: (a) the *Driver* or other *Person* may receive a reduction in the period of *Ineligibility* based on an assessment by the *FIA* and *WADA* of the application of Articles 10.1 through 10.7 to the asserted anti-doping rule violation, the seriousness of the violation, the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault* and how promptly the *Driver* or other *Person* admitted the violation; and (b) the period of *Ineligibility* may start as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred. In each case, however, where this Article is applied, the *Driver* or other *Person* shall serve at least one-half of the agreed-upon period of *Ineligibility* going forward from the earlier of the date the *Driver* or other *Person* accepted the imposition of a sanction or a *Provisional Suspension* which was subsequently respected by the *Driver* or other *Person*. The decision by *WADA* and the *FIA* to enter or not enter into a case resolution agreement, and the amount of the reduction to, and the starting date of, the period of *Ineligibility* are not matters for determination or review by a hearing body and are not subject to appeal under Article 13.

If so requested by a *Driver* or other *Person* who seeks to enter into a case resolution agreement under this Article, the *FIA* shall allow the *Driver* or other *Person* to discuss an admission of the anti-doping rule violation with it subject to a *Without Prejudice Agreement*.⁵³

10.9 Multiple Violations

10.9.1 Second or Third Anti-Doping Rule Violation

10.9.1.1 For a *Driver* or other *Person's* second anti-doping rule violation, the period of *Ineligibility* shall be the greater of:

- (a) A six (6) month period of *Ineligibility*; or
- (b) A period of *Ineligibility* in the range between:
 - (i) the sum of the period of *Ineligibility* imposed for the first anti-doping rule violation plus the period of *Ineligibility* otherwise applicable to the second anti-doping rule violation treated as if it were a first violation, and
 - (ii) twice the period of *Ineligibility* otherwise applicable to the second anti-doping rule violation treated as if it were a first violation.

The period of *Ineligibility* within this range shall be determined based on the entirety of the circumstances and the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault* with respect to the second violation.

10.9.1.2 A third anti-doping rule violation will always result in a lifetime period of *Ineligibility*, except if the third violation fulfills the condition for elimination or reduction of the period of *Ineligibility* under Article 10.5 or 10.6, or involves a violation of Article 2.4. In these particular cases, the period of *Ineligibility* shall be from eight (8) years to lifetime *Ineligibility*.

⁵³ [Commentaire sur l'article 10.8 : Tout facteur atténuant ou aggravant stipulé dans le présent article 10 sera examiné dans le cadre de la détermination des conséquences énoncées dans l'accord de règlement de l'affaire, et ne sera pas applicable au-delà de la durée de validité de cet accord.]

⁵³ [Comment to Article 10.8: Any mitigating or aggravating factors set forth in this Article 10 shall be considered in arriving at the Consequences set forth in the case resolution agreement, and shall not be applicable beyond the terms of that agreement.]

- 10.9.1.3 La période de *suspension* établie aux articles 10.9.1.1 et 10.9.1.2 peut ensuite être réduite en application de l'article 10.7.
- 10.9.2** Une violation des règles antidopage pour laquelle le *Pilote* ou l'autre *personne* n'a commis aucune *faute* ni *négligence* ne sera pas considérée comme une violation aux fins de l'article 10.9. En outre, une violation des règles antidopage sanctionnée en vertu de l'article 10.2.4.1 ne sera pas considérée comme une violation aux fins de l'article 10.9.
- 10.9.3** Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples
- 10.9.3.1 Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'article 10.9, et sauf dispositions des articles 10.9.3.2 et 10.9.3.3, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si la *FIA* peut établir que le *Pilote* ou l'autre *personne* a commis la violation additionnelle des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément à l'article 7, de la première infraction ou après que la *FIA* a raisonnablement tenté de notifier la première violation. Lorsque la *FIA* ne peut établir ce fait, les violations doivent être considérées ensemble comme une unique et première violation, et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère, y compris l'application de *circumstances aggravantes*. Les résultats obtenus dans toutes les *compétitions* datant d'avant la première violation des règles antidopage seront *annulés* conformément à l'article 10.10.⁵⁴
- 10.9.3.2 Si la *FIA* établit qu'un *Pilote* ou une autre *personne* a commis une violation additionnelle des règles antidopage avant la notification, et que cette violation additionnelle s'est produite douze (12) mois ou plus avant ou après la première violation notifiée, la période de *suspension* pour la violation additionnelle sera calculée comme si la violation additionnelle était une première violation, et cette période de *suspension* sera purgée consécutivement et non pas concurrentement à la période de *suspension* imposée pour la première violation notifiée. Lorsque le présent article 10.9.3.2 s'applique, les violations prises dans leur ensemble constitueront une violation unique aux fins de l'article 10.9.1.
- 10.9.3.2 Si la *FIA* établit qu'un *Pilote* ou une autre *personne* a commis une violation de l'article 2.5 en lien avec le processus de *contrôle du dopage* pour une violation des règles antidopage alléguée sous-jacente, la violation de l'article 2.5 sera traitée comme une première violation et la période de *suspension* pour cette violation sera purgée consécutivement et non pas concurrentement à la période de *suspension* imposée pour la violation des règles antidopage sous-jacente. Lorsque le présent article 10.9.3.3 s'applique, les violations prises ensemble constitueront une violation unique aux fins de l'article 10.9.1.
- 10.9.3.4 Si la *FIA* établit qu'un *Pilote* ou une autre *personne* a commis une deuxième ou une troisième violation des règles antidopage durant une période de *suspension*, les périodes de *suspension* pour les violations multiples seront purgées consécutivement et non concurrentement.
- 10.9.4** Violations multiples des règles antidopage pendant une période de dix (10) ans
Aux fins de l'article 10.9, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de dix (10) ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.
- 10.9.1.3 The period of *Ineligibility* established in Articles 10.9.1.1 and 10.9.1.2 may then be further reduced by the application of Article 10.7.
- 10.9.2** An anti-doping rule violation for which a *Driver* or other *Person* has established *No Fault* or *Negligence* shall not be considered a violation for purposes of this Article 10.9. In addition, an anti-doping rule violation sanctioned under Article 10.2.4.1 shall not be considered a violation for purposes of Article 10.9.
- 10.9.3** Additional *Regulations* for Certain Potential Multiple Violations
- 10.9.3.1 For purposes of imposing sanctions under Article 10.9, except as provided in Articles 10.9.3.2 and 10.9.3.3, an anti-doping rule violation will only be considered a second violation if the *FIA* can establish that the *Driver* or other *Person* committed the additional anti-doping rule violation after the *Driver* or other *Person* received notice pursuant to Article 7, or after the *FIA* made reasonable efforts to give notice of the first anti-doping rule violation. If the *FIA* cannot establish this, the violations shall be considered together as one single first violation, and the sanction imposed shall be based on the violation that carries the more severe sanction, including the application of *Aggravating Circumstances*. Results in all *Competitions* dating back to the earlier anti-doping rule violation will be *Disqualified* as provided in Article 10.10.⁵⁴
- 10.9.3.2 If the *FIA* establishes that a *Driver* or other *Person* committed an additional anti-doping rule violation prior to notification, and that the additional violation occurred twelve (12) months or more before or after the first-noticed violation, then the period of *Ineligibility* for the additional violation shall be calculated as if the additional violation were a stand-alone first violation and this period of *Ineligibility* is served consecutively, rather than concurrently, with the period of *Ineligibility* imposed for the earlier-noticed violation. Where this Article 10.9.3.2 applies, the violations taken together shall constitute a single violation for purposes of Article 10.9.1.
- 10.9.3.2 If the *FIA* establishes that a *Driver* or other *Person* committed a violation of Article 2.5 in connection with the *Doping Control* process for an underlying asserted anti-doping rule violation, the violation of Article 2.5 shall be treated as a stand-alone first violation and the period of *Ineligibility* for such violation shall be served consecutively, rather than concurrently, with the period of *Ineligibility*, if any, imposed for the underlying anti-doping rule violation. Where this Article 10.9.3.3 is applied, the violations taken together shall constitute a single violation for purposes of Article 10.9.1.
- 10.9.3.4 If the *FIA* establishes that a *Driver* or other *Person* has committed a second or third anti-doping rule violation during a period of *Ineligibility*, the periods of *Ineligibility* for the multiple violations shall run consecutively, rather than concurrently.
- 10.9.4** Multiple Anti-Doping Rule Violations during Ten (10) Year Period
For purposes of Article 10.9, each anti-doping rule violation must take place within the same ten (10) year period in order to be considered multiple violations.

54 [Commentaire sur l'article 10.9.3.1 : La même règle s'applique lorsqu'après l'imposition d'une sanction, la *FIA* découvre des faits impliquant une violation des règles antidopage survenues avant la notification d'une première violation des règles antidopage—par exemple, la *FIA* imposera une sanction sur la base de celle qui aurait pu être imposée si les deux (2) violations avaient été sanctionnées en même temps, y compris l'application de circonstances aggravantes.]

54 [Comment to Article 10.9.3.1: The same rule applies where, after the imposition of a sanction, the *FIA* discovers facts involving an anti-doping rule violation that occurred prior to notification for a first anti-doping rule violation – e.g., the *FIA* shall impose a sanction based on the sanction that could have been imposed if the two (2) violations had been adjudicated at the same time, including the application of *Aggravating Circumstances*.]

10.10 Annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement de l'échantillon ou à la perpétration de la violation des règles antidopage

En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus dans la compétition au cours de laquelle un échantillon positif a été recueilli en vertu de l'article 9, tous les autres résultats de compétition obtenus par le Pilote à compter de la date du prélèvement de l'échantillon positif (en compétition ou hors compétition), ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage, seront annulés, avec toutes les conséquences qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix, jusqu'au début de la suspension provisoire ou de la suspension, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.⁵⁵

10.11 Retrait des gains

Si la FIA récupère des gains à la suite d'une violation des règles antidopage, elle devra prendre des mesures raisonnables pour réaffecter et distribuer ces gains aux Pilotes qui y auraient eu droit si le Pilote sanctionné n'avait pas pris part à la compétition.⁵⁶

10.12 Conséquences financières

10.12.1 Lorsqu'un Pilote ou une autre personne commet une violation des règles antidopage, la FIA peut, à sa libre discrétion et dans le respect du principe de proportionnalité, choisir (a) de réclamer au Pilote ou à l'autre personne le remboursement des coûts liés à la violation des règles antidopage, quelle que soit la durée de la suspension imposée et/ou (b) d'imposer au Pilote ou à l'autre personne une amende d'un montant maximum de 15.000 euros (€), uniquement dans les cas où la période de suspension maximale normalement applicable a déjà été imposée.

10.12.2 L'imposition d'une sanction financière ou le remboursement des coûts à la FIA ne pourront pas servir de base à la réduction de la suspension ou de toute autre sanction qui serait applicable au titre du Règlement.

10.13 Début de la période de suspension

Lorsqu'un Pilote purge déjà une période de suspension pour violation des règles antidopage, toute nouvelle période de suspension commencera le premier jour suivant la fin de la période de suspension en cours. À défaut, à l'exception des dispositions ci-dessous, la période de suspension commencera à courir à compter de la date de la décision de l'instance d'audition de dernier recours imposant la suspension ou, en cas de renonciation à l'audience ou d'absence d'audience, à la date à laquelle la suspension a été acceptée ou imposée.

10.13.1 Retards non imputables au Pilote ou à l'autre personne

En cas de retards considérables dans la procédure d'audition ou d'autres aspects du contrôle du dopage, lorsque le Pilote ou l'autre personne peut établir que ces retards ne lui sont pas imputables, la FIA ou [l'instance d'audition de la FI] / [Chambre antidopage du TAS], le cas échéant, pourra faire débuter la période de suspension à une date antérieure pouvant remonter à la date du prélèvement

⁵⁵ [Commentaire sur l'article 10.10 : Rien dans le Règlement n'empêche les Pilotes ou les autres personnes « propres » ayant subi un préjudice suite aux actes d'une personne ayant commis une violation des règles antidopage de faire valoir tout droit qu'ils pourraient par ailleurs exercer en matière de poursuite en dommages-intérêts contre cette personne.]

⁵⁶ [Commentaire sur l'article 10.11 : Cet article ne vise pas à imposer à la FIA ou à un autre signataire une obligation de prendre des mesures pour recouvrer les gains retirés. Si la FIA choisit de ne pas prendre de mesure pour recouvrer les gains retirés, elle peut céder son droit de récupérer les sommes en question au(x) Pilote(s) qui aura(en)t normalement dû recevoir le gain. Les « mesures raisonnables pour réaffecter et distribuer les gains » pourraient inclure l'utilisation des gains retirés recouverts d'une manière convenue par la FIA et ses Pilotes.]

10.10 Disqualification of Results in Competitions Subsequent to Sample Collection or Commission of an Anti-Doping Rule Violation

In addition to the automatic Disqualification of the results in the Competition which produced the positive Sample under Article 9, all other competitive results of the Driver obtained from the date a positive Sample was collected (whether In-Competition or Out-of-Competition), or other anti-doping rule violation occurred, through the commencement of any Provisional Suspension or Ineligibility period, shall, unless fairness requires otherwise, be Disqualified with all of the resulting Consequences including forfeiture of any medals, points and prizes.⁵⁵

10.11 Forfeited Prize Money

If the FIA recovers prize money forfeited as a result of an anti-doping rule violation, it shall take reasonable measures to allocate and distribute this prize money to the Drivers who would have been entitled to it had the forfeiting Driver not competed.⁵⁶

10.12 Financial Consequences

10.12.1 Where a Driver or other Person commits an anti-doping rule violation, the FIA may, in its discretion and subject to the principle of proportionality, elect to (a) recover from the Driver or other Person costs associated with the anti-doping rule violation, regardless of the period of Ineligibility imposed and/or (b) fine the Driver or other Person in an amount up to 15,000 Euros, only in cases where the maximum period of Ineligibility otherwise applicable has already been imposed.

10.12.2 The imposition of a financial sanction or the FIA's recovery of costs shall not be considered a basis for reducing the Ineligibility or other sanction which would otherwise be applicable under these Anti-Doping Regulations.

10.13 Commencement of Ineligibility Period

Where a Driver is already serving a period of Ineligibility for an anti-doping rule violation, any new period of Ineligibility shall commence on the first day after the current period of Ineligibility has been served. Otherwise, except as provided below, the period of Ineligibility shall start on the date of the final hearing decision providing for Ineligibility or, if the hearing is waived or there is no hearing, on the date Ineligibility is accepted or otherwise imposed.

10.13.1 Delays Not Attributable to the Driver or other Person

Where there have been substantial delays in the hearing process or other aspects of Doping Control, and the Driver or other Person can establish that such delays are not attributable to the Driver or other Person, the FIA or the ADC, if applicable, may start the period of Ineligibility at an earlier date commencing as early as the date of Sample collection or the date on which another anti-doping

⁵⁵ [Comment to Article 10.10: Nothing in these Anti-Doping Regulations precludes clean Drivers or other Persons who have been damaged by the actions of a Person who has committed an anti-doping rule violation from pursuing any right which they would otherwise have to seek damages from such Person.]

⁵⁶ [Comment to Article 10.11: This Article is not intended to impose an affirmative duty on the FIA to take any action to collect forfeited prize money. If the FIA elects not to take any action to collect forfeited prize money, it may assign its right to recover such money to the Driver(s) who should have otherwise received the money. "Reasonable measures to allocate and distribute this prize money" could include using collected forfeited prize money as agreed upon by the FIA and its Drivers.]

de l'échantillon concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage. Tous les résultats obtenus en compétition durant la période de suspension, y compris en cas de suspension rétroactive, seront annulés.⁵⁷

rule violation last occurred. All competitive results achieved during the period of *Ineligibility*, including retroactive *Ineligibility*, shall be *Disqualified*.⁵⁷

10.13.2 Déduction de la suspension provisoire ou de la période de suspension purgée

10.13.2.1 Si une suspension provisoire est respectée par le Pilote ou l'autre personne, cette période de suspension provisoire devra être déduite de toute période de suspension qui pourra lui être infligée au final. Si le Pilote ou l'autre personne ne respecte pas une suspension provisoire, aucune période de suspension provisoire ainsi accomplie ne pourra être déduite. Si une période de suspension est purgée en vertu d'une décision faisant par la suite l'objet d'un appel, le Pilote ou l'autre personne se verra déduire la période de suspension ainsi purgée de toute période de suspension susceptible d'être imposée au final en appel.

10.13.2.2 Si un Pilote ou une autre personne accepte volontairement par écrit une suspension provisoire prononcée par la FIA et respecte par la suite les conditions de cette suspension provisoire, le Pilote ou l'autre personne bénéficiera d'un crédit correspondant à cette période de suspension provisoire venant en déduction de toute période de suspension qui pourra être imposée au final. Une copie de l'acceptation volontaire de la suspension provisoire du Pilote ou de l'autre personne sera remise rapidement à chaque partie devant être notifiée d'une violation alléguée des règles antidopage conformément à l'article 14.1.⁵⁸

10.13.2.3 Le Pilote ne pourra bénéficier d'aucune déduction de sa période de suspension pour toute période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la suspension provisoire ou de la suspension provisoire volontaire, que le Pilote ait décidé de ne pas concourir ou qu'il ait été suspendu par son équipe.

10.13.2.4 Dans les sports d'équipe, lorsqu'une période de suspension est imposée à une équipe, et sauf si l'équité l'exige, la période de suspension commencera à la date de la décision en audience finale imposant la suspension ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date à laquelle la suspension est acceptée ou autrement imposée. Toute période de suspension provisoire d'une équipe (qu'elle soit imposée ou acceptée volontairement) sera déduite de la période totale de suspension à purger.

10.14 Statut durant une suspension ou une suspension provisoire

10.14.1 Interdiction de participation pendant une suspension ou une suspension provisoire

Aucun Pilote ni aucune autre personne faisant l'objet d'une suspension ou d'une suspension provisoire ne pourra, durant sa période de suspension ou de suspension provisoire, participer à quelque titre que ce soit à une compétition ou activité autorisée ou organisée par un signataire, une organisation membre du signataire ou un club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire (sauf des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés), ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable de manifestations internationales ou nationales, ni à une activité sportive d'élite ou de niveau national financée par un organisme gouvernemental.

57 [Commentaire sur l'article 10.13.1 : Dans les cas de violations des règles antidopage autres que celles figurant à l'article 2.1, le temps nécessaire à une organisation antidopage pour découvrir et étayer des faits suffisants permettant d'établir une violation des règles antidopage peut être assez long, surtout si le Pilote ou l'autre personne a pris activement des mesures pour éviter d'être détecté. Dans ces circonstances, la flexibilité prévue au présent article pour faire commencer la sanction à une date ultérieure ne devrait pas être utilisée.]

58 [Commentaire sur l'article 10.13.2.2 : L'acceptation volontaire d'une suspension provisoire par un Pilote ne constitue pas un aveu de la part de ce dernier et ne pourra en aucun cas générer des conclusions défavorables à l'encontre du Pilote.]

10.13.2 Credit for Provisional Suspension or Period of Ineligibility Served

10.13.2.1 If a Provisional Suspension is respected by the Driver or other Person, then the Driver or other Person shall receive a credit for such period of Provisional Suspension against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed. If the Driver or other Person does not respect a Provisional Suspension, then the Driver or other Person shall receive no credit for any period of Provisional Suspension served. If a period of Ineligibility is served pursuant to a decision that is subsequently appealed, then the Driver or other Person shall receive a credit for such period of Ineligibility served against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed on appeal.

10.13.2 If a Driver or other Person voluntarily accepts a Provisional Suspension in writing from the FIA and thereafter respects the Provisional Suspension, the Driver or other Person shall receive a credit for such period of voluntary Provisional Suspension against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed. A copy of the Driver or other Person's voluntary acceptance of a Provisional Suspension shall be provided promptly to each party entitled to receive notice of an asserted anti-doping rule violation under Article 14.1.⁵⁸

10.13.2.3 No credit against a period of Ineligibility shall be given for any time period before the effective date of the Provisional Suspension or voluntary Provisional Suspension regardless of whether the Driver elected not to compete or was suspended by a team.

10.13.2.4 In Team Sports, where a period of Ineligibility is imposed upon a team, unless fairness requires otherwise, the period of Ineligibility shall start on the date of the final hearing decision providing for Ineligibility or, if the hearing is waived, on the date Ineligibility is accepted or otherwise imposed. Any period of team Provisional Suspension (whether imposed or voluntarily accepted) shall be credited against the total period of Ineligibility to be served.

10.14 Status During Ineligibility or Provisional Suspension

10.14.1 Prohibition Against Participation During Ineligibility or Provisional Suspension

No Driver or other Person who has been declared Ineligible or is subject to a Provisional Suspension may, during a period of Ineligibility or Provisional Suspension, participate in any capacity in a Competition or activity (other than authorised anti-doping Education or rehabilitation programs) authorised or organised by any Signatory, Signatory's member organisation, or a club or other member organisation of a Signatory's member organisation, or in Competitions authorised or organised by any professional league or any international- or national-level Event organisation or any elite or national-level sporting activity funded by a governmental agency.

57 [Comment to Article 10.13.1: In cases of anti-doping rule violations other than under Article 2.1, the time required for an Anti-Doping Organisation to discover and develop facts sufficient to establish an anti-doping rule violation may be lengthy, particularly where the Driver or other Person has taken affirmative action to avoid detection. In these circumstances, the flexibility provided in this Article to start the sanction at an earlier date should not be used.]

58 [Comment to Article 10.13.2.2: A Driver's voluntary acceptance of a Provisional Suspension is not an admission by the Driver and shall not be used in any way to draw an adverse inference against the Driver.]

Le *Pilote* ou l'autre *personne* qui se voit imposer une *suspension* de plus de quatre (4) ans pourra, après quatre (4) ans de *suspension*, participer en tant que *Pilote* à des *manifestations* sportives locales ne relevant pas de la compétence d'un *signataire* du Code ou d'un membre d'un *signataire* du Code, pour autant que la *manifestation* sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le *Pilote* ou l'autre *personne* est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une *manifestation internationale* (ou d'accumuler des points en vue de sa qualification), et n'implique pas que le *Pilote* ou l'autre *personne* y travaille avec des *personnes protégées* à quelque titre que ce soit. Le *Pilote* ou l'autre *personne* à qui s'applique la *suspension* demeure assujéti(e) à des *contrôles* et à toute demande d'informations sur la localisation émise par la FIA.⁵⁹

10.14.2 Reprise de l'entraînement

À titre d'exception à l'article 10.14.1, un *Pilote* peut reprendre l'entraînement avec une équipe ou utiliser les équipements d'un club ou d'une autre organisation membre de la FIA ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* : (1) pendant les deux (2) derniers mois de la période de *suspension* du *Pilote*, ou (2) pendant le dernier quart de la période de *suspension* imposée, selon celle de ces deux périodes qui est la plus courte.⁶⁰

10.14.3 Violation de l'interdiction de participation pendant une *suspension* ou une *suspension provisoire*

Lorsqu'un *Pilote* ou une autre *personne* faisant l'objet d'une *suspension* viole l'interdiction de participation pendant la *suspension* décrite à l'article 10.14.1, les résultats de cette participation seront *annulés* et une nouvelle période de *suspension* d'une longueur égale à la période de *suspension* initiale sera ajoutée à la fin de la période de *suspension* initiale. La nouvelle période de *suspension*, y compris une réprimande sans *suspension*, pourra être ajustée en fonction du degré de *faute* du *Pilote* ou de l'autre *personne* et des autres circonstances du cas. Il incombe à l'*organisation antidopage* dont la *gestion* des résultats a conduit à l'imposition de la période initiale de *suspension* de déterminer si le *Pilote* ou l'autre *personne* a violé ou non l'interdiction de participation, et s'il convient ou non d'ajuster la période de *suspension*. Cette décision peut faire l'objet d'un appel conformément à l'article 13.

An *Driver* or other *Person* subject to a period of *Ineligibility* longer than four (4) years may, after completing four (4) years of the period of *Ineligibility*, participate as a *Driver* in local sport events not sanctioned or otherwise under the authority of a *Code Signatory* or member of a *Code Signatory*, but only so long as the local sport event is not at a level that could otherwise qualify such *Driver* or other *Person* directly or indirectly to compete in (or accumulate points toward) a national championship or *International Event*, and does not involve the *Driver* or other *Person* working in any capacity with *Protected Persons*.

A *Driver* or other *Person* subject to a period of *Ineligibility* shall remain subject to *Testing* and any requirement by the FIA to provide whereabouts information.⁵⁹

10.14.2 Return to Training

As an exception to Article 10.14.1, a *Driver* may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of the FIA's or other *Signatory's* member organisation during the shorter of: (1) the last two months of the *Driver's* period of *Ineligibility*, or (2) the last one-quarter of the period of *Ineligibility* imposed.⁶⁰

10.14.3 Violation of the Prohibition of Participation during *Ineligibility* or *Provisional Suspension*

Where a *Driver* or other *Person* who has been declared *Ineligible* violates the prohibition against participation during *Ineligibility* described in Article 10.14.1, the results of such participation shall be *Disqualified* and a new period of *Ineligibility* equal in length to the original period of *Ineligibility* shall be added to the end of the original period of *Ineligibility*. The new period of *Ineligibility*, including a reprimand and no period of *Ineligibility*, may be adjusted based on the *Driver* or other *Person's* degree of *Fault* and other circumstances of the case. The determination of whether a *Driver* or other *Person* has violated the prohibition against participation, and whether an adjustment is appropriate, shall be made by the *Anti-Doping Organisation* whose *Results Management* led to the imposition of the initial period of *Ineligibility*. This decision may be appealed under Article 13.

59 [Commentaire sur l'article 10.14.1 : Par exemple, sous réserve de l'article 10.14.2 ci-dessous, les *Pilotes suspendus* ne peuvent pas participer à un camp d'entraînement, à une exhibition ou à un entraînement organisé par leur ASN ou un club qui est membre de cette ASN ou qui est financé par une instance gouvernementale. De plus, un *Pilote suspendu* ne peut pas concourir dans une ligue professionnelle non signataire (par exemple la Ligue nationale de hockey, l'Association nationale de basketball, etc.), dans des manifestations organisées par une organisation de manifestations internationales ou nationales non signataire sans déclencher les conséquences prévues à l'article 10.14.3. Le terme « activité » inclut également, par exemple, les activités administratives telles que le fait de servir comme officiel, administrateur, directeur, employé ou bénévole de l'organisation décrite dans le présent article. La suspension imposée dans un sport sera également reconnue par d'autres sports (voir article 15.1, effet contraignant automatique des décisions). Il est interdit à un *Pilote* ou à une autre *personne* purgeant une période de *suspension* d'entraîner ou de faire partie du personnel d'encadrement du *Pilote* à quelque titre que ce soit à tout moment durant la période de *suspension*, sous peine de provoquer une violation de l'article 2.10 par un autre *Pilote*. Aucun niveau de performance accompli pendant une période de *suspension* ne sera reconnu par la FIA ou ses fédérations nationales à quelque fin que ce soit.]

60 [Commentaire sur l'article 10.14.2 : Dans de nombreux sports d'équipe et dans certains sports individuels (par exemple, saut à ski et gymnastique), un *Pilote* ne peut pas effectivement s'entraîner seul pour être prêt à disputer des compétitions à la fin de sa période de *suspension*. Durant la période d'entraînement décrite dans le présent article, un *Pilote suspendu* n'a pas le droit de disputer une compétition ni de mener une activité décrite à l'article 10.14.1 autre que l'entraînement.]

59 [Comment to Article 10.14.1: For example, subject to Article 10.14.2 below, *Ineligible Drivers* cannot participate in a training camp, exhibition or practice organised by their ASN or a club which is a member of that ASN or which is funded by a governmental agency. Further, an *Ineligible Driver* may not compete in a non-Signatory professional league (e.g., the National Hockey League, the National Basketball Association, etc.), Events organised by a non-Signatory International Event organisation or a non-Signatory national-level Event organisation without triggering the Consequences set forth in Article 10.14.3. The term "activity" also includes, for example, administrative activities, such as serving as an official, director, officer, employee, or volunteer of the organisation described in this Article. *Ineligibility* imposed in one sport shall also be recognised by other sports (see Article 15.1, Automatic Binding Effect of Decisions). A *Driver* or other *Person* serving a period of *Ineligibility* is prohibited from coaching or serving as a *Driver* *Supporting Person* in any other capacity at any time during the period of *Ineligibility*, and doing so could also result in a violation of Article 2.10 by another *Driver*. Any performance standard accomplished during a period of *Ineligibility* shall not be recognised by the FIA or its ASNs for any purpose.]

60 [Comment to Article 10.14.2: In many Team Sports and some individual sports (e.g., ski jumping and gymnastics), *Drivers* cannot effectively train on their own so as to be ready to compete at the end of the *Driver's* period of *Ineligibility*. During the training period described in this Article, an *Ineligible Driver* may not compete or engage in any activity described in Article 10.14.1 other than training.]

Un *Pilote* ou une autre *personne* qui viole l'interdiction de participation pendant une *suspension provisoire* décrite à l'article 10.14.1 ne bénéficiera d'aucune déduction pour une période de *suspension provisoire* purgée, et les résultats de cette participation seront *annulés*.

Lorsqu'un membre du *personnel d'encadrement du Pilote* ou une autre *personne* aide une *personne* à violer l'interdiction de participation pendant une *suspension* ou une *suspension provisoire*, la *FIA* imposera les sanctions prévues pour violation de l'article 2.9 en raison de cette aide.

10.14.4 Retenue de l'aide financière pendant une *suspension*

En outre, en cas de violation des règles antidopage impliquant une sanction réduite telle que décrite à l'article 10.5 ou 10.6, tout ou partie du soutien financier ou des avantages liés au sport reçus par cette *personne* sera retenu par la *FIA* et ses *ASNs*.

10.15 Publication automatique de la sanction

Une partie obligatoire de chaque sanction doit inclure la publication automatique, conformément aux dispositions de l'article 14.3.

ARTICLE 11 – CONSÉQUENCES POUR LES ÉQUIPES

11.1 Contrôles d'équipes

Lorsqu'un membre d'une équipe (en dehors d'un *sport d'équipe*) a été notifié d'une violation des règles antidopage en vertu de l'article 7 dans le cadre d'une *manifestation*, l'organisme responsable de la *manifestation* doit réaliser un nombre approprié de *contrôles* ciblés sur les autres membres de cette équipe pendant la *durée de la manifestation*.

11.2 Conséquences pour les équipes

11.2.1 Une violation des règles antidopage commise par un membre d'une équipe en relation avec un *contrôle en compétition* entraîne automatiquement l'*annulation* des résultats obtenus par l'équipe dans cette *compétition*, ainsi que toutes les *conséquences* qui en découlent pour l'équipe et ses membres, y compris le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix.

11.2.2 Sauf dans les cas prévus à l'article 11.2.3, une violation des règles antidopage commise par un membre d'une équipe pendant ou en relation avec une *manifestation* peut entraîner l'*annulation* de tous les résultats obtenus par l'équipe dans cette *manifestation*, ainsi que toutes les *conséquences* qui en découlent pour l'équipe et ses membres, y compris le retrait de l'ensemble des médailles, points et prix.

11.2.3 Lorsqu'un *Pilote* membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant ou en relation avec une (1) *compétition* lors d'une *manifestation*, si un ou plusieurs autre(s) membre(s) de son équipe établit(-issent) qu'aucune faute ou négligence ne peut leur être imputée en relation avec cette violation, les résultats obtenus par l'équipe dans toute autre *compétition* de cette *manifestation* ne seront pas *annulés*, à moins que ceux-ci ne soient susceptibles d'avoir été influencés par la violation des règles antidopage commise par le *Pilote*.

ARTICLE 12 – SANCTIONS PRISES PAR LA FIA À L'ENCONTRE D'AUTRES ORGANISATIONS SPORTIVES

Lorsque la *FIA* apprend qu'une *ASN* ou toute autre organisation sportive relevant de sa compétence a manqué à ses obligations de respecter, d'appliquer ou de maintenir le *Règlement* dans son domaine de compétence, la *FIA* est compétente pour prendre les mesures disciplinaires suivantes :

A *Driver* or other *Person* who violates the prohibition against participation during a *Provisional Suspension* described in Article 10.14.1 shall receive no credit for any period of *Provisional Suspension* served and the results of such participation shall be *Disqualified*.

Where a *Driver Support Person* or other *Person* assists a *Person* in violating the prohibition against participation during *Ineligibility* or a *Provisional Suspension*, the *FIA* shall impose sanctions for a violation of Article 2.9 for such assistance.

10.14.4 Withholding of Financial Support during *Ineligibility*

In addition, for any anti-doping rule violation not involving a reduced sanction as described in Article 10.5 or 10.6, some or all sport-related financial support or other sport-related benefits received by such *Person* will be withheld by the *FIA* and its *ASNs*.

10.15 Automatic Publication of Sanction

A mandatory part of each sanction shall include automatic publication, as provided in Article 14.3.

ARTICLE 11 – CONSEQUENCES TO TEAMS

11.1 Testing of Teams

Where one (1) member of a team (outside of *Team Sports*) has been notified of an anti-doping rule violation under Article 7 in connection with an *Event*, the ruling body for the *Event* shall conduct appropriate *Target Testing* of all members of the team during the *Event Period*.

11.2 Consequences for Teams

11.2.1 An anti-doping rule violation committed by a member of a team in connection with an *In-Competition* test automatically leads to *Disqualification* of the result obtained by the team in that *Competition*, with all resulting *Consequences* for the team and its members, including forfeiture of any medals, points and prizes.

11.2.2 An anti-doping rule violation committed by a member of a team occurring during or in connection with an *Event* may lead to *Disqualification* of all of the results obtained by the team in that *Event* with all *Consequences* for the team and its members, including forfeiture of all medals, points and prizes, except as provided in Article 11.2.3.

11.2.3 Where a *Driver* who is a member of a team committed an anti-doping rule violation during or in connection with one (1) *Competition* in an *Event*, if the other member(s) of the team establish(es) that he or she/they bear(s) *No Fault* or *Negligence* for that violation, the results of the team in any other *Competition(s)* in that *Event* shall not be *Disqualified* unless the results of the team in the *Competition(s)* other than the *Competition* in which the anti-doping rule violation occurred were likely to have been affected by the *Driver's* anti-doping rule violation.

ARTICLE 12 – SANCTIONS BY THE FIA AGAINST OTHER SPORTING BODIES

When the *FIA* becomes aware that a *ASN* or any other sporting body over which it has authority has failed to comply with, implement, uphold, and enforce these *Anti-Doping Regulations* within that organisation's or body's area of competence, the *FIA* has the authority and may take the following disciplinary actions:

- 12.1** Exclure tout ou partie des membres de cette organisation de futures manifestations spécifiées ou de toutes les manifestations ayant lieu dans un délai donné.
- 12.2** Interrompre tout ou partie du soutien financier ou autre soutien octroyé à cette organisation.
- 12.3** Imposer à cette organisation le remboursement de tous les frais de la FIA (y compris, mais sans s'y limiter, les frais de laboratoire, d'audition, et de voyage) en lien avec une violation du Règlement commise par un *Pilote* ou une autre personne affiliée à cette organisation ou entité, si cette organisation ou entité est impliquée dans la commission de ladite violation.

ARTICLE 13 – GESTION DES RÉSULTATS : APPELS⁶¹

13.1 Décisions sujettes à appel

Toute décision rendue en application du Code ou du Règlement peut faire l'objet d'un appel conformément aux modalités prévues aux articles 13.2 à 13.6 ci-dessous ou aux autres dispositions du Règlement, du Code ou des standards internationaux. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel à moins que l'instance d'appel n'en décide autrement.

13.1.1 Portée illimitée de l'examen

La portée de l'examen en appel couvre toutes les questions pertinentes pour l'affaire et n'est expressément pas limitée aux questions ou à la portée de l'examen devant l'instance décisionnelle initiale. Toute partie à l'appel peut soumettre des moyens de preuve, des arguments juridiques et des prétentions qui n'avaient pas été soulevés en première instance à condition que ces moyens, arguments et prétentions découlent du même motif ou des mêmes faits ou circonstances généraux soulevés ou abordés en première instance.⁶²

13.1.2 Le TAS n'est pas lié par les éléments retenus dans la décision portée en appel

En rendant sa décision, le TAS n'est pas tenu de s'en remettre au pouvoir discrétionnaire exercé par l'instance dont la décision fait l'objet de l'appel.⁶³

13.1.3 L'AMA n'est pas tenue d'épuiser les recours internes

Lorsque l'AMA a le droit d'interjeter appel en vertu de l'article 13 et qu'aucune autre partie n'a fait appel d'une décision finale dans le cadre de la procédure de la FIA, l'AMA peut faire appel directement devant le TAS sans devoir épuiser les autres recours prévus par la procédure de la FIA.⁶⁴

- 12.1** Exclude all, or some group of, members of that organisation or body from specified future Events or all Events conducted within a specified period of time.
- 12.2** Withhold some or all funding or other financial and non-financial support to that organisation or body.
- 12.3** Oblige that organisation or body to reimburse the FIA for all costs (including but not limited to laboratory fees, hearing expenses and travel) related to a violation of these Anti-Doping Rules committed by a *Driver* or other *Person* affiliated with that organisation or body, should that organisation or body be involved in the commission of said violation.

ARTICLE 13 – RESULTS MANAGEMENT: APPEALS⁶¹

13.1 Decisions Subject to Appeal

Decisions made under the Code or these Anti-Doping Regulations may be appealed as set forth below in Articles 13.2 through 13.7 or as otherwise provided in these Anti-Doping Regulations, the Code or the International Standards. Such decisions shall remain in effect while under appeal unless the appellate body orders otherwise.

13.1.1 Scope of Review Not Limited

The scope of review on appeal includes all issues relevant to the matter and is expressly not limited to the issues or scope of review before the initial decision maker. Any party to the appeal may submit evidence, legal arguments and claims that were not raised in the first instance hearing so long as they arise from the same cause of action or same general facts or circumstances raised or addressed in the first instance hearing.⁶²

13.1.2 CAS Shall Not Defer to the Findings Being Appealed

In making its decision, CAS shall not give deference to the discretion exercised by the body whose decision is being appealed.⁶³

13.1.3 WADA Not Required to Exhaust Internal Remedies

Where WADA has a right to appeal under Article 13 and no other party has appealed a final decision within the FIA's process, WADA may appeal such decision directly to CAS without having to exhaust other remedies in the FIA's process.⁶⁴

⁶¹ [Commentaire sur l'article 13 : Le but du Code est de trancher les questions antidopage par des procédures internes équitables et transparentes assorties d'un appel en dernier ressort. La transparence des décisions antidopage rendues par les organisations antidopage est assurée par l'article 14. Les personnes et organisations mentionnées, y compris l'AMA, ont l'occasion de faire appel de ces décisions. Il est à noter que la définition des personnes et organisations intéressées ayant le droit de faire appel en vertu de l'article 13 n'inclut pas les Pilotes ni leurs fédérations nationales, qui peuvent tirer profit de la disqualification d'un autre concurrent.]

⁶² [Commentaire sur l'article 13.1.1 : Cette formulation révisée ne vise pas à apporter un changement de fond par rapport au Code 2015, mais des éclaircissements. Par exemple, lorsqu'un Pilote était uniquement poursuivi pour des faits de falsification lors d'une audience de première instance, alors que le même comportement pouvait également être constitutif de complicité, une partie faisant appel pouvait soutenir en appel que le Pilote avait à la fois commis des faits de falsifications et de complicité.]

⁶³ [Commentaire sur l'article 13.1.2 : Les procédures devant le TAS sont de novo. Les procédures antérieures ne limitent pas les preuves pouvant être apportées devant le TAS et ne pèsent pas d'un poids particulier dans l'audience devant le TAS.]

⁶⁴ [Commentaire sur l'article 13.1.3 : Lorsqu'une décision a été rendue avant le dernier stade de la procédure de la FIA (par exemple lors d'une première audience) et qu'aucune partie n'a décidé de porter la décision en appel à la prochaine étape de la procédure de la FIA (par exemple le comité directeur), l'AMA peut renoncer aux étapes suivantes de la procédure interne de la FIA et interjeter appel directement auprès du TAS.]

⁶¹ [Comment to Article 13: The object of the Code is to have anti-doping matters resolved through fair and transparent internal processes with a final appeal. Anti-doping decisions by Anti-Doping Organisations are made transparent in Article 14. Specified Persons and organisations, including WADA, are then given the opportunity to appeal those decisions. Note that the definition of interested Persons and organisations with a right to appeal under Article 13 does not include Drivers, or their federations, who might benefit from having another competitor Disqualified.]

⁶² [Comment to Article 13.1.1: The revised language is not intended to make a substantive change to the 2015 Code, but rather for clarification. For example, where a Driver was charged in the first instance hearing only with Tampering but the same conduct could also constitute Complicity, an appealing party could pursue both Tampering and Complicity charges against the Driver in the appeal.]

⁶³ [Comment to Article 13.1.2: CAS proceedings are de novo. Prior proceedings do not limit the evidence or carry weight in the hearing before CAS.]

⁶⁴ [Comment to Article 13.1.3: Where a decision has been rendered before the final stage of the FIA's process (for example, a first hearing) and no party elects to appeal that decision to the next level of the FIA's process (e.g., the Managing Board), then WADA may bypass the remaining steps in the FIA's internal process and appeal directly to CAS.]

13.2 Appels des décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences, suspensions provisoires, exécution des décisions et compétence

Une décision portant sur une violation des règles antidopage, une décision imposant ou non des conséquences suite à une violation des règles antidopage ou une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise, une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris pour cause de prescription), une décision prise par l'AMA de ne pas accorder d'exception à l'exigence de préavis de six (6) mois pour un *Pilote* retraité qui souhaite revenir à la compétition au titre de l'article 5.6.1, une décision prise par l'AMA attribuant la *gestion des résultats* au titre de l'article 7.1 du *Code*, une décision de la FIA de ne pas présenter un *résultat d'analyse anormal* ou un *résultat atypique* comme une violation des règles antidopage, ou une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une enquête menée conformément au *Standard international* pour la *gestion des résultats*, une décision d'imposer ou de lever une *suspension provisoire* à l'issue d'une *audience préliminaire*, le non-respect de l'article 7.4 par la FIA, une décision stipulant que la FIA n'est pas compétente pour statuer sur une violation alléguée des règles antidopage ou sur ses conséquences, une décision d'appliquer ou de ne pas appliquer le sursis à des conséquences ou de réintroduire ou non des conséquences en vertu de l'article 10.7.1, le non-respect des articles 7.1.4 et 7.1.5 du *Code*, le non-respect de l'article 10.8.1, une décision rendue en vertu de l'article 10.14.3, une décision rendue par la FIA de ne pas appliquer la décision d'une autre *organisation antidopage* en vertu de l'article 15 et une décision rendue en vertu de l'article 27.3 du *Code* peuvent faire l'objet d'un appel exclusivement selon les modalités prévues dans le présent article 13.2.

13.2.1 Appels impliquant des *Pilotes de niveau international* ou des *manifestations internationales*

Dans les cas découlant de la participation à une *manifestation internationale* ou dans les cas impliquant des *Pilotes de niveau international*, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS.⁶⁵

13.2.2 Appels impliquant d'autres *Pilotes* ou d'autres *personnes*

Dans les cas où l'article 13.2.1 n'est pas applicable, la décision peut faire l'objet d'un appel auprès d'une instance d'appel conformément aux règles établies par l'*organisation nationale antidopage* ayant compétence sur le *Pilote* ou l'autre *personne*.

Dans le cadre de ces appels, les règles devront respecter les principes suivants : audience dans un délai raisonnable ; instance d'audience équitable, impartiale, *indépendante sur le plan opérationnel et indépendante sur le plan institutionnel* ; droit pour la *personne* d'être représentée par un conseil juridique à ses propres frais ; et droit à une décision motivée et écrite rendue dans un délai raisonnable.

Si aucune instance telle que décrite ci-dessus n'est en place et disponible au moment de l'appel, le *Pilote* ou l'autre *personne* aura le droit de faire appel devant le TAS.

13.2.3 *Personnes autorisées à faire appel*

13.2.3.1 Appels impliquant des *Pilotes de niveau international* ou des *manifestations internationales*

Dans les cas décrits à l'article 13.2.1, les parties suivantes auront le droit de faire appel devant le TAS : (a) le *Pilote* ou l'autre *personne* faisant l'objet de la décision portée en appel ; (b) l'autre

13.2 Appeals from Decisions Regarding Anti-Doping Rule Violations, Consequences, Provisional Suspensions, Implementation of Decisions and Authority

A decision that an anti-doping rule violation was committed, a decision imposing *Consequences* or not imposing *Consequences* for an anti-doping rule violation, or a decision that no anti-doping rule violation was committed; a decision that an anti-doping rule violation proceeding cannot go forward for procedural reasons (including, for example, prescription); a decision by WADA not to grant an exception to the six (6) months notice requirement for a retired *Driver* to return to competition under Article 5.6.1; a decision by WADA assigning *Results Management* under Article 7.1 of the *Code*; a decision by the FIA not to bring forward an *Adverse Analytical Finding* or an *Atypical Finding* as an anti-doping rule violation, or a decision not to go forward with an anti-doping rule violation after an investigation in accordance with the *International Standard for Results Management*; a decision to impose, or lift, a *Provisional Suspension* as a result of a *Provisional Hearing*; the FIA's failure to comply with Article 7.4; a decision that the FIA lacks authority to rule on an alleged anti-doping rule violation or its *Consequences*; a decision to suspend, or not suspend, *Consequences* or to reinstate, or not reinstate, *Consequences* under Article 10.7.1; failure to comply with Articles 7.1.4 and 7.1.5 of the *Code*; failure to comply with Article 10.8.1; a decision under Article 10.14.3; a decision by the FIA not to implement another *Anti-Doping Organisation's* decision under Article 15; and a decision under Article 27.3 of the *Code* may be appealed exclusively as provided in this Article 13.2.

13.2.1 Appeals Involving *International-Level Drivers* or *International Events*

In cases arising from participation in an *International Event* or in cases involving *International-Level Drivers*, the decision may be appealed exclusively to CAS.⁶⁵

13.2.2 Appeals Involving Other *Drivers* or Other *Persons*

In cases where Article 13.2.1 is not applicable, the decision may be appealed to an appellate body, in accordance with rules adopted by the *National Anti-Doping Organisation* having authority over the *Driver* or other *Person*.

The rules for such appeal shall respect the following principles: a timely hearing; a fair, impartial, *Operationally Independent* and *Institutionally Independent* hearing panel; the right to be represented by counsel at the *Person's* own expense; and a timely, written, reasoned decision.

If no such body as described above is in place and available at the time of the appeal, the decision may be appealed to CAS in accordance with the applicable procedural rules.

13.2.3 *Persons Entitled to Appeal*

13.2.3.1 Appeals Involving *International-Level Drivers* or *International Events*

In cases under Article 13.2.1, the following parties shall have the right to appeal to CAS: (a) the *Driver* or other *Person* who is the subject of the decision being appealed; (b) the other party

65 [Commentaire sur l'article 13.2.1 : Les décisions du TAS sont exécutoires et définitives, sauf en cas de procédure d'annulation ou de reconnaissance d'une sentence arbitrale exigée par le droit applicable.]

65 [Comment to Article 13.2.1: CAS decisions are final and binding except for any review required by law applicable to the annulment or enforcement of arbitral awards.]

partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ; (c) la FIA ; (d) l'organisation nationale antidopage du pays où réside la personne ou des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence ; (e) le Comité International Olympique ou le Comité International Paralympique, selon le cas, quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer ; et (f) l'AMA.

to the case in which the decision was rendered; (c) the FIA; (d) the National Anti-Doping Organisation of the Person's country of residence or countries where the Person is a national or license holder; (e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and (f) WADA.

13.2.3.2 Appels impliquant d'autres Pilotes ou d'autres personnes

Dans les cas décrits à l'article 13.2.2, les parties autorisées à faire appel auprès de l'instance nationale d'appel seront celles prévues par les règles de l'organisation nationale antidopage, mais incluront au minimum les parties suivantes : (a) le Pilote ou l'autre personne faisant l'objet de la décision portée en appel ; (b) l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ; (c) la FIA ; (d) l'organisation nationale antidopage du pays où réside la personne ou des pays dont la personne est un ressortissant ou un titulaire de licence; (e) le Comité International Olympique ou le Comité International Paralympique, selon le cas, quand la décision peut avoir un effet en rapport avec les Jeux Olympiques ou les Jeux Paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer, et (f) l'AMA.

Pour les cas concernés par l'article 13.2.2, l'AMA, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique et la FIA pourront aussi faire appel devant le TAS d'une décision rendue par de l'instance nationale d'appel.

La partie faisant appel aura droit à l'aide du TAS pour obtenir toute information pertinente auprès de l'organisation antidopage dont la décision est portée en appel, et ces informations devront être fournies si le TAS l'ordonne.

13.2.3.2 Appeals Involving Other Drivers or Other Persons

In cases under Article 13.2.2, the parties having the right to appeal to the national-level appeal body shall be as provided in the National Anti-Doping Organisation's rules but, at a minimum, shall include the following parties: (a) the Driver or other Person who is the subject of the decision being appealed; (b) the other party to the case in which the decision was rendered; (c) the FIA; (d) the National Anti-Doping Organisation of the Person's country of residence or countries where the Person is a national or license holder; (e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and (f) WADA.

For cases under Article 13.2.2, WADA, the International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, and the FIA shall also have the right to appeal to CAS with respect to the decision of the national-level appeal body.

Any party filing an appeal shall be entitled to assistance from CAS to obtain all relevant information from the Anti-Doping Organisation whose decision is being appealed and the information shall be provided if CAS so directs.

13.2.3.3 Devoir de notification

Toutes les parties à un appel devant le TAS doivent veiller à ce que l'AMA et toutes les autres parties habilitées à faire appel soient notifiées de l'appel dans un délai raisonnable.

13.2.3.3 Duty to Notify

All parties to any CAS appeal must ensure that WADA and all other parties with a right to appeal have been given timely notice of the appeal.

13.2.3.4 Appel d'une suspension provisoire

Nonobstant toute autre disposition prévue dans le Règlement, la seule personne habilitée à faire appel d'une suspension provisoire est le Pilote ou l'autre personne à qui la suspension provisoire a été imposée.

13.2.3.4 Appeal from Imposition of Provisional Suspension

Notwithstanding any other provision herein, the only Person who may appeal from the imposition of a Provisional Suspension is the Driver or other Person upon whom the Provisional Suspension is imposed.

13.2.3.5 Appel des décisions en vertu de l'article 12

Les décisions de la FIA prises en vertu de l'article 12 ne peuvent faire l'objet d'un appel par l'ASN ou l'autre organisation concernée que devant le TAS.

13.2.3.5 Appeal from Decisions under Article 12

Decisions by the FIA pursuant to Article 12 may be appealed exclusively to CAS by the ASN or other body.

13.2.4 Autorisation des appels joints et des autres appels subséquents

Les appels joints et les autres appels subséquents formés par tout défendeur cité dans des cas portés devant le TAS sur la base du Code sont spécifiquement autorisés. Toute partie autorisée à faire appel au titre du présent article 13 doit déposer un appel joint ou un appel subséquent au plus tard avec la réponse de cette partie.⁶⁶

13.2.4 Cross Appeals and other Subsequent Appeals Allowed

Cross appeals and other subsequent appeals by any respondent named in cases brought to CAS under the Code are specifically permitted. Any party with a right to appeal under this Article 13 must file a cross appeal or subsequent appeal at the latest with the party's answer.⁶⁶

13.3 Manquement de la part de la FIA à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable

Lorsque, dans un cas donné, la FIA ne rend pas une décision sur la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise, dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, cette dernière peut décider de faire appel directement au TAS comme si la FIA avait rendu une décision d'absence de violation des

13.3 Failure to Render a Timely Decision by the FIA

Where, in a particular case, the FIA fails to render a decision with respect to whether an anti-doping rule violation was committed within a reasonable deadline set by WADA, WADA may elect to appeal directly to CAS as if the FIA had rendered a decision finding no anti-doping rule violation. If the CAS hearing panel determines that an anti-doping rule violation was committed and that WADA acted reasonably in electing to appeal directly to CAS,

66 [Commentaire sur l'article 13.2.4 : Cette disposition est nécessaire du fait que depuis 2011, les règles du TAS ne donnent plus aux Pilotes le droit de faire des appels joints lorsqu'une organisation antidopage fait appel d'une décision après l'expiration du délai d'appel du Pilote. Cette disposition permet d'entendre toutes les parties.]

66 Comment to Article 13.2.4: This provision is necessary because since 2011, CAS rules no longer permit a Driver the right to cross appeal when an Anti-Doping Organisation appeals a decision after the Driver's time for appeal has expired. This provision permits a full hearing for all parties.]

règles antidopage. Si la formation du TAS établit qu'une violation des règles antidopage a été commise et que l'AMA a agi raisonnablement en décidant de faire appel directement au TAS, les frais et les honoraires d'avocats occasionnés à l'AMA par la procédure d'appel seront remboursés à l'AMA par la FIA.⁶⁷

then WADA's costs and attorney fees in prosecuting the appeal shall be reimbursed to WADA by the FIA.⁶⁷

13.4 Appels relatifs aux AUT

Les décisions en matière d'AUT ne peuvent faire l'objet d'un appel que conformément aux dispositions de l'article 4.4.

13.4 Appeals Relating to TUEs

TUE decisions may be appealed exclusively as provided in Article 4.4.

13.5 Notification des décisions d'appel

La FIA transmettra sans délai la décision d'appel au Pilote ou à l'autre personne et aux autres organisations antidopage qui auraient pu faire appel en vertu de l'article 13.2.3, conformément aux dispositions de l'article 14.2.

13.5 Notification of Appeal Decisions

The FIA shall promptly provide the appeal decision to the Driver or other Person and to the other Anti-Doping Organizations that would have been entitled to appeal but which was not provided under Article 14.2.

13.6 Délais d'appel⁶⁸

13.6 Time for Filing Appeals⁶⁸

13.6.1 Appels devant le TAS

Le délai pour déposer un appel devant le TAS sera de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de la décision par la partie appelante. Nonobstant ce qui précède, les dispositions suivantes s'appliqueront aux appels déposés par toute entité autorisée à faire appel, mais qui n'était pas partie à la procédure ayant mené à la décision contestée :

13.6.1 Appeals to CAS

The time to file an appeal to CAS shall be twenty-one (21) days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings that led to the decision being appealed:

- (a) dans les quinze (15) jours suivant la notification de la décision, cette partie ou ces parties pourront demander à l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats une copie du dossier sur lequel la décision contestée a été fondée ;
- (b) la partie ayant effectué la demande visée au point (a) bénéficiera alors d'un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la réception du dossier pour faire appel devant le TAS.

- (a) Within fifteen (15) days from the notice of the decision, such party/ies shall have the right to request a copy of the full case file pertaining to the decision from the *Anti-Doping Organisation* that had *Results Management* authority;
- (b) If such a request is made within the fifteen (15) day period, then the party making such request shall have twenty-one (21) days from receipt of the file to file an appeal to CAS.

Nonobstant ce qui précède, la date limite pour le dépôt d'un appel de la part de l'AMA sera la date correspondant à l'échéance la plus éloignée parmi les options suivantes:

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal filed by WADA shall be the later of:

- (a) vingt-et-un (21) jours après la date finale à laquelle toute autre partie ayant le droit de faire appel aurait pu faire appel ; ou
- (b) vingt-et-un (21) jours après la réception par l'AMA du dossier complet relatif à la décision.

- (a) Twenty-one (21) days after the last day on which any other party having a right to appeal could have appealed, or
- (b) Twenty-one (21) days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

13.6.2 Appels en vertu de l'article 13.2.2

Conformément aux règles établies par l'organisation nationale antidopage, le délai pour déposer un appel devant l'instance nationale d'appel indépendante et impartiale sera indiqué dans les règles de l'organisation nationale antidopage.

Nonobstant ce qui précède, la date limite pour le dépôt d'un appel de la part de l'AMA sera la date correspondant à l'échéance la plus éloignée parmi les options suivantes:

13.6.2 Appeals under Article 13.2.2

The time to file an appeal to an independent and impartial body in accordance with rules established by the *National Anti-Doping Organisation* shall be indicated by the same rules of the *National Anti-Doping Organisation*.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal filed by WADA shall be the later of:

- (a) vingt-et-un (21) jours après la date finale à laquelle toute autre partie ayant le droit de faire appel aurait pu faire appel ; ou
- (b) vingt-et-un (21) jours après la réception par l'AMA du dossier complet relatif à la décision.

- (a) Twenty-one (21) days after the last day on which any other party having a right to appeal could have appealed, or
- (b) Twenty-one (21) days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

67 [Commentaire sur l'article 13.3 : Compte tenu des circonstances propres à chaque instruction d'une violation des règles antidopage et à chaque processus de gestion des résultats, il n'est pas possible d'établir un délai fixe dans lequel la FIA doit rendre une décision avant que l'AMA ne puisse intervenir en faisant appel directement au TAS. Cependant, avant de prendre cette mesure, l'AMA consultera la FIA et donnera à celle-ci l'occasion d'expliquer pourquoi elle n'a pas encore rendu sa décision.]

67 [Comment to Article 13.3: Given the different circumstances of each anti-doping rule violation investigation and Results Management process, it is not feasible to establish a fixed time period for the FIA to render a decision before WADA may intervene by appealing directly to CAS. Before taking such action, however, WADA will consult with the FIA and give the FIA an opportunity to explain why it has not yet rendered a decision.]

68 [Commentaire sur l'article 13.6 : Qu'il soit régi par les règles du TAS ou par l'article 13.2.3, le délai donné à une partie pour faire appel ne commence pas avant la réception de la décision. C'est pourquoi il ne peut pas y avoir expiration du droit d'une partie de faire appel si cette partie n'a pas reçu la décision.]

68 [Comment to Article 13.6: Whether governed by CAS rules or these Anti-Doping Regulations, a party's deadline to appeal does not begin running until receipt of the decision. For that reason, there can be no expiration of a party's right to appeal if the party has not received the decision.]

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ ET RAPPORT

14.1 Informations concernant des résultats d'analyse anormaux, des résultats atypiques et d'autres violations alléguées des règles antidopage

14.1.1 Notification des violations des règles antidopage aux Pilotes et aux autres personnes

La notification d'une allégation de violation des règles antidopage aux Pilotes ou aux autres personnes sera effectuée conformément aux articles 7 et 14.

Si, à tout moment entre le début du processus de gestion des résultats et la notification des charges, la FIA décide de ne pas donner suite à une affaire, elle doit en notifier le Pilote ou l'autre personne (étant précisé que le Pilote ou l'autre personne a déjà été informé du processus de gestion des résultats en cours).

14.1.2 Notification des violations des règles antidopage aux organisations nationales antidopage et à l'AMA

La notification d'une allégation de violation des règles antidopage à la/aux organisation(s) nationale(s) antidopage du Pilote ou de l'autre personne et à l'AMA sera effectuée conformément aux articles 7 et 14, en même temps que la notification au Pilote ou à l'autre personne.

Si, à tout moment entre le début du processus de gestion des résultats et la notification des charges, la FIA décide de ne pas donner suite à une affaire, elle doit en notifier (avec les motifs de la décision) les organisations antidopage autorisées à faire appel en vertu de l'article 13.2.3.

14.1.3 Contenu de la notification d'une violation des règles antidopage

La notification d'une violation des règles antidopage comprendra : le nom du Pilote ou de l'autre personne, son pays, son sport et sa discipline, le niveau de compétition du Pilote, la nature en compétition ou hors compétition du contrôle, la date du prélèvement de l'échantillon, le résultat d'analyse rapporté par le laboratoire et les autres informations requises par le Standard international pour la gestion des résultats.

La notification des violations des règles antidopage autres que celles de l'article 2.1 comprendra aussi la règle violée et le fondement de la violation alléguée.

14.1.4 Rapports de suivi

À l'exception des enquêtes n'ayant pas abouti à la notification d'une violation des règles antidopage conformément à l'article 14.1.1, l'organisation nationale antidopage du Pilote ou de l'autre personne et l'AMA seront régulièrement informées de l'état de la procédure, de ses développements et des résultats des examens ou procédures menés en vertu des articles 7, 8 ou 13 et recevront sans délai une explication ou une décision écrite motivée expliquant la résolution de la question.

14.1.5 Confidentialité

Les organisations à qui sont destinées ces informations ne devront pas les révéler à des personnes autres que celles ayant besoin de les connaître (ce qui comprend le personnel concerné du comité national olympique, de l'ASN et, pour les sports d'équipe, de l'équipe) jusqu'à ce que la FIA les ait rendues publiques conformément aux dispositions de l'article 14.3.

14.1.6 Protection des informations par un employé ou un agent de la FIA

La FIA s'assurera que les informations concernant les résultats d'analyse anormaux, les résultats atypiques et les autres violations des règles antidopage restent confidentielles jusqu'à ce que celles-ci soient divulguées publiquement conformément à l'article 14.3. La FIA s'assurera que ses employés (permanents ou autres), mandataires, agents, consultants, et tiers délégués soient soumis à une obligation contractuelle de confidentialité pleinement exécutoire et à des procédures pleinement exécutoires

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITY AND REPORTING

14.1 Information Concerning Adverse Analytical Findings, Atypical Findings, and Other Asserted Anti-Doping Rule Violations

14.1.1 Notice of Anti-Doping Rule Violations to Drivers and other Persons

Notice to Drivers or other Persons of anti-doping rule violations asserted against them shall occur as provided under Articles 7 and 14.

If at any point during Results Management up until the anti-doping rule violation charge, the FIA decides not to move forward with a matter, it must notify the Driver or other Person, (provided that the Driver or other Person had been already informed of the ongoing Results Management).

14.1.2 Notice of Anti-Doping Rule Violations to National Anti-Doping Organisations and WADA

Notice of the assertion of an anti-doping rule violation to the Driver's or other Person's National Anti-Doping Organisation and WADA shall occur as provided under Articles 7 and 14, simultaneously with the notice to the Driver or other Person.

If at any point during Results Management up until the anti-doping rule violation charge, the FIA decides not to move forward with a matter, it must give notice (with reasons) to the Anti-Doping Organisations with a right of appeal under Article 13.2.3.

14.1.3 Content of an Anti-Doping Rule Violation Notice

Notification of an anti-doping rule violation shall include: the Driver's or other Person's name, country, sport and discipline within the sport, the Driver's competitive level, whether the test was In-Competition or Out-of-Competition, the date of Sample collection, the analytical result reported by the laboratory, and other information as required by the International Standard for Results Management.

Notification of anti-doping rule violations other than under Article 2.1 shall also include the rule violated and the basis of the asserted violation.

14.1.4 Status Reports

Except with respect to investigations which have not resulted in a notice of an anti-doping rule violation pursuant to Article 14.1.1, the Driver's or other Person's National Anti-Doping Organisation and WADA shall be regularly updated on the status and findings of any review or proceedings conducted pursuant to Article 7, 8 or 13 and shall be provided with a prompt written reasoned explanation or decision explaining the resolution of the matter.

14.1.5 Confidentiality

The recipient organisations shall not disclose this information beyond those Persons with a need to know (which would include the appropriate personnel at the applicable National Olympic Committee, ASN, and team in a Team Sport) until the FIA has made Public Disclosure as permitted by Article 14.3.

14.1.6 Protection of Confidential Information by an Employee or Agent of the FIA

The FIA shall ensure that information concerning Adverse Analytical Findings, Atypical Findings, and other asserted anti-doping rule violations remains confidential until such information is Publicly Disclosed in accordance with Article 14.3. The FIA shall ensure that its employees (whether permanent or otherwise), contractors, agents, consultants, and Delegated Third Parties are subject to fully enforceable contractual duty of confidentiality and to fully enforceable procedures for the investigation and disciplining of

d'enquête et de sanctions disciplinaires en cas de divulgation de toute communication inappropriée et/ou non autorisée de ces informations confidentielles.

improper and/or unauthorised disclosure of such confidential information.

14.2 Notification de décisions relatives aux violations des règles antidopage ou aux violations de l'interdiction de participation pendant une suspension ou une suspension provisoire et demande de dossier

14.2 Notice of Anti-Doping Rule Violation or Violations of Ineligibility or Provisional Suspension Decisions and Request for Files

14.2.1 Les motifs de la décision, y compris (s'il y a lieu) les raisons pour lesquelles la sanction maximale potentielle n'a pas été infligée, devront être indiqués dans les décisions relatives aux violations des règles antidopage et aux violations de l'interdiction de participation pendant une suspension ou une suspension provisoire rendues en vertu des articles 7.6, 8.2, 10.5, 10.6, 10.7, 10.14.3 ou 13.5. Lorsque la décision n'est pas rédigée en anglais ou en français, la FIA fournira un résumé de la décision et des raisons qui l'étaient en anglais ou en français.

14.2.1 Anti-doping rule violation decisions or decisions related to violations of *Ineligibility* or *Provisional Suspension* rendered pursuant to Article 7.6, 8.2, 10.5, 10.6, 10.7, 10.14.3 or 13.5 shall include the full reasons for the decision, including, if applicable, a justification for why the maximum potential sanction was not imposed. Where the decision is not in English or French, the FIA shall provide an English or French summary of the decision and the supporting reasons.

14.2.2 Une organisation antidopage autorisée à faire appel d'une décision reçue en vertu de l'article 14.2.1 peut, dans les quinze (15) jours suivant la réception de la décision, demander une copie de l'intégralité du dossier relatif à cette décision.

14.2.2 An *Anti-Doping Organisation* having a right to appeal a decision received pursuant to Article 14.2.1 may, within fifteen (15) days of receipt, request a copy of the full case file pertaining to the decision.

14.3 Divulgation publique

14.3 Public Disclosure

14.3.1 L'identité de tout *Pilote* ou de toute autre personne notifié(e) d'une violation potentielle des règles antidopage, la substance interdite ou la méthode interdite, la nature de la violation en cause, ainsi que la suspension provisoire imposée au *Pilote* ou à l'autre personne, ne pourra être divulguée publiquement par la FIA qu'après notification au *Pilote* ou à l'autre personne conformément au *Standard international* pour la gestion des résultats et aux organisations antidopage concernées conformément à l'article 14.1.2.

14.3.1 After notice has been provided to the *Driver* or other *Person* in accordance with the *International Standard for Results Management*, and to the applicable *Anti-Doping Organizations* in accordance with Article 14.1.2, the identity of any *Driver* or other *Person* who is notified of a potential anti-doping rule violation, the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* and the nature of the violation involved, and whether the *Driver* or other *Person* is subject to a *Provisional Suspension* may be *Publicly Disclosed* by the FIA.

14.3.2 Au plus tard vingt (20) jours après qu'une décision en appel aura été rendue au sens des articles 13.2.1 ou 13.2.2, ou s'il a été décidé de renoncer à un tel appel ou à une audience tenue conformément à l'article 8, ou si l'allégation de violation des règles antidopage n'a pas été contestée d'une autre manière dans les délais requis, ou si l'affaire a été réglée conformément à l'article 10.8, ou si une nouvelle période de suspension ou une réprimande a été infligée en vertu de l'article 10.14.3, la FIA devra divulguer publiquement le résultat de la procédure antidopage, y compris le sport, la règle antidopage violée, le nom du *Pilote* ou de l'autre personne ayant commis la violation, la substance interdite ou la méthode interdite en cause (le cas échéant) et les conséquences imposées. La FIA devra également divulguer publiquement dans les vingt (20) jours les résultats des décisions rendues en appel dans les cas de violation des règles antidopage, y compris les informations décrites ci-dessus.⁶⁹

14.3.2 No later than twenty (20) days after it has been determined in an appellate decision under Article 13.2.1 or 13.2.2, or such appeal has been waived, or a hearing in accordance with Article 8 has been waived, or the assertion of an anti-doping rule violation has not otherwise been timely challenged, or the matter has been resolved under Article 10.8, or a new period of *Ineligibility*, or reprimand, has been imposed under Article 10.14.3, the FIA must *Publicly Disclose* the disposition of the anti-doping matter, including the discipline, the anti-doping rule violated, the name of the *Driver* or other *Person* committing the violation, the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* involved (if any) and the *Consequences* imposed. The FIA must also *Publicly Disclose* within twenty (20) days the results of appellate decisions concerning anti-doping rule violations, including the information described above.⁶⁹

14.3.3 Après qu'une violation des règles antidopage a été établie par une décision rendue en appel en vertu des articles 13.2.1 ou 13.2.2, ou qu'il a été décidé de renoncer à un tel appel, ou qu'une audience a été tenue conformément à l'article 8, ou qu'il a été décidé de renoncer à une telle audience, ou que l'allégation de violation des règles antidopage n'a pas été contestée d'une autre manière dans les délais requis, ou que l'affaire a été réglée conformément à l'article 10.8, la FIA peut publier cette décision et faire des commentaires publics sur l'affaire en question.

14.3.3 After an anti-doping rule violation has been determined to have been committed in an appellate decision under Article 13.2.1 or 13.2.2 or such appeal has been waived, or in a hearing in accordance with Article 8 or where such hearing has been waived, or the assertion of an anti-doping rule violation has not otherwise been timely challenged, or the matter has been resolved under Article 10.8, the FIA may make public such determination or decision and may comment publicly on the matter.

14.3.4 Dans toute affaire où il sera établi, après une audience ou un appel, que le *Pilote* ou l'autre personne n'a pas commis de violation des règles antidopage, le fait que la décision a fait l'objet

14.3.4 In any case where it is determined, after a hearing or appeal, that the *Driver* or other *Person* did not commit an anti-doping rule violation, the fact that the decision has been appealed may be

69 [Commentaire sur l'article 14.3.2: Lorsque la divulgation publique requise à l'article 14.3.2 est susceptible de provoquer la violation d'autres règles applicables, l'absence de divulgation publique de la part de la FIA n'entraînera pas une décision de non-conformité au Code, tel que stipulé à l'article 4.1 du *Standard international pour la protection des renseignements personnels*.]

69 [Comment to Article 14.3.2: Where Public Disclosure as required by Article 14.3.2 would result in a breach of other applicable laws, the FIA's failure to make the Public Disclosure will not result in a determination of non-compliance with Code as set forth in Article 4.1 of the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*.]

d'un appel pourra être *divulgué publiquement*. En revanche, la décision proprement dite et les faits de l'affaire ne pourront être *divulgués publiquement* qu'avec le consentement du *Pilote* ou de l'autre *personne* faisant l'objet de la décision. La *FIA* devra faire des efforts raisonnables afin d'obtenir ce consentement et, si elle l'obtient, devra *divulguer publiquement* la décision dans son intégralité ou suivant la formulation que le *Pilote* ou l'autre *personne* aura approuvée.

Publicly Disclosed. However, the decision itself and the underlying facts may not be *Publicly Disclosed* except with the consent of the *Driver* or other *Person* who is the subject of the decision. The *FIA* shall use reasonable efforts to obtain such consent, and if consent is obtained, shall *Publicly Disclose* the decision in its entirety or in such redacted form as the *Driver* or other *Person* may approve.

14.3.5 La publication devra être réalisée au moins par l'affichage des informations requises sur le site web de la *FIA* pendant un (1) mois ou pendant la durée de la période de *suspension*, selon celle de ces deux périodes qui est la plus longue. Après l'expiration des délais indiqués, la publication sera immédiatement retirée.

14.3.5 Publication shall be accomplished at a minimum by placing the required information on the *FIA's* website and leaving the information up for the longer of one (1) month or the duration of any period of *Ineligibility*.

14.3.6 À l'exception des situations décrites aux articles 14.3.1 et 14.3.3, aucune *organisation antidopage*, aucune *ASN*, aucun laboratoire accrédité par l'*AMA* ni aucun représentant officiel de ceux-ci ne pourra commenter publiquement les faits relatifs à une affaire en cours (ce qui ne comprend pas la description générale de la procédure et des aspects scientifiques), à moins que ce ne soit pour réagir à des commentaires publics attribués au *Pilote*, à l'autre *personne*, à leur entourage ou à d'autres représentants, ou reposant sur des informations fournies par ceux-ci.

14.3.6 Except as provided in Articles 14.3.1 and 14.3.3, no *Anti-Doping Organisation*, *ASN*, or *WADA*-accredited laboratory, or any official of any such body, shall publicly comment on the specific facts of any pending case (as opposed to general description of process and science) except in response to public comments attributed to, or based on information provided by, the *Driver*, other *Person* or their entourage or other representatives.

14.3.7 La *divulgation publique* obligatoire requise à l'article 14.3.2 ne sera pas exigée lorsque le *Pilote* ou l'autre *personne* qui a été reconnu coupable de violation des règles antidopage est un *mineur*, une *personne protégée* ou un *Pilote de niveau récréatif*. Toute *divulgation publique* facultative dans un cas impliquant un *mineur*, une *personne protégée* ou un *Pilote de niveau récréatif* devra être proportionnée aux faits et aux circonstances du cas.

14.3.7 The mandatory *Public Disclosure* required in Article 14.3.2 shall not be required where the *Driver* or other *Person* who has been found to have committed an anti-doping rule violation is a *Minor*, *Protected Person* or *Recreational Driver*. Any optional *Public Disclosure* in a case involving a *Minor*, *Protected Person* or *Recreational Driver* shall be proportionate to the facts and circumstances of the case.

14.4 Rapport statistique

La *FIA* publiera, au moins une fois par an, un rapport statistique général sur ses activités de *contrôle du dopage* et en fournira une copie à l'*AMA*. La *FIA* peut également publier des rapports mentionnant le nom de chaque *Pilote* soumis à un *contrôle* et la date de chaque *contrôle*.

14.4 Statistical Reporting

The *FIA* shall, at least annually, publish publicly a general statistical report of its *Doping Control* activities, with a copy provided to *WADA*. The *FIA* may also publish reports showing the name of each *Driver* tested and the date of each *Testing*.

14.5 Base de données en matière de contrôle du dopage et supervision de la conformité

Pour permettre à l'*AMA* de jouer son rôle en matière de supervision de la conformité et pour garantir l'utilisation efficace des ressources et le partage des informations applicables concernant le *contrôle du dopage* entre les *organisations antidopage*, la *FIA* rapportera à l'*AMA* par le biais d'*ADAMS* les informations liées au *contrôle du dopage*, notamment :

14.5 Doping Control Information Database and Monitoring of Compliance

To enable *WADA* to perform its compliance monitoring role and to ensure the effective use of resources and sharing of applicable *Doping Control* information among *Anti-Doping Organisations*, the *FIA* shall report to *WADA* through *ADAMS Doping Control*-related information, including, in particular:

- (a) les données du *Passeport biologique du Pilote*,
- (b) les informations sur la localisation des *Pilotes*, y compris ceux faisant partie de *groupes cibles de Pilotes soumis aux contrôles*,
- (c) les décisions en matière d'*AUT*, et
- (d) les décisions en matière de *gestion des résultats*, tel que requis en vertu du/des standard(s) international/-aux applicable(s).

- (a) *Driver Biological Passport* data for *Drivers*,
- (b) Whereabouts information for *Drivers* including those in *Registered Testing Pools*,
- (c) *TUE* decisions, and
- (d) *Results Management* decisions, as required under the applicable *International Standard(s)*.

14.5.1 Pour faciliter la planification coordonnée de la répartition des *contrôles*, éviter les duplications inutiles des *contrôles* de la part des *organisations antidopage* et s'assurer que les profils du *Passeport biologique du Pilote* soient mis à jour, la *FIA* rapportera tous les *contrôles en compétition* et *hors compétition* à l'*AMA* en saisissant les formulaires de *contrôle du dopage* dans *ADAMS* conformément aux exigences et aux délais prévus dans le *Standard international* pour les *contrôles* et les enquêtes.

14.5.1 To facilitate coordinated test distribution planning, avoid unnecessary duplication in *Testing* by various *Anti-Doping Organisations*, and to ensure that *Driver Biological Passport* profiles are updated, the *FIA* shall report all *In-Competition* and *Out-of-Competition* tests to *WADA* by entering the *Doping Control* forms into *ADAMS* in accordance with the requirements and timelines contained in the *International Standard* for *Testing* and *Investigations*.

14.5.2 Pour faciliter la supervision par l'AMA et les droits d'appel en matière d'AUT, la FIA rapportera toutes les demandes d'AUT, les décisions afférentes et la documentation d'appui dans ADAMS conformément aux exigences et aux délais prévus dans le *Standard international* pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

14.5.3 Pour faciliter la supervision par l'AMA et les droits d'appel en matière de *gestion des résultats*, la FIA rapportera les informations suivantes dans ADAMS conformément aux exigences et aux délais prévus dans le *Standard international* pour la *gestion des résultats* : (a) notifications des violations des règles antidopage et des décisions afférentes pour les *résultats d'analyse anormaux*, (b) notifications et décisions afférentes pour les autres violations des règles antidopage qui ne sont pas des *résultats d'analyse anormaux*, (c) manquements aux obligations en matière de localisation, et (d) toute décision d'infliger, de lever ou de réimposer une *suspension provisoire*.

14.5.4 Les informations décrites dans le présent article seront rendues accessibles, de manière appropriée et conformément aux règles applicables, au *Pilote*, à l'*organisation nationale antidopage* du *Pilote*, ainsi qu'à toutes les autres *organisations antidopage* compétentes en matière de *contrôles* du *Pilote*.

14.6 Confidentialité des données

14.6.1 La FIA peut recueillir, conserver, traiter ou communiquer des renseignements personnels des *Pilotes* et des autres *personnes* dans la mesure nécessaire et appropriée pour mener à bien ses *activités antidopage* en vertu du *Code* et des *standards internationaux* (y compris du *Standard international* pour la protection des renseignements personnels) et en conformité avec le droit applicable.

14.6.2 Sans limiter la portée de ce qui précède, la FIA :

- (a) ne traitera les renseignements personnels que conformément à un fondement juridique valable;
- (b) notifiera tout *participant* ou *personne* sujet(he) au *Règlement*, d'une manière et sous une forme conformes aux lois applicables et au *Standard international* pour la protection des renseignements personnels, que leurs renseignements personnels peuvent être traités par la FIA et d'autres *personnes* à des fins de mise en œuvre du *Règlement*;
- (c) s'assurera que tout tiers mandataire (y compris tout *tiers délégué*) avec lequel la FIA partage les renseignements personnels d'un *participant* ou d'une autre *personne* soit soumis à des contrôles techniques et contractuels appropriés afin de protéger la confidentialité et le caractère privé de ces renseignements.

ARTICLE 15 – MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS

15.1 Effet contraignant automatique des décisions rendues par les organisations antidopage signataires

15.1.1 Toute décision de violation des règles antidopage rendue par une *organisation antidopage signataire*, une instance d'appel (article 13.2.2 du *Code*) ou le *TAS*, après que les parties à la procédure en auront été notifiées, sera automatiquement contraignante pour les parties à la procédure, la FIA et ses *ASNs*, ainsi que pour tous les *signataires* dans tous les *sports*, avec les effets décrits ci-dessous:

15.1.1.1 Une décision rendue par toute organisation décrite ci-dessus et qui impose une *suspension provisoire* (après la tenue d'une *audience préliminaire*, ou après acceptation par le *Pilote* ou l'autre *personne* de la *suspension provisoire* ou renonciation à son droit

14.5.2 To facilitate WADA's oversight and appeal rights for *TUEs*, the FIA shall report all *TUE* applications, decisions and supporting documentation using ADAMS in accordance with the requirements and timelines contained in the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*.

14.5.3 To facilitate WADA's oversight and appeal rights for *Results Management*, the FIA shall report the following information into ADAMS in accordance with the requirements and timelines outlined in the *International Standard for Results Management*: (a) notifications of anti-doping rule violations and related decisions for *Adverse Analytical Findings*; (b) notifications and related decisions for other anti-doping rule violations that are not *Adverse Analytical Findings*; (c) whereabouts failures; and (d) any decision imposing, lifting or reinstating a *Provisional Suspension*.

14.5.4 The information described in this Article will be made accessible, where appropriate and in accordance with the applicable rules, to the *Driver*, the *Driver's National Anti-Doping Organisation*, and any other *Anti-Doping Organisations* with *Testing* authority over the *Driver*.

14.6 Data Privacy

14.6.1 The FIA may collect, store, process or disclose personal information relating to *Drivers* and other *Persons* where necessary and appropriate to conduct its *Anti-Doping Activities* under the *Code*, the *International Standards* (including specifically the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*), these *Anti-Doping Regulations*, and in compliance with applicable law.

14.6.2 Without limiting the foregoing, the FIA shall:

- (a) Only process personal information in accordance with a valid legal ground;
- (b) Notify any *Participant* or *Person* subject to these *Anti-Doping Regulations*, in a manner and form that complies with applicable laws and the *International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information*, that their personal information may be processed by the FIA and other *Persons* for the purpose of the implementation of these *Anti-Doping Regulations*;
- (c) Ensure that any third-party agents (including any *Delegated Third Party*) with whom the FIA shares the personal information of any *Participant* or *Person* is subject to appropriate technical and contractual controls to protect the confidentiality and privacy of such information.

ARTICLE 15 – IMPLEMENTATION OF DECISIONS

15.1 Automatic Binding Effect of Decisions by Signatory Anti-Doping Organisations

15.1.1 A decision of an anti-doping rule violation made by a *Signatory Anti-Doping Organisation*, an appellate body (Article 13.2.2 of the *Code*) or *CAS* shall, after the parties to the proceeding are notified, automatically be binding beyond the parties to the proceeding upon the FIA and the *ASNs*, as well as every *Signatory* in every sport with the effects described below:

15.1.1.1 A decision by any of the above-described bodies imposing a *Provisional Suspension* (after a *Provisional Hearing* has occurred or the *Driver* or other *Person* has either accepted the *Provisional Suspension* or has waived the right to a *Provisional Hearing*,

à une *audience préliminaire*, à une audience accélérée ou à un appel accéléré prévu à l'article 7.4.3) entraîne automatiquement l'interdiction pour le *Pilote* ou l'autre *personne* de participer (au sens de l'article 10.14.1) à tout sport relevant de la compétence d'un *signataire* durant la *suspension provisoire*.

expedited hearing or expedited appeal offered in accordance with Article 7.4.3) automatically prohibits the *Driver* or other *Person* from participation (as described in Article 10.14.1) in all sports within the authority of any *Signatory* during the *Provisional Suspension*.

15.1.1.2 Une décision rendue par toute organisation décrite ci-dessus et qui impose une période de *suspension* (après la tenue d'une audience ou la renonciation à une audience) entraîne automatiquement l'interdiction pour le *Pilote* ou l'autre *personne* de participer (au sens de l'article 10.14.1) à tout sport relevant de la compétence d'un *signataire* durant la période de *suspension*.

15.1.1.2A decision by any of the above-described bodies imposing a period of *Ineligibility* (after a hearing has occurred or been waived) automatically prohibits the *Driver* or other *Person* from participation (as described in Article 10.14.1) in all sports within the authority of any *Signatory* for the period of *Ineligibility*.

15.1.1.3 Une décision rendue par toute organisation décrite ci-dessus et qui accepte une violation des règles antidopage est automatiquement contraignante pour tous les *signataires*.

15.1.1.3A decision by any of the above-described bodies accepting an anti-doping rule violation automatically binds all *Signatories*.

15.1.1.4 Une décision rendue par toute organisation décrite ci-dessus et qui *annule* les résultats conformément à l'article 10.10 pour une période spécifiée *annule* automatiquement tous les résultats obtenus relevant de la compétence d'un *signataire* durant la période spécifiée.

15.1.1.4A decision by any of the above-described bodies to *Disqualify* results under Article 10.10 for a specified period automatically *Disqualifies* all results obtained within the authority of any *Signatory* during the specified period.

15.1.2 La *FIA* et ses *ASNs* sont dans l'obligation de reconnaître et d'appliquer une décision et ses effets conformément à l'article 15.1.1, sans qu'aucune autre action ne soit nécessaire, à la première des deux dates suivantes : soit la date à laquelle la *FIA* reçoit la notification de la décision, soit la date à laquelle la décision est enregistrée dans *ADAMS*.

15.1.2 The *FIA* and the *ASNs* shall recognize and implement a decision and its effects as required by Article 15.1.1, without any further action required, on the earlier of the date the *FIA* receives actual notice of the decision or the date the decision is placed into *ADAMS*.

15.1.3 Une décision rendue par une *organisation antidopage*, une instance nationale d'appel ou le *TAS* et qui lève des *conséquences* ou les assortit du sursis sera contraignante pour la *FIA* et ses *fédérations nationales* sans qu'aucune autre action ne soit nécessaire, à la première des deux dates suivantes : soit la date à laquelle la *FIA* reçoit la notification de la décision, soit la date à laquelle la décision est enregistrée dans *ADAMS*.

15.1.3 A decision by an *Anti-Doping Organisation*, a national appellate body or *CAS* to suspend, or lift, *Consequences* shall be binding upon the *FIA* and the *ASNs* without any further action required, on the earlier of the date the *FIA* receives actual notice of the decision or the date the decision is placed into *ADAMS*.

15.1.4 Cependant, nonobstant les dispositions de l'article 15.1.1, une décision de violation des règles antidopage rendue par une *organisation responsable de grandes manifestations* dans le cadre d'une procédure accélérée au cours d'une *manifestation* ne sera pas contraignante pour la *FIA* et ses *ASNs* à moins que les règles de l'*organisation responsable de grandes manifestations* ne donnent au *Pilote* ou à l'autre *personne* la possibilité de faire appel selon des procédures non accélérées.⁷⁰

15.1.4 Notwithstanding any provision in Article 15.1.1, however, a decision of an anti-doping rule violation by a *Major Event Organisation* made in an expedited process during an *Event* shall not be binding on the *FIA* or the *ASNs* unless the rules of the *Major Event Organisation* provide the *Driver* or other *Person* with an opportunity to an appeal under non-expedited procedures.⁷⁰

15.2 Mise en œuvre d'autres décisions rendues par des organisations antidopage

La *FIA* et ses *ASNs* peuvent décider de mettre en œuvre d'autres décisions antidopage rendues par des *organisations antidopage* non décrites à l'article 15.1.1 ci-dessus, telles qu'une *suspension provisoire* précédant une *audience préliminaire* ou l'acceptation de la part du *Pilote* ou de l'autre *personne*.⁷¹

15.2 Implementation of Other Decisions by Anti-Doping Organisations

The *FIA* and the *ASNs* may decide to implement other anti-doping decisions rendered by *Anti-Doping Organisations* not described in Article 15.1.1 above, such as a *Provisional Suspension* prior to a *Provisional Hearing* or acceptance by the *Driver* or other *Person*.⁷¹

70 [Commentaire sur l'article 15.1.4 : À titre d'exemple, lorsque les règles de l'organisation responsable de grandes manifestations donnent au *Pilote* ou à l'autre *personne* la possibilité de choisir entre un appel accéléré auprès du *TAS* ou un appel selon la procédure normale du *TAS*, la décision finale rendue par l'organisation responsable de grandes manifestations est contraignante pour les autres *signataires*, que le *Pilote* ou l'autre *personne* choisisse ou non l'option de l'appel accéléré.]

70 [Comment to Article 15.1.4: By way of example, where the rules of the *Major Event Organisation* give the *Driver* or other *Person* the option of choosing an expedited *CAS* appeal or a *CAS* appeal under normal *CAS* procedure, the final decision or adjudication by the *Major Event Organisation* is binding on other *Signatories* regardless of whether the *Driver* or other *Person* chooses the expedited appeal option.]

71 [Commentaire sur les articles 15.1 et 15.2 : Les décisions de l'organisation antidopage rendues en vertu de l'article 15.1 sont appliquées automatiquement par les autres *signataires* sans que ceux-ci ne soient dans l'obligation d'adopter d'autres décisions ni d'entreprendre d'autres actions. Par exemple, lorsqu'une organisation nationale antidopage décide d'imposer à un *Pilote* une *suspension provisoire*, cette décision aura un effet automatique au niveau de la fédération internationale. À des fins de clarification, la « décision » est celle rendue par l'organisation nationale antidopage et la fédération internationale n'est tenue de rendre aucune décision distincte. Ainsi, toute affirmation de la part du *Pilote* selon laquelle la *suspension provisoire* a été imposée de manière induue ne peut être alléguée qu'à l'encontre de l'organisation nationale

71 [Comment to Articles 15.1 and 15.2: *Anti-Doping Organisation* decisions under Article 15.1 are implemented automatically by other *Signatories* without the requirement of any decision or further action on the *Signatories'* part. For example, when a *National Anti-Doping Organisation* decides to *Provisionally Suspend a Driver*, that decision is given automatic effect at the *International Federation* level. To be clear, the "decision" is the one made by the *National Anti-Doping Organisation*, there is not a separate decision to be made by the *International Federation*. Thus, any claim by the *Driver* that the *Provisional Suspension* was improperly imposed can only be asserted against the *National Anti-Doping Organisation*. Implementation of *Anti-Doping Organisations'* decisions under Article 15.2 is subject to each *Signatory's* discretion. A *Signatory's* implementation of a decision under Article 15.1 or Article 15.2 is not

15.3 Mise en œuvre de décisions rendues par une organisation qui n'est pas signataire

Une décision antidopage rendue par une organisation qui n'est pas *signataire* du Code sera mise en œuvre par la FIA et ses ASNs si la FIA établit que cette décision rentre dans le champ de compétence de cette organisation et que les règles antidopage de cette organisation sont par ailleurs conformes au Code.⁷²

ARTICLE 16 – PRESCRIPTION

Aucune procédure pour violation des règles antidopage ne peut être engagée contre un *Pilote* ou une autre *personne* sans que la violation des règles antidopage n'ait été notifiée conformément à l'article 7, ou qu'une tentative de notification n'ait été dûment entreprise, dans les dix (10) ans à compter de la date de la violation alléguée.

ARTICLE 17 – ÉDUCATION

La FIA planifiera, mettra en œuvre, évaluera, et fera la promotion de l'éducation conformément à l'article 18.2 du Code et au *Standard international* pour l'éducation.

ARTICLE 18 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DES ASNS

- 18.1** Toutes les ASNs et leurs membres respecteront le Code, les standards internationaux, ainsi que le Règlement. Toutes les ASNs et les membres de celles-ci incluront dans leurs politiques, règles et programmes, les dispositions nécessaires pour s'assurer que la FIA soit en mesure d'appliquer directement le Règlement (y compris la réalisation de contrôles) aux *Pilotes* et aux autres *personnes* sous son autorité tel qu'indiqué dans l'introduction du Règlement (section « Application du Règlement » dans l'Introduction).
- 18.2** Chaque ASN incorporera le Règlement directement ou par référence dans ses statuts, sa constitution et/ou les règles de son sport liant ses membres afin que l'ASN puisse les appliquer directement aux *Pilotes* (y compris aux *Pilotes de niveau national*) et aux autres *personnes* sous son autorité.
- 18.3** En adoptant le Règlement et en l'incorporant dans leurs statuts et règles sportives, les ASNs collaboreront avec et soutiendront la FIA dans ses fonctions. En outre, elles reconnaîtront, respecteront, et mettront en œuvre toute décision prise en vertu du Règlement, y compris les décisions imposant des sanctions à l'encontre d'une *personne* sous leur autorité.

antidopage. L'application des décisions des organisations antidopage en vertu de l'article 15.2 relève de l'appréciation de chaque signataire. L'application par un signataire d'une décision en vertu de l'article 15.1 ou de l'article 15.2 ne peut pas faire l'objet d'un appel séparément des autres appels se rapportant à la décision en cause. L'étendue de la reconnaissance des décisions d'AUT rendues par d'autres organisations antidopage sera déterminée par l'article 4.4 et par le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.]

72 [Commentaire sur l'article 15.3 : Lorsque la décision d'une organisation qui n'a pas accepté le Code est à certains égards conforme au Code et ne l'est pas à d'autres égards, la FIA, les autres signataires et les fédérations nationales devraient tenter d'appliquer la décision en harmonie avec les principes du Code. Par exemple, si dans un processus conforme au Code, un non-signataire a décidé qu'un *Pilote* a commis une violation des règles antidopage en raison de la présence d'une substance interdite dans l'organisme du *Pilote*, mais que la période de suspension appliquée est plus courte que celle prévue par le Code, la FIA et tous les autres signataires devraient reconnaître la décision de violation des règles antidopage et l'organisation nationale antidopage du *Pilote* devrait mener une audience conformément à l'article 8 afin de déterminer s'il convient d'imposer la période de suspension plus longue prévue par le Code. L'application par la FIA ou par un autre signataire d'une décision, ou leur décision de ne pas appliquer une décision en vertu de l'article 15.3, peut faire l'objet d'un appel conformément à l'article 13.]

15.3 Implementation of Decisions by Body that is not a Signatory

An anti-doping decision by a body that is not a *Signatory* to the Code shall be implemented by the FIA and the ASNs, if the FIA finds that the decision purports to be within the authority of that body and the anti-doping rules of that body are otherwise consistent with the Code.⁷²

ARTICLE 16.– STATUTE OF LIMITATIONS

No anti-doping rule violation proceeding may be commenced against a *Driver* or other *Person* unless he or she has been notified of the anti-doping rule violation as provided in Article 7, or notification has been reasonably attempted, within ten (10) years from the date the violation is asserted to have occurred.

ARTICLE 17 – EDUCATION

The FIA shall plan, implement, evaluate and promote *Education* in line with the requirements of Article 18.2 of the Code and the *International Standard for Education*.

ARTICLE 18 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF ASNS

- 18.1** All ASNs and their members shall comply with the Code, *International Standards*, and these Anti-Doping Regulations. All ASNs and other members shall include in their policies, rules and programs the provisions necessary to ensure that the FIA may enforce these Anti-Doping Regulations (including carrying out *Testing*) directly in respect of *Drivers* and other *Persons* under their anti-doping authority as specified in the Introduction to these Anti-Doping Regulations (Section "Scope of these Anti-Doping Regulations" in the Introduction).
- 18.2** Each ASN shall incorporate these Anti-Doping Regulations either directly or by reference into its governing documents, constitution and/or rules as part of the rules of sport that bind their members so that the ASN may enforce them itself directly in respect of *Drivers* (including *National-Level Drivers*) and other *Persons* under its anti-doping authority.
- 18.3** By adopting these Anti-Doping Regulations, and incorporating them into their governing documents and rules of sport, ASNs shall cooperate with and support the FIA in that function. They shall also recognize, abide by and implement the decisions made pursuant to these Anti-Doping Regulations, including the decisions imposing sanctions on *Persons* under their authority.

appealable separately from any appeal of the underlying decision. The extent of recognition of TUE decisions of other Anti-Doping Organisations shall be determined by Article 4.4 and the International Standard for Therapeutic Use Exemptions.]

72 [Comment to Article 15.3: Where the decision of a body that has not accepted the Code is in some respects Code compliant and in other respects not Code compliant, the FIA, other Signatories and ASNs should attempt to apply the decision in harmony with the principles of the Code. For example, if in a process consistent with the Code a non-Signatory has found a *Driver* to have committed an anti-doping rule violation on account of the presence of a Prohibited Substance in the *Driver's* body but the period of Ineligibility applied is shorter than the period provided for in the Code, then the FIA and all other Signatories should recognize the finding of an anti-doping rule violation and the *Driver's* National Anti-Doping Organisation should conduct a hearing consistent with Article 8 to determine whether the longer period of Ineligibility provided in the Code should be imposed. the FIA or other Signatory's implementation of a decision, or their decision not to implement a decision under Article 15.3, is appealable under Article 13.]

- 18.4** Toutes les ASNs prendront des mesures appropriées pour s'assurer de leur conformité au *Code*, aux *standards internationaux*, ainsi qu'au *Règlement*.
- 18.5** Toutes les ASNs établiront des règles imposant que tous les *Pilotes* qui se préparent pour ou qui participent à une *compétition* ou à une activité autorisée ou organisée par une *ASN* ou l'une de ses organisations membres, ainsi que tous les membres du *personnel d'encadrement du Pilote* associés à ces *Pilotes*, acceptent comme condition de participation d'être liés par le *Règlement* et acceptent l'autorité de l'*organisation antidopage* en matière de *gestion des résultats* conformément au *Code*.
- 18.6** Toutes les ASNs signaleront à la *FIA* et à leur *organisation nationale antidopage* toute information suggérant ou concernant une violation des règles antidopage et collaboreront aux enquêtes menées par toute *organisation antidopage* compétente en la matière.
- 18.7** Toutes les ASNs mettront en place des règles disciplinaires pour empêcher que les membres du *personnel d'encadrement du Pilote* qui font usage de *substances interdites* ou de *méthodes interdites* sans justification valable n'apportent un soutien aux *Pilotes* relevant de la compétence de la *FIA* ou de l'*ASN*.
- 18.8** Toutes les ASNs dispenseront de l'éducation antidopage en coordination avec leur *organisation nationale antidopage*.
- 18.4** All ASNs shall take appropriate action to enforce compliance with the *Code*, *International Standards*, and these *Anti-Doping Regulations*.
- 18.5** All ASNs shall establish rules requiring all *Drivers* preparing for or participating in a *Competition* or activity authorised or organised by an *ASN* or one of its member organisations, and all *Driver Support Personnel* associated with such *Drivers*, to agree to be bound by these *Anti-Doping Regulations* and to submit to the *Results Management* authority of the *Anti-Doping Organisation* in conformity with the *Code* as a condition of such participation.
- 18.6** All ASNs shall report any information suggesting or relating to an anti-doping rule violation to the *FIA* and to their *National Anti-Doping Organisations* and shall cooperate with investigations conducted by any *Anti-Doping Organisation* with authority to conduct the investigation.
- 18.7** All ASNs shall have disciplinary rules in place to prevent *Driver Support Personnel* who are *Using Prohibited Substances* or *Prohibited Methods* without valid justification from providing support to *Drivers* under the authority of the *FIA* or the *ASN*.
- 18.8** All ASNs shall conduct anti-doping *Education* in coordination with their *National Anti-Doping Organisations*.

ARTICLE 19 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DE LA FIA

- 19.1** En plus des rôles et responsabilités des fédérations internationales décrites à l'article 20.3 du *Code*, la *FIA* rendra compte à l'*AMA* de sa conformité au *Code* et aux *standards internationaux* conformément à l'article 24.1.2 du *Code*.

ARTICLE 20 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DES SPORTIFS

- 20.1** Prendre connaissance du *Règlement* et s'y conformer.
- 20.2** Être disponibles en tout temps pour le prélèvement d'échantillons.⁷³
- 20.3** Assumer la responsabilité, dans le cadre de la lutte antidopage, de ce qu'ils ingèrent et de ce dont ils font usage.
- 20.4** Informer le personnel médical de leur obligation de ne pas faire usage de *substances interdites* et de *méthodes interdites* et s'assurer que tout traitement médical qu'ils reçoivent ne viole pas le *Règlement*.
- 20.5** Informer la *FIA* et leur *organisation nationale antidopage* de toute décision les concernant prise par un non-signataire relative à une violation des règles antidopage commise par le *Pilote* dans les dix (10) années écoulées.
- 20.6** Collaborer avec les *organisations antidopage* enquêtant sur des violations des règles antidopage.
- 20.7** Divulguer l'identité des membres du *personnel d'encadrement du Pilote* à la demande de la *FIA*, de l'*ASN* ou de toute autre *organisation antidopage* ayant autorité sur eux.

73 [Commentaire sur l'article 20.2 : Eu égard aux droits de l'Homme et au respect de la sphère privée des Pilotes, des considérations légitimes de lutte contre le dopage exigent parfois de prélever des échantillons tard le soir ou tôt le matin. Par exemple, il est connu que certains Pilotes font usage de faibles doses d'EPO durant cette tranche horaire afin que l'EPO soit indétectable le matin.]

ARTICLE 19 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE FIA

- 19.1** In addition to the roles and responsibilities described in Article 20.3 of the *Code* for International Federations, the *FIA* shall report to WADA on the *FIA's* compliance with the *Code* and the *International Standards* in accordance with Article 24.1.2 of the *Code*.

ARTICLE 20 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF DRIVERS

- 20.1** To be knowledgeable of and comply with these *Anti-Doping Regulations*.
- 20.2** To be available for *Sample* collection at all times.⁷³
- 20.3** To take responsibility, in the context of anti-doping, for what they ingest and *Use*.
- 20.4** To inform medical personnel of their obligation not to *Use Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* and to take responsibility to make sure that any medical treatment received does not violate these *Anti-Doping Regulations*.
- 20.5** To disclose to the *FIA* and their *National Anti-Doping Organisation* any decision by a non-Signatory finding that the *Driver* committed an anti-doping rule violation within the previous ten (10) years.
- 20.6** To cooperate with *Anti-Doping Organisations* investigating anti-doping rule violations.
- 20.7** To disclose the identity of their *Driver Support Personnel* upon request by the *FIA* or a *ASN*, or any other *Anti-Doping Organisation* with authority over the *Driver*.

73 [Comment on Article 20.2: With due regard to a Driver's human rights and privacy, legitimate anti-doping considerations sometimes require *Sample* collection late at night or early in the morning. For example, it is known that some *Drivers* *Use* low doses of *EPO* during these hours so that it will be undetectable in the morning.]

ARTICLE 21 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DU PERSONNEL D'ENCADREMENT DU SPORTIF

- 21.1 Prendre connaissance du *Règlement* et s'y conformer.
- 21.2 Collaborer dans le cadre du programme de contrôles des *Pilotes*.
- 21.3 Renforcer les valeurs et le comportement des *Pilotes* en faveur de l'antidopage.
- 21.4 Informer la *FIA* et son *organisation nationale antidopage* de toute décision le concernant prise par un non-signataire relative à une violation des règles antidopage commise dans les dix (10) années écoulées.
- 21.5 Collaborer avec les *organisations antidopage* enquêtant sur des violations des règles antidopage.
- 21.6 Le *personnel d'encadrement du Pilote* n'utilisera ni ne possèdera aucune *substance interdite* ou *méthode interdite* sans justification valable.

ARTICLE 22 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DES AUTRES PERSONNES SOUMISES AUX PRÉSENTES RÈGLES ANTIDOPAGE

- 22.1 Connaître le *Règlement* et s'y conformer.
- 22.2 Informer la *FIA* et leur *organisation nationale antidopage* de toute décision les concernant prise par un non-signataire relative à une violation des règles antidopage commise dans les dix (10) années écoulées.
- 22.3 Collaborer avec les *organisations antidopage* enquêtant sur des violations des règles antidopage.
- 22.4 Ne pas utiliser ni posséder de *substance interdite* ou de *méthode interdite* sans justification valable.

ARTICLE 23 – INTERPRÉTATION DU CODE

- 23.1 Le *Code*, dans sa version officielle, sera tenu à jour par l'*AMA* et publié en français et en anglais. En cas de conflit d'interprétation entre les versions française et anglaise du *Code*, la version anglaise fera foi.
- 23.2 Les commentaires qui accompagnent plusieurs dispositions du *Code* devront servir à son interprétation.
- 23.3 Le *Code* sera interprété comme un texte indépendant et autonome et non en référence à des lois ou statuts existants des *signataires* ou des gouvernements.
- 23.4 Les titres utilisés dans les diverses parties et articles du *Code* sont uniquement destinés à faciliter sa lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance du *Code*, ni ne sauraient affecter de quelque façon que ce soit le sens des dispositions auxquels ils se rapportent.
- 23.5 Sauf stipulation contraire, l'utilisation du terme « jours » dans le *Code* ou dans un *standard international* se rapporte aux jours de l'année civile.
- 23.6 Le *Code* ne s'applique pas rétroactivement aux causes en instance avant la date à laquelle le *Code* est accepté par le *signataire* et mis en œuvre dans ses règles. Toutefois, les violations des règles antidopage antérieures à l'entrée en vigueur du *Code* continueront

ARTICLE 21 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF DRIVER SUPPORT PERSONNEL

- 21.1 To be knowledgeable of and comply with these Anti-Doping Regulations.
- 21.2 To cooperate with the *Driver Testing* program.
- 21.3 To use their influence on *Driver* values and behaviour to foster anti-doping attitudes.
- 21.4 To disclose to the *FIA* and their *National Anti-Doping Organisation* any decision by a non-Signatory finding that they committed an anti-doping rule violation within the previous ten (10) years.
- 21.5 To cooperate with *Anti-Doping Organisations* investigating anti-doping rule violations.
- 21.6 *Driver Support Personnel* shall not Use or Possess any Prohibited Substance or Prohibited Method without valid justification.

ARTICLE 22 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF OTHER PERSONS SUBJECT TO THESE ANTI-DOPING RULES

- 22.1 To be knowledgeable of and comply with these Anti-Doping Regulations.
- 22.2 To disclose to the *FIA* and their *National Anti-Doping Organisation* any decision by a non-Signatory finding that they committed an anti-doping rule violation within the previous ten (10) years.
- 22.3 To cooperate with *Anti-Doping Organisations* investigating anti-doping rule violations.
- 22.4 Not to Use or Possess any Prohibited Substance or Prohibited Method without valid justification.

ARTICLE 23 – INTERPRETATION OF THE CODE

- 23.1 The official text of the *Code* shall be maintained by *WADA* and shall be published in English and French. In the event of any conflict between the English and French versions, the English version shall prevail.
- 23.2 The comments annotating various provisions of the *Code* shall be used to interpret the *Code*.
- 23.3 The *Code* shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to the existing law or statutes of the *Signatories* or governments.
- 23.4 The headings used for the various Parts and Articles of the *Code* are for convenience only and shall not be deemed part of the substance of the *Code* or to affect in any way the language of the provisions to which they refer.
- 23.5 Where the term "days" is used in the *Code* or an *International Standard*, it shall mean calendar days unless otherwise specified.
- 23.6 The *Code* shall not apply retroactively to matters pending before the date the *Code* is accepted by a *Signatory* and implemented in its rules. However, pre-*Code* anti-doping rule violations would continue to count as "First violations" or "Second violations" for

à compter comme des « premières violations » ou des « deuxièmes violations » aux fins de déterminer les sanctions infligées en vertu de l'article 10 pour des violations survenant après l'entrée en vigueur du Code.

purposes of determining sanctions under Article 10 for subsequent post-Code violations.

23.7 La rubrique « Objet, portée et organisation du Programme mondial antidopage et du Code » et le Supplément 1 (Définitions) seront considérés comme faisant partie intégrante du Code.

23.7 The Purpose, Scope and Organisation of the World Anti-Doping Program and the Code and Supplement 1, Definitions shall be considered integral parts of the Code.

ARTICLE 24 – DISPOSITIONS FINALES

24.1 Sauf stipulation contraire, l'utilisation du terme « jours » dans le Règlement se rapporte aux jours de l'année civile.

ARTICLE 24 – FINAL PROVISIONS

24.1 Where the term "days" is used in these Anti-Doping Regulations, it shall mean calendar days unless otherwise specified.

24.2 Le Règlement sera interprété comme un texte indépendant et autonome et non en référence à des lois ou statuts existants.

24.2 These Anti-Doping Regulations shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to existing law or statutes.

24.3 Le Règlement a été adopté en vertu des dispositions applicables dans le Code et les standards internationaux et doivent être interprétés de manière cohérente avec les dispositions du Code et des standards internationaux. Le Code et les standards internationaux seront considérés comme, faisant partie intégrante des présentes règles antidopage et, en cas de conflit, feront foi.

24.3 These Anti-Doping Regulations have been adopted pursuant to the applicable provisions of the Code and the International Standards and shall be interpreted in a manner that is consistent with applicable provisions of the Code and the International Standards. The Code and the International Standards shall be considered integral parts of these Anti-Doping Regulations and shall prevail in case of conflict.

24.4 L'introduction et le Supplément 1 seront considérés comme faisant partie intégrante du Règlement.

24.4 The Introduction and Supplement 1 shall be considered integral parts of these Anti-Doping Regulations.

24.5 Les commentaires qui accompagnent plusieurs dispositions du Règlement devront servir à leur interprétation.

24.5 The comments annotating various provisions of these Anti-Doping Regulations shall be used to interpret these Anti-Doping Regulations.

24.6 Le Règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2021 (« Date d'entrée en vigueur »). Il se substitue à toutes les règles antidopage précédentes de la FIA.

24.6 These Anti-Doping Regulations shall enter into force on 1 January 2021 (the "Effective Date"). They repeal any previous version of the FIA's Anti-Doping Regulations.

24.7 Le Règlement ne s'appliquera pas aux causes en instance avant la date d'entrée en vigueur. Toutefois :

24.7 These Anti-Doping Regulations shall not apply retroactively to matters pending before the Effective Date. However:

24.7.1 Les violations des règles antidopage antérieures à la Date d'entrée en vigueur continueront à compter comme des « premières violations » ou des « deuxièmes violations » aux fins de déterminer les sanctions infligées en vertu de l'article 10 pour des violations survenant après la Date d'entrée en vigueur.

24.7.1 Anti-doping rule violations taking place prior to the Effective Date count as "first violations" or "second violations" for purposes of determining sanctions under Article 10 for violations taking place after the Effective Date.

24.7.2 Tout cas en lien avec une violation des règles antidopage qui est en cours à la Date d'entrée en vigueur et qui est poursuivi après la Date d'entrée en vigueur sur le fondement d'une violation des règles antidopage survenue avant la Date d'entrée en vigueur sera régi par les règles antidopage de fond en vigueur au moment où la violation alléguée des règles antidopage s'est produite, et non par les règles antidopage de fond énoncées dans le Règlement, à moins que la formation instruisant le cas ne détermine que le principe de rétroactivité de la « lex mitior » ne s'applique aux circonstances propres au cas. Dans ce but, les périodes rétroactives au cours desquelles des violations antérieures peuvent être considérées aux fins de violations multiples en vertu de l'article 10.9.4, ainsi que la prescription énoncée à l'article 16, sont des règles de procédure et non de fond qui devraient s'appliquer rétroactivement en parallèle avec toutes les autres règles de procédure du Règlement (étant cependant précisé que l'article 16 ne s'appliquera rétroactivement que si le délai de prescription n'a pas déjà expiré à la Date d'entrée en vigueur).

24.7.2 Any anti-doping rule violation case which is pending as of the Effective Date and any anti-doping rule violation case brought after the Effective Date based on an anti-doping rule violation which occurred prior to the Effective Date, shall be governed by the substantive anti-doping rules in effect at the time the alleged anti-doping rule violation occurred, and not by the substantive anti-doping rules set out in these Anti-Doping Regulations, unless the panel hearing the case determines the principle of "lex mitior" appropriately applies under the circumstances of the case. For these purposes, the retrospective periods in which prior violations can be considered for purposes of multiple violations under Article 10.9.4 and the statute of limitations set forth in Article 16 are procedural rules, not substantive rules, and should be applied retroactively along with all of the other procedural rules in these Anti-Doping Regulations (provided, however, that Article 16 shall only be applied retroactively if the statute of limitations period has not already expired by the Effective Date).

24.7.3 Toute violation de l'article 2.4 en matière de localisation (manquement à l'obligation de transmettre des informations sur la localisation ou contrôle manqué, conformément aux définitions données à ces termes par le Standard international pour la gestion

24.7.3 Any Article 2.4 whereabouts failure (whether a filing failure or a missed test, as those terms are defined in the International Standard for Results Management) prior to the Effective Date shall be carried forward and may be relied upon, prior to

des résultats) commise avant la Date d'entrée en vigueur devra être poursuivie et peut être prise en compte, avant son expiration, conformément au *Standard international pour la gestion des résultats*, mais sera considérée comme ayant expiré douze (12) mois après avoir été commise.

expiry, in accordance with the *International Standard for Results Management*, but it shall be deemed to have expired twelve (12) months after it occurred.

- 24.7.4** Si une décision finale concluant à une violation des règles antidopage est rendue avant la Date d'entrée en vigueur, mais que le *Pilote* ou l'*autre personne* est encore sous le coup de la *suspension* à la Date d'entrée en vigueur, le *Pilote* ou l'*autre personne* peut demander à la *FIA* ou à l'*organisation antidopage* responsable de la *gestion des résultats* en relation avec la violation des règles antidopage d'envisager une réduction de la période de *suspension* sur la base du *Règlement*. Cette demande doit être présentée avant l'expiration de la période de *suspension*. La décision rendue peut faire l'objet d'un appel conformément à l'article 13.2. Les dispositions du *Règlement* ne pourront s'appliquer à un cas de violation des règles antidopage pour lequel la décision finale concluant à une violation des règles antidopage a été rendue, si la période de *suspension* a expiré.
- 24.7.5** Aux fins de l'évaluation de la période de *suspension* pour une deuxième violation au titre de l'article 10.9.1, lorsque la sanction pour la première violation a été déterminée sur la base des règles en vigueur avant la Date d'entrée en vigueur, la période de *suspension* qui aurait été évaluée pour cette première violation si le *Règlement* avait été applicable devra être appliquée.⁷⁴
- 24.7.6** Les changements apportés à la *Liste des interdictions* et aux *documents techniques* relatifs aux substances ou méthodes figurant dans la *Liste des interdictions* ne s'appliqueront pas rétroactivement, sauf disposition contraire. Toutefois, à titre d'exception, lorsqu'une *substance interdite* ou méthode interdite a été retirée de la *Liste des interdictions*, un *Pilote* ou une *autre personne* sous le coup d'une *suspension* en raison de la *substance interdite* ou *méthode interdite* jusque-là peut demander à la *FIA* ou à l'*organisation antidopage* qui était responsable de la *gestion des résultats* en relation avec la violation des règles antidopage d'envisager une réduction de la période de *suspension* au vu de la suppression de la substance ou méthode de la *Liste des interdictions*.
- 24.8** Le *Règlement* est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.
- 24.7.4** With respect to cases where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered prior to the Effective Date, but the *Driver* or other *Person* is still serving the period of *Ineligibility* as of the Effective Date, the *Driver* or other *Person* may apply to the *FIA* or other *Anti-Doping Organisation* which had *Results Management* responsibility for the anti-doping rule violation to consider a reduction in the period of *Ineligibility* in light of these *Anti-Doping Regulations*. Such application must be made before the period of *Ineligibility* has expired. The decision rendered may be appealed pursuant to Article 13.2. These *Anti-Doping Regulations* shall have no application to any case where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered and the period of *Ineligibility* has expired.
- 24.7.5** For purposes of assessing the period of *Ineligibility* for a second violation under Article 10.9.1, where the sanction for the first violation was determined based on rules in force prior to the Effective Date, the period of *Ineligibility* which would have been assessed for that first violation had these *Anti-Doping Regulations* been applicable, shall be applied.⁷⁴
- 24.7.6** Changes to the *Prohibited List* and *Technical Documents* relating to substances or methods on the *Prohibited List* shall not, unless they specifically provide otherwise, be applied retroactively. As an exception, however, when a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* has been removed from the *Prohibited List*, a *Driver* or other *Person* currently serving a period of *Ineligibility* on account of the formerly *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* may apply to the *FIA* or other *Anti-Doping Organisation* which had *Results Management* responsibility for the anti-doping rule violation to consider a reduction in the period of *Ineligibility* in light of the removal of the substance or method from the *Prohibited List*.
- 24.8** The *Regulations* are published in French and in English. In case of a difference of interpretation between the two texts, the English text takes precedence.

⁷⁴ [Commentaire à l'article 24.7.5 : À l'exception de la situation décrite à l'article 24.7.5, lorsqu'une décision finale concluant à une violation des règles antidopage a été rendue avant la date d'entrée en vigueur et que la période de suspension imposée a été entièrement purgée, le Règlement ne peut pas être utilisé pour requalifier la violation antérieure.]

⁷⁴ [Comment to Article 24.7.5: Other than the situation described in Article 24.7.5, where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered prior to the Effective Date and the period of Ineligibility imposed has been completely served, these Anti-Doping Regulations may not be used to re-characterize the prior violation.]

SUPPLEMENT I : DÉFINITIONS⁷⁵

ADAMS : Acronyme anglais de Système d'administration et de gestion antidopage (Anti-Doping Administration and Management System), soit un instrument de gestion en ligne, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données.

CDA : Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA.

Administration : Fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition, sauf si les circonstances dans leur ensemble démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive.

Résultat d'analyse anormal : Rapport d'un laboratoire accrédité par l'AMA ou d'un autre laboratoire approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le *Standard international* pour les laboratoires, établit la présence dans un échantillon d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs ou l'usage d'une méthode interdite.

Résultat de Passeport anormal : Rapport identifié comme un résultat de Passeport anormal tel que décrit dans les standards internationaux applicables.

Circonstances aggravantes : Circonstances impliquant un Pilote ou une autre personne ou actions entreprises par un Pilote ou une autre personne, susceptibles de justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue que la sanction standard. Ces circonstances et actions incluent notamment les cas suivants : le Pilote ou l'autre personne a fait usage ou a été en possession de plusieurs substances interdites ou méthodes interdites, a fait usage ou a été en possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite en plusieurs occasions ou a commis plusieurs autres violations des règles antidopage ; un individu normal bénéficierait selon toute probabilité des effets de la ou des violation(s) des règles antidopage entraînant une amélioration des performances au-delà de la période de suspension normalement applicable ; le Pilote ou l'autre personne a adopté un comportement trompeur ou obstructionniste pour éviter la détection ou la sanction d'une violation des règles antidopage ; ou le Pilote ou l'autre personne a commis une falsification durant la gestion des résultats. Pour dissiper tout doute, les exemples de circonstances et de comportements décrits ci-dessus ne sont pas exclusifs et d'autres circonstances ou comportements similaires peuvent également justifier l'imposition d'une période de suspension plus longue.

Activités antidopage : Éducation et information antidopage, planification de la répartition des contrôles, gestion d'un groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles, gestion des Passeports biologiques du Pilote, réalisation de contrôles, organisation de l'analyse des échantillons, recueil de renseignements et réalisation d'enquêtes, traitement des demandes d'AUT, gestion des résultats, supervision et exécution du respect des conséquences imposées, et toutes les autres activités liées à la lutte contre le dopage effectuées par une organisation antidopage ou pour son compte selon les dispositions du Code et/ou des standards internationaux.

SUPPLEMENT 1 : DEFINITIONS⁷⁵

ADAMS: The Anti-Doping Administration and Management System is a Web-based database management tool for data entry, storage, sharing, and reporting designed to assist stakeholders and WADA in their anti-doping operations in conjunction with data protection legislation.

ADC: The FIA Anti-Doping Disciplinary Committee.

Administration: Providing, supplying, supervising, facilitating, or otherwise participating in the Use or Attempted Use by another Person of a Prohibited Substance or Prohibited Method. However, this definition shall not include the actions of bona fide medical personnel involving a Prohibited Substance or Prohibited Method Used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification and shall not include actions involving Prohibited Substances which are not prohibited in Out-of-Competition Testing unless the circumstances as a whole demonstrate that such Prohibited Substances are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

Adverse Analytical Finding: A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory that, consistent with the *International Standard for Laboratories*, establishes in a Sample the presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers or evidence of the Use of a Prohibited Method.

Adverse Passport Finding: A report identified as an Adverse Passport Finding as described in the applicable *International Standards*.

Aggravating Circumstances: Circumstances involving, or actions by, a Driver or other Person which may justify the imposition of a period of Ineligibility greater than the standard sanction. Such circumstances and actions shall include, but are not limited to: the Driver or other Person Used or Possessed multiple Prohibited Substances or Prohibited Methods, Used or Possessed a Prohibited Substance or Prohibited Method on multiple occasions or committed multiple other anti-doping rule violations; a normal individual would be likely to enjoy the performance-enhancing effects of the anti-doping rule violation(s) beyond the otherwise applicable period of Ineligibility; the Driver or Person engaged in deceptive or obstructive conduct to avoid the detection or adjudication of an anti-doping rule violation; or the Driver or other Person engaged in Tampering during Results Management. For the avoidance of doubt, the examples of circumstances and conduct described herein are not exclusive and other similar circumstances or conduct may also justify the imposition of a longer period of Ineligibility.

Anti-Doping Activities: Anti-doping Education and information, test distribution planning, maintenance of a Registered Testing Pool, managing Driver Biological Passports, conducting Testing, organizing analysis of Samples, gathering of intelligence and conduct of investigations, processing of TUE applications, Results Management, monitoring and enforcing compliance with any Consequences imposed, and all other activities related to anti-doping to be carried out by or on behalf of an Anti-Doping Organisation, as set out in the Code and/or the *International Standards*.

75 [Commentaire sur Définitions : Les termes définis incluent les formes au pluriel et au passif ainsi que leur utilisation à l'intérieur d'expressions composées.]

75 [Comment to Definitions: Defined terms shall include their plural and possessive forms, as well as those terms used as other parts of speech.]

Organisation antidopage : L'AMA ou un signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend, par exemple, le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, d'autres organisations responsables de grandes manifestations qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité, les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.

ASN : Club National ou Fédération Nationale reconnu(e) par la FIA comme seul détenteur du pouvoir sportif dans un pays (comme stipulé à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA).

Tentative : Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Cependant, il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative si la personne renonce à la tentative avant d'avoir été surprise par un tiers non impliqué dans la tentative.

Résultat atypique : Rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le *Standard international* pour les laboratoires ou les documents techniques connexes avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi.

Résultat de Passeport atypique : Rapport identifié comme un résultat de Passeport atypique tel que décrit dans les standards internationaux applicables.

TAS : Le Tribunal arbitral du sport.

Code : Le Code mondial antidopage.

Compétition : Activité unique de sport automobile avec ses propres résultats. Elle peut comprendre une (des) manche(s) et une finale, des essais libres, des essais qualificatifs et les résultats de plusieurs catégories ou être divisée de manière similaire, mais doit être terminée à la fin de l'Épreuve. Sont considérés comme une compétition : les Courses sur circuit, les Rallyes, les Rallyes Tout-Terrain, les Courses d'Accélération (dragster), les Courses de Côte, les Tentatives de Record, les Tentatives, les Tests, le drifting et toute autre forme de compétition à la discrétion de la FIA, comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA.

Conséquences des violations des règles antidopage (« conséquences ») : La violation par un Pilote ou une autre personne d'une règle antidopage peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes : (a) *Annulation*, ce qui signifie que les résultats du Pilote dans une compétition particulière ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des médailles, points et prix ; (b) *Suspension*, ce qui signifie qu'il est interdit au Pilote ou à l'autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée tel que stipulé à l'article 10.14 ; (c) *Suspension provisoire*, ce qui signifie qu'il est interdit au Pilote ou à l'autre personne de participer à toute compétition ou activité jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'article 8 ; (d) *Conséquences financières*, ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage ; et (e) *Divulgaration publique*, ce qui signifie la divulgation ou la distribution d'informations au grand public ou à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable conformément à l'article 14. Les équipes dans les sports d'équipe peuvent également se voir imposer des conséquences conformément aux dispositions de l'article 11.

Produit contaminé : Produit qui contient une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur Internet.

Limite de décision : Valeur du résultat d'une substance à seuil dans un échantillon au-delà de laquelle un résultat d'analyse anormal doit être rapporté, telle que définie dans le *Standard international* pour les laboratoires.

Anti-Doping Organisation: WADA or a Signatory that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the Doping Control process. This includes, for example, the International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, other Major Event Organisations that conduct Testing at their Events, International Federations, and National Anti-Doping Organisations.

ASN: A national automobile club, association or federation recognised by the FIA as sole holder of the sporting power in a country (as stipulated in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code).

Attempt: Purposely engaging in conduct that constitutes a substantial step in a course of conduct planned to culminate in the commission of an anti-doping rule violation. Provided, however, there shall be no anti-doping rule violation based solely on an Attempt to commit a violation if the Person renounces the Attempt prior to it being discovered by a third party not involved in the Attempt.

Atypical Finding: A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory which requires further investigation as provided by the *International Standard* for Laboratories or related *Technical Documents* prior to the determination of an *Adverse Analytical Finding*.

Atypical Passport Finding: A report described as an *Atypical Passport Finding* as described in the applicable *International Standards*.

CAS: The Court of Arbitration for Sport.

Code: The World Anti-Doping Code.

Competition: Single motor sport activity with its own results. It may comprise one or more heats and a final, free practice, qualifying practice sessions and results of several categories or be divided in some similar manner, but must be completed by the end of the Event. The following are considered as a Competition: Circuit Races, Rallies, Cross-Country Rallies, Drag Races, Hill Climbs, Record Attempts, Tests, Trials, drifting and other forms of Competitions at the discretion of the FIA, as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code.

Consequences of Anti-Doping Rule Violations ("Consequences"): A Driver's or other Person's violation of an anti-doping rule may result in one or more of the following: (a) *Disqualification* means the Driver's results in a particular Competition or Event are invalidated, with all resulting Consequences including forfeiture of any medals, points and prizes; (b) *Ineligibility* means the Driver or other Person is barred on account of an anti-doping rule violation for a specified period of time from participating in any Competition or other activity or funding as provided in Article 10.14; (c) *Provisional Suspension* means the Driver or other Person is barred temporarily from participating in any Competition or activity prior to the final decision at a hearing conducted under Article 8; (d) *Financial Consequences* means a financial sanction imposed for an anti-doping rule violation or to recover costs associated with an anti-doping rule violation; and (e) *Public Disclosure* means the dissemination or distribution of information to the general public or Persons beyond those Persons entitled to earlier notification in accordance with Article 14. Teams in Team Sports may also be subject to Consequences as provided in Article 11.

Contaminated Product: A product that contains a Prohibited Substance that is not disclosed on the product label or in information available in a reasonable Internet search.

Decision Limit: The value of the result for a threshold substance in a Sample, above which an Adverse Analytical Finding shall be reported, as defined in the *International Standard* for Laboratories.

Tiers délégué : Toute personne à qui la FIA délègue tout aspect du contrôle du dopage ou des programmes d'éducation antidopage, y compris, mais pas exclusivement, des tiers ou d'autres organisations antidopage qui procèdent au prélèvement des échantillons, fournissent d'autres services de contrôle du dopage ou réalisent des programmes d'éducation antidopage pour la FIA, ou des individus faisant office de sous-traitants indépendants qui assurent des services de contrôle du dopage pour la FIA (par exemple, agents de contrôle du dopage non salariés ou escortes). Cette définition n'inclut pas le TAS.

Annulation : Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessous.

Contrôle du dopage : Toutes les étapes et toutes les procédures, allant de la planification de la répartition des contrôles jusqu'à la décision finale en appel et à l'application des conséquences, en passant par toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, y compris, mais pas exclusivement, les contrôles, les enquêtes, la localisation, les AUT, le prélèvement et la manipulation des échantillons, les analyses de laboratoire, la gestion des résultats, ainsi que les enquêtes ou les procédures liées aux violations de l'article 10.14 (Statut durant une suspension ou une suspension provisoire).

Pilote : Tout conducteur ou passager (navigateur et copilote inclus), comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA, qui dispute une manifestation internationale et/ou une manifestation nationale. En ce qui concerne les pilotes qui ne sont ni de niveau international ni de niveau national, une organisation antidopage peut choisir : de réaliser des contrôles limités ou de ne réaliser aucun contrôle ; de procéder à des analyses d'échantillons portant sur un menu plus restreint de substances interdites ; de demander des informations de localisation restreintes ou de ne pas en demander ; ou de ne pas exiger à l'avance des AUT. Cependant, si une violation des règles antidopage prévue à l'Article 2.1, 2.3 ou 2.5 est commise par un pilote relevant d'une organisation antidopage et qui prend part à une compétition d'un niveau inférieur au niveau international ou national, les conséquences énoncées dans le Code doivent être appliquées. Aux fins des Articles 2.8 et 2.9 ainsi qu'à des fins d'information et d'éducation antidopage, toute personne qui prend part à une activité sportive et qui relève d'un signataire, d'un gouvernement ou d'une autre organisation sportive reconnaissant le Code est un pilote⁷⁶.

Passport biologique du Pilote : Programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes et le *Standard international* pour les laboratoires.

Personnel d'encadrement du Pilote : Tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un Pilote participant à des compétitions sportives ou s'y préparant ou qui le traite ou lui apporte son assistance.

Éducation : Processus consistant à inculquer des valeurs et à développer des comportements qui encouragent et protègent l'esprit sportif et à prévenir le dopage intentionnel et involontaire.

Manifestation : Série de compétitions individuelles se déroulant sous l'égide d'une organisation responsable (par exemple, les Jeux Olympiques, les Championnats du monde d'une fédération internationale ou les Jeux Panaméricains).

76 [Commentaire sur Pilote : Les individus qui prennent part au sport peuvent relever de l'une des cinq catégories suivantes : 1) Pilotes de niveau international, 2) Pilotes de niveau national, 3) individus qui ne sont ni des Pilotes de niveau international ni des Pilotes de niveau national, mais sur lesquels la fédération internationale ou l'organisation nationale antidopage a choisi d'exercer son autorité, 4) Pilotes de niveau récréatif et 5) individus sur lesquels aucune fédération internationale ou organisation nationale antidopage n'exerce son autorité ou n'a choisi de le faire. Tous les Pilotes de niveaux international et national sont assujettis aux règles antidopage du Code, et les définitions précises des compétitions de niveau international et de niveau national doivent figurer dans les règles antidopage respectives des fédérations internationales et des organisations nationales antidopage.]

Delegated Third Party: Any Person to which the FIA delegates any aspect of Doping Control or anti-doping Education programs including, but not limited to, third parties or other Anti-Doping Organisations that conduct Sample collection or other Doping Control services or anti-doping Educational programs for the FIA, or individuals serving as independent contractors who perform Doping Control services for the FIA (e.g., non-employee Doping Control officers or chaperones). This definition does not include CAS.

Disqualification: See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

Doping Control: All steps and processes from test distribution planning through to ultimate disposition of any appeal and the enforcement of Consequences, including all steps and processes in between, including but not limited to Testing, investigations, whereabouts, TUEs, Sample collection and handling, laboratory analysis, Results Management and investigations or proceedings relating to violations of Article 10.14 (Status During Ineligibility or Provisional Suspension).

Driver: Any driver or passenger (including navigator and co-driver), as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code, who competes in International Events and/or in National Events. In relation to Drivers who are neither International-Level nor National-Level Drivers, an Anti-Doping Organisation may elect to: conduct limited Testing or no Testing at all; analyze Samples for less than the full menu of Prohibited Substances; require limited or no whereabouts information; or not require advance TUEs. However, if an Article 2.1, 2.3 or 2.5 anti-doping rule violation is committed by any Driver over whom an Anti-Doping Organisation has elected to exercise its authority to test and who competes below the international or national level, then the Consequences set forth in the Code must be applied. For purposes of Article 2.8 and Article 2.9 and for purposes of anti-doping information and Education, any Person who participates in sport under the authority of any Signatory, government, or other sports organisation accepting the Code is a Driver.⁷⁶

Driver Biological Passport: The program and methods of gathering and collating data as described in the *International Standard for Testing and Investigations* and *International Standard for Laboratories*.

Driver Support Personnel: Any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical, paramedical personnel, parent or any other Person working with, treating or assisting a Driver participating in or preparing for sports Competition.

Education: The process of learning to instill values and develop behaviors that foster and protect the spirit of sport, and to prevent intentional and unintentional doping.

Event: A series of individual Competitions conducted together under one ruling body (e.g., the Olympic Games, World Championships of an International Federation, or Pan American Games).

76 [Comment to Driver: Individuals who participate in sport may fall in one of five categories: 1) International-Level Driver, 2) National-Level Driver, 3) individuals who are not International- or National-Level Drivers but over whom the International Federation or National Anti-Doping Organisation has chosen to exercise authority, 4) Recreational Driver, and 5) individuals over whom no International Federation or National Anti-Doping Organisation has, or has chosen to, exercise authority. All International- and National-Level Drivers are subject to the anti-doping rules of the Code, with the precise definitions of international and national level sport to be set forth in the anti-doping rules of the International Federations and National Anti-Doping Organisations.]

Durée de la manifestation : Période écoulée entre le début et la fin d'une manifestation, telle qu'établie par l'organisation responsable de la manifestation.

Sites de la manifestation : Sites désignés comme tels par l'organisme responsable de l'épreuve. Ils incluent de manière non-exhaustive : la piste (le Parcours), le Circuit, le paddock, le Parc Fermé, les parcs ou zones d'assistance, les parcs d'attente, les stands, les zones interdites au public, les zones de contrôle, les zones réservées aux médias, les zones de ravitaillement.

Faute : Tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée lié à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de faute d'un Pilote ou d'une autre personne incluent, par exemple, l'expérience du Pilote ou de l'autre personne, la question de savoir si le Pilote ou l'autre personne est une personne protégée, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le Pilote, ainsi que le degré de diligence exercé par le Pilote en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de faute du Pilote ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le Pilote ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un Pilote perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que le Pilote n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension au titre des articles 10.6.1 ou 10.6.2.⁷⁷

FIA : La Fédération Internationale de l'Automobile.

Conséquences financières : Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

En compétition : Période commençant à 23h59 la veille d'une compétition à laquelle le Pilote doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de prélèvement d'échantillons lié à cette compétition.⁷⁸

Programme des observateurs indépendants : Équipes d'observateurs et/ou d'auditeurs placés sous la supervision de l'AMA, qui observent le processus de contrôle du dopage, fournissent des conseils avant ou pendant certaines manifestations et rendent compte de leurs observations dans le cadre du programme de supervision de la conformité de l'AMA.

Sport individuel : Tout sport qui n'est pas un sport d'équipe.

Suspension : Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Indépendance institutionnelle : En appel, les instances d'audition seront totalement indépendantes sur le plan institutionnel de l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats. Elles ne doivent donc être en aucune manière administrées par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats ni lui être liées ou assujetties.

Event Period: The time between the beginning and end of an Event, as established by the ruling body of the Event.

Event Venues: Those venues so designated by the ruling body for the Event. They include, but are not limited to: the track (Course), the Circuit, the paddock, the Parc Fermé, the service parks or zones, the holding parks, the pits, the zones that are barred to the public, the control zones, the zones that are reserved for the media, the refuelling zones.

Fault: Fault is any breach of duty or any lack of care appropriate to a particular situation. Factors to be taken into consideration in assessing a Driver's or other Person's degree of Fault include, for example, the Driver's or other Person's experience, whether the Driver or other Person is a Protected Person, special considerations such as impairment, the degree of risk that should have been perceived by the Driver and the level of care and investigation exercised by the Driver in relation to what should have been the perceived level of risk. In assessing the Driver's or other Person's degree of Fault, the circumstances considered must be specific and relevant to explain the Driver's or other Person's departure from the expected standard of behaviour. Thus, for example, the fact that a Driver would lose the opportunity to earn large sums of money during a period of Ineligibility, or the fact that the Driver only has a short time left in a career, or the timing of the sporting calendar, would not be relevant factors to be considered in reducing the period of Ineligibility under Article 10.6.1 or 10.6.2.⁷⁷

FIA: The Federation Internationale de l'Automobile.

Financial Consequences: See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

In-Competition: The period commencing at 11:59 p.m. on the day before a Competition in which the Driver is scheduled to participate through the end of such Competition and the Sample collection process related to such Competition.⁷⁸

Independent Observer Program: A team of observers and/or auditors, under the supervision of WADA, who observe and provide guidance on the Doping Control process prior to or during certain Events and report on their observations as part of WADA's compliance monitoring program.

Individual Sport: Any sport that is not a Team Sport.

Ineligibility: See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

Institutional Independence: Hearing panels on appeal shall be fully independent institutionally from the Anti-Doping Organisation responsible for Results Management. They must therefore not in any way be administered by, connected or subject to the Anti-Doping Organisation responsible for Results Management.

⁷⁷ [Commentaire sur Faute : Le critère pour évaluer le degré de faute du Pilote est le même selon tous les articles lorsque la faute doit être prise en considération. Cependant, selon l'article 10.6.2, aucune réduction de sanction n'est appropriée sauf si, une fois le degré de faute évalué, la conclusion est qu'aucune faute ou négligence significative n'a été commise par le Pilote ou l'autre personne.]

⁷⁸ [Commentaire sur En compétition : L'existence d'une définition universellement acceptée d'une période « en compétition » assure une plus grande harmonisation entre les Pilotes, tous sports confondus, élimine ou réduit la confusion chez les Pilotes à propos de l'intervalle de temps applicable aux contrôles en compétition, évite les résultats d'analyse anormaux obtenus par inadvertance entre plusieurs compétitions durant une même manifestation et aide à prévenir tout avantage potentiel d'amélioration des performances obtenu grâce à l'extension de la période en compétition de substances interdites utilisées hors compétition.]

⁷⁷ [Comment to Fault: The criteria for assessing a Driver's degree of Fault is the same under all Articles where Fault is to be considered. However, under Article 10.6.2, no reduction of sanction is appropriate unless, when the degree of Fault is assessed, the conclusion is that No Significant Fault or Negligence on the part of the Driver or other Person was involved.]

⁷⁸ [Comment to In-Competition: Having a universally accepted definition for In-Competition provides greater harmonisation among Drivers across all sports, eliminates or reduces confusion among Drivers about the relevant timeframe for In-Competition Testing, avoids inadvertent Adverse Analytical Findings in between Competitions during an Event and assists in preventing any potential performance enhancement benefits from Substances prohibited Out-of-Competition being carried over to the Competition period.]

Manifestation internationale : Manifestation ou compétition où le Comité International Olympique, le Comité International Paralympique, une fédération internationale, une organisation responsable de grandes manifestations ou une autre organisation sportive internationale agit en tant qu'organisation responsable ou nomme les officiels techniques de la manifestation.

Pilote de niveau international : Pilotes concourant dans un sport au niveau international, selon la définition de chaque fédération internationale, en conformité avec le *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes. Pour le sport automobile, les Pilotes de niveau international sont définis dans l'introduction du Règlement (section « Application du Règlement »).⁷⁹

Standard international : Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un *standard international* (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le *standard international* sont correctement exécutées. Les standards internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

Organisations responsables de grandes manifestations : Associations continentales de comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisation responsable pour une manifestation internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre (telles que l'Association Mondiale des Fédérations Internationales de Sport, la Fédération des Jeux du Commonwealth, etc.).

Marqueur : Composé, ensemble de composés ou variable(s) biologique(s) qui attestent de l'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Métabolite : Toute substance qui résulte d'une biotransformation.

Niveau minimum de rapport : Concentration estimée d'une substance interdite ou de ses métabolite(s) ou marqueur(s) dans un échantillon en dessous de laquelle les laboratoires accrédités par l'AMA ne devraient pas rapporter l'échantillon en tant que résultat d'analyse anormal.

Mineur : Personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit (18) ans.

Organisation nationale antidopage : La ou les entité(s) désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement des échantillons et de la gestion des résultats des contrôles au plan national. Si une telle entité n'a pas été désignée par la ou les autorité(s) publique(s) compétente(s), le comité national olympique ou l'entité qui celui-ci désignera remplira ce rôle.

Manifestation nationale : Manifestation ou compétition sportive impliquant des Pilotes de niveau international ou des Pilotes de niveau national et qui n'est pas une manifestation internationale.

Pilote de niveau national : Pilotes concourant dans un sport au niveau national, selon la définition de chaque organisation nationale antidopage, en conformité avec le *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes.

Comité national olympique : Organisation reconnue à ce titre par le Comité International Olympique. Le terme *comité national olympique* englobe toute confédération sportive nationale des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un *comité national olympique* en matière d'antidopage.

International Event: An Event or Competition where the International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, an International Federation, a Major Event Organisation, or another international sport organisation is the ruling body for the Event or appoints the technical officials for the Event.

International-Level Driver: Drivers who compete in sport at the international level, as defined by each International Federation, consistent with the International Standard for Testing and Investigations. For motorsport, International-Level Drivers are defined as set out in the Scope section of the Introduction to these Anti-Doping Regulations.⁷⁹

International Standard: A standard adopted by WADA in support of the Code. Compliance with an International Standard (as opposed to another alternative standard, practice or procedure) shall be sufficient to conclude that the procedures addressed by the International Standard were performed properly. International Standards shall include any Technical Documents issued pursuant to the International Standard.

Major Event Organisations: The continental associations of National Olympic Committees and other international multi-sport organisations that function as the ruling body for any continental, regional or other International Event (such as the Global Association of International Sports Federations, the Commonwealth Games Federation, etc.).

Marker: A compound, group of compounds or biological variable(s) that indicates the Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method.

Metabolite: Any substance produced by a biotransformation process.

Minimum Reporting Level: The estimated concentration of a Prohibited Substance or its Metabolite(s) or Marker(s) in a Sample below which WADA-accredited laboratories should not report that Sample as an Adverse Analytical Finding.

Minor: A natural Person who has not reached the age of eighteen (18) years.

National Anti-Doping Organisation: The entity(ies) designated by each country as possessing the primary authority and responsibility to adopt and implement anti-doping rules, direct the collection of Samples, manage test results, and conduct hearings at the national level. If this designation has not been made by the competent public authority(ies), the entity shall be the country's National Olympic Committee or its designee.

National Event: A sport Event or Competition involving International- or National-Level Drivers that is not an International Event.

National-Level Driver: Drivers who compete in sport at the national level, as defined by each National Anti-Doping Organisation, consistent with the International Standard for Testing and Investigations.

National Olympic Committee: The organisation recognised by the International Olympic Committee. The term *National Olympic Committee* shall also include the National Sport Confederation in those countries where the National Sport Confederation assumes typical National Olympic Committee responsibilities in the anti-doping area.

⁷⁹ [Commentaire sur Sportif de niveau international : En conformité avec le Standard international pour les contrôles et les enquêtes, la FIA est libre de déterminer les critères qu'elle appliquera pour classer les Pilotes comme des Pilotes de niveau international par exemple en fonction de leur classement, de leur participation à certaines manifestations internationales, de leur type de licence, etc. Cependant, elle est tenue de publier ces critères de manière claire et concise afin que les Pilotes puissent s'assurer rapidement et facilement du moment où ils entrent dans la catégorie de Pilotes de niveau international. Par exemple, si les critères comprennent la participation à certaines manifestations internationales, la fédération internationale doit en publier la liste.]

⁷⁹ [Comment to International-Level Driver: Consistent with the International Standard for Testing and Investigations, the FIA is free to determine the criteria it will use to classify Drivers as International-Level Drivers, e.g., by ranking, by participation in particular International Events, by type of license, etc. However, it must publish those criteria in clear and concise form, so that Drivers are able to ascertain quickly and easily when they will become classified as International-Level Drivers. For example, if the criteria include participation in certain International Events, then the International Federation must publish a list of those International Events.]

Absence de faute ou de négligence : Démonstration par le *Pilote* ou l'autre *personne* du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une *substance interdite* ou une *méthode interdite* ou avait commis d'une quelconque façon une violation des règles antidopage. Sauf dans le cas d'une *personne protégée* ou d'un *Pilote de niveau récréatif*, pour toute violation de l'article 2.1, le *Pilote* doit également établir de quelle manière la *substance interdite* a pénétré dans son organisme.

Absence de faute ou de négligence significative : Démonstration par le *Pilote* ou l'autre *personne* du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'*absence de faute ou de négligence*, sa *faute* ou sa *négligence* n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'une *personne protégée* ou d'un *Pilote de niveau récréatif*, pour toute violation de l'article 2.1, le *Pilote* doit également établir de quelle manière la *substance interdite* a pénétré dans son organisme.

Indépendance opérationnelle : Cela signifie (1) qu'aucun membre du conseil, membre du personnel, membre d'une commission, consultant ou officiel de l'*organisation antidopage* responsable de la *gestion des résultats* ou de ses affiliés (par exemple, fédération ou confédération membre) ni aucune *personne* impliquée dans l'enquête et la phase préalable de l'instruction ne peuvent être nommés membres et/ou greffiers (dans la mesure où le greffier est impliqué dans les délibérations et/ou la rédaction de la décision) des instances d'audit de l'*organisation antidopage* responsable de la *gestion des résultats* et (2) que les instances d'audit seront en mesure de réaliser la procédure d'audit et de prise de décision sans ingérence de la part de l'*organisation antidopage* ou d'un tiers. L'objectif est de veiller à ce que les membres de l'instance d'audit ou les individus intervenant d'une autre manière dans la décision de l'instance d'audit ne soient pas impliqués dans l'instruction ni dans toute phase préalable à la prise de décision.

Hors compétition : Toute période qui n'est pas en compétition.

Participant : Tout *Pilote* ou membre du personnel d'encadrement du *Pilote*.

Personne : *Personne* physique ou organisation ou autre entité.

Possession : *Possession* physique ou de fait (qui ne sera établie que si la *personne* exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où une *substance/méthode interdite* se trouve). Toutefois, si la *personne* n'exerce pas un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où la *substance/méthode interdite* se trouve, la *possession* de fait ne sera établie que si la *personne* était au courant de la présence de la *substance/méthode interdite* et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir violation des règles antidopage reposant sur la seule *possession* si, avant de recevoir notification d'une violation des règles antidopage, la *personne* a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en *possession* d'une *substance/méthode interdite* et a renoncé à cette *possession* en la déclarant explicitement à une *organisation antidopage*. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat (y compris par un moyen électronique ou autre) d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* constitue une *possession* de celle-ci par la *personne* qui effectue cet achat.⁸⁰

No Fault or Negligence: The *Driver* or other *Person's* establishing that he or she did not know or suspect, and could not reasonably have known or suspected even with the exercise of utmost caution, that he or she had *Used* or been administered the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or otherwise violated an anti-doping rule. Except in the case of a *Protected Person* or *Recreational Driver*, for any violation of Article 2.1, the *Driver* must also establish how the *Prohibited Substance* entered the *Driver's* system.

No Significant Fault or Negligence: The *Driver* or other *Person's* establishing that any *Fault* or *Negligence*, when viewed in the totality of the circumstances and taking into account the criteria for *No Fault* or *Negligence*, was not significant in relationship to the anti-doping rule violation. Except in the case of a *Protected Person* or *Recreational Driver*, for any violation of Article 2.1, the *Driver* must also establish how the *Prohibited Substance* entered the *Driver's* system.

Operational Independence: This means that (1) board members, staff members, commission members, consultants and officials of the *Anti-Doping Organisation* with responsibility for *Results Management* or its affiliates (e.g., member federation or confederation), as well as any *Person* involved in the investigation and pre-adjudication of the matter cannot be appointed as members and/or clerks (to the extent that such clerk is involved in the deliberation process and/or drafting of any decision) of hearing panels of that *Anti-Doping Organisation* with responsibility for *Results Management* and (2) hearing panels shall be in a position to conduct the hearing and decision-making process without interference from the *Anti-Doping Organisation* or any third party. The objective is to ensure that members of the hearing panel or individuals otherwise involved in the decision of the hearing panel, are not involved in the investigation of, or decisions to proceed with, the case.

Out-of-Competition: Any period which is not *In-Competition*.

Participant: Any *Driver* or *Driver Support Person*.

Person: A natural *Person* or an organisation or other entity.

Possession: The actual, physical *Possession*, or the constructive *Possession* (which shall be found only if the *Person* has exclusive control or intends to exercise control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists); provided, however, that if the *Person* does not have exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists, constructive *Possession* shall only be found if the *Person* knew about the presence of the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* and intended to exercise control over it. Provided, however, there shall be no anti-doping rule violation based solely on *Possession* if, prior to receiving notification of any kind that the *Person* has committed an anti-doping rule violation, the *Person* has taken concrete action demonstrating that the *Person* never intended to have *Possession* and has renounced *Possession* by explicitly declaring it to an *Anti-Doping Organisation*. Notwithstanding anything to the contrary in this definition, the purchase (including by any electronic or other means) of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* constitutes *Possession* by the *Person* who makes the purchase.⁸⁰

⁸⁰ [Commentaire sur *Possession* : En vertu de cette définition, des stéroïdes anabolisants trouvés dans le véhicule d'un *Pilote* constitueraient une violation à moins que le *Pilote* ne puisse démontrer qu'une autre *personne* s'est servie de son véhicule. Dans de telles circonstances, la FIA devra démontrer que, bien que le *Pilote* n'ait pas eu le contrôle exclusif du véhicule, le *Pilote* était au courant de la présence des stéroïdes anabolisants et avait l'intention d'exercer un contrôle sur eux. Dans un même ordre d'idées, dans l'hypothèse où des stéroïdes anabolisants seraient trouvés dans une armoire à médicaments relevant du contrôle commun d'un *Pilote* et de sa conjointe, la FIA devra démontrer que le *Pilote* était au courant de la présence des stéroïdes anabolisants dans l'armoire à médicaments et qu'il avait l'intention d'exercer un contrôle sur eux. L'acte d'acquisition d'une *substance interdite*, en soi, constitue la *possession*, même si, par exemple, le produit n'arrive pas, est reçu par quelqu'un d'autre ou est envoyé à l'adresse d'un tiers.]

⁸⁰ [Comment on *Possession*: Under this definition, anabolic steroids found in a *Driver's* car would constitute a violation unless the *Driver* establishes that someone else used the car; in that event, the FIA must establish that, even though the *Driver* did not have exclusive control over the car, the *Driver* knew about the anabolic steroids and intended to have control over them. Similarly, in the example of anabolic steroids found in a home medicine cabinet under the joint control of a *Driver* and spouse, the FIA must establish that the *Driver* knew the anabolic steroids were in the cabinet and that the *Driver* intended to exercise control over them. The act of purchasing a *Prohibited Substance* alone constitutes *Possession*, even where, for example, the product does not arrive, is received by someone else, or is sent to a third-party address.]

Liste des interdictions : Liste identifiant les *substances interdites* et les *méthodes interdites*.

Méthode interdite : Toute méthode décrite comme telle dans la *Liste des interdictions*.

Substance interdite : Toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la *Liste des interdictions*.

Personne protégée : Sportif ou autre *personne physique* qui, au moment de la violation des règles antidopage, (i) n'a pas atteint l'âge de seize (16) ans, (ii) n'a pas atteint l'âge de dix-huit (18) ans et n'est pas inclus(e) dans un *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* et n'a jamais concouru dans une *manifestation internationale* dans une catégorie ouverte, ou (iii) est considéré(e) comme privé(e) de capacité juridique selon le droit national applicable, pour des raisons sans rapport avec l'âge.⁸¹

Audience préliminaire : Aux fins de l'article 7.4.3, audience sommaire et accélérée avant la tenue de l'audience prévue à l'article 8 qui implique la notification du *Pilote* et lui donne la possibilité de s'exprimer par écrit ou par oral.⁸²

Suspension provisoire : Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Divulguer publiquement : Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Pilote de niveau récréatif : *Personne physique* définie comme telle par l'*organisation nationale antidopage* compétente. Toutefois, ce terme n'inclut aucune *personne* qui, dans les cinq ans précédant la commission d'une violation des règles antidopage, a été un *Pilote de niveau international* (selon la définition de chaque fédération internationale conforme au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes) ou un *Pilote de niveau national* (selon la définition de chaque *organisation nationale antidopage* conforme au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes), a représenté un pays dans une *manifestation internationale* dans une catégorie ouverte ou a été inclus dans un *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles* ou dans un autre groupe constitué par une fédération internationale ou une *organisation nationale antidopage* pour donner des informations sur la localisation.⁸³

Organisation régionale antidopage : Entité régionale créée par les pays membres pour coordonner et gérer, par délégation, des domaines de leurs programmes nationaux antidopage, pouvant inclure l'adoption et l'application de règles antidopage, la planification et la collecte d'échantillons, la *gestion des résultats*, l'examen des *AUT* et la réalisation de programmes éducatifs au plan régional.

Groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles : Groupe de *Pilotes* identifiés comme hautement prioritaires au niveau international par les fédérations internationales et au niveau national par les *organisations nationales antidopage*, respectivement, et qui sont assujettis à des *contrôles ciblés en compétition* et *hors compétition* dans le cadre du plan de répartition des *contrôles* de la fédération internationale ou de l'*organisation nationale*

Prohibited List: The list identifying the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods*.

Prohibited Method: Any method so described on the *Prohibited List*.

Prohibited Substance: Any substance, or class of substances, so described on the *Prohibited List*.

Protected Person: A *Driver* or other natural *Person* who at the time of the anti-doping rule violation: (i) has not reached the age of sixteen (16) years; (ii) has not reached the age of eighteen (18) years and is not included in any *Registered Testing Pool* and has never competed in any *International Event* in an open category; or (iii) for reasons other than age has been determined to lack legal capacity under applicable national legislation.⁸¹

Provisional Hearing: For purposes of Article 7.4.3, an expedited abbreviated hearing occurring prior to a hearing under Article 8 that provides the *Driver* with notice and an opportunity to be heard in either written or oral form.⁸²

Provisional Suspension: See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

Publicly Disclose: See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations* above.

Recreational Driver: A natural *Person* who is so defined by the relevant *National Anti-Doping Organisation*; provided, however, the term shall not include any *Person* who, within the five (5) years prior to committing any anti-doping rule violation, has been an *International-Level Driver* (as defined by each International Federation consistent with the *International Standard for Testing and Investigations*) or *National-Level Driver* (as defined by each *National Anti-Doping Organisation* consistent with the *International Standard for Testing and Investigations*), has represented any country in an *International Event* in an open category or has been included within any *Registered Testing Pool* or other whereabouts information pool maintained by any International Federation or *National Anti-Doping Organisation*.⁸³

Regional Anti-Doping Organisation: A regional entity designated by member countries to coordinate and manage delegated areas of their national anti-doping programs, which may include the adoption and implementation of anti-doping rules, the planning and collection of *Samples*, the management of results, the review of *TUEs*, the conduct of hearings, and the conduct of *Educational* programs at a regional level.

Registered Testing Pool: The pool of highest-priority *Drivers* established separately at the international level by International Federations and at the national level by *National Anti-Doping Organisations*, who are subject to focused *In-Competition* and *Out-of-Competition Testing* as part of that International Federation's or *National Anti-Doping Organisation's* test distribution plan and therefore are required to provide whereabouts

81 [Commentaire sur *Personne protégée* : Le Code traite les personnes protégées différemment des autres *Pilotes* ou personnes dans certaines circonstances au motif qu'en dessous d'un certain âge ou d'une certaine capacité intellectuelle, un *Pilote* ou une autre *personne* peut ne pas avoir les moyens suffisants pour comprendre et apprécier les interdictions mentionnées par le Code à l'encontre de certains comportements. Cela inclurait, par exemple, les *Pilotes paralympiques* présentant une absence de capacité juridique documentée en raison d'un handicap intellectuel. Le terme « catégorie ouverte » vise à exclure les compétitions limitées aux juniors ou aux catégories par tranches d'âge.]

82 [Commentaire sur *Audience préliminaire* : Une audience préliminaire n'est qu'une procédure préliminaire qui peut ne pas impliquer l'examen intégral des faits de l'affaire. Suite à une audience préliminaire, le *Pilote* continue à avoir droit à une audience complète portant sur le fond. En revanche, une « audience accélérée » au sens de l'article 7.4.3 est une audience complète portant sur le fond, mais organisée selon un calendrier accéléré.]

83 [Commentaire sur *Sportif de niveau récréatif* : Le terme « catégorie ouverte » vise à exclure les compétitions limitées aux juniors ou aux catégories par tranches d'âge.]

81 [Comment to *Protected Person*: The Code treats *Protected Persons* differently than other *Drivers* or *Persons* in certain circumstances based on the understanding that, below a certain age or intellectual capacity, a *Driver* or other *Person* may not possess the mental capacity to understand and appreciate the prohibitions against conduct contained in the Code. This would include, for example, a *Paralympic Driver* with a documented lack of legal capacity due to an intellectual impairment. The term "open category" is meant to exclude competition that is limited to junior or age group categories.]

82 [Comment to *Provisional Hearing*: A *Provisional Hearing* is only a preliminary proceeding which may not involve a full review of the facts of the case. Following a *Provisional Hearing*, the *Driver* remains entitled to a subsequent full hearing on the merits of the case. By contrast, an "expedited hearing", as that term is used in Article 7.4.3, is a full hearing on the merits conducted on an expedited time schedule.]

83 [Comment to *Recreational Driver*: The term "open category" is meant to exclude competition that is limited to junior or age group categories.]

antidopage et qui, de ce fait, sont tenus de fournir des informations sur leur localisation conformément à l'article 5.5 du *Code* et au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes.

Gestion des résultats : Processus incluant la période située entre la notification au sens de l'article 5 du *Standard international* pour la gestion des résultats, ou, dans certains cas (par exemple *résultat atypique*, *Passport biologique du Pilote*, manquement aux obligations en matière de localisation), les étapes préalables à la notification expressément prévues à l'article 5 du *Standard international* pour la gestion des résultats, en passant par la notification des charges et jusqu'à la résolution finale de l'affaire, y compris la fin de la procédure d'audition en première instance ou en appel (si un appel a été interjeté).

Échantillon ou spécimen : Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du contrôle du dopage.⁸⁴

Signataires : Entités qui ont accepté le *Code* et se sont engagées à le mettre en œuvre, conformément à l'article 23 du *Code*.

Méthode spécifiée : Voir article 4.2.2.

Substance spécifiée : Voir article 4.2.2.

Responsabilité objective : Règle qui stipule qu'au titre des articles 2.1 et 2.2, il n'est pas nécessaire que l'*organisation antidopage* démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du *Pilote* pour établir une violation des règles antidopage.

Substance d'abus : Voir article 4.2.3.

Aide substantielle : Aux fins de l'article 10.7.1, une *personne* qui fournit une *aide substantielle* doit : (1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée ou dans un entretien enregistré, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage ou d'autres procédures décrites à l'article 10.7.1.1, et (2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une *organisation antidopage* ou une instance d'audition le lui demande. De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de l'affaire ou de la procédure poursuivie, ou, si l'affaire ou la procédure n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire ou une procédure pourrait reposer.

Falsification : Conduite intentionnelle qui altère le processus de contrôle du dopage, mais sans relever par ailleurs de la définition des *méthodes interdites*. La falsification inclut, notamment, le fait d'offrir ou d'accepter un pot-de-vin pour effectuer ou s'abstenir d'effectuer un acte, d'empêcher le prélèvement d'un échantillon, d'entraver ou d'empêcher l'analyse d'un échantillon, de falsifier des documents soumis à une *organisation antidopage*, à un comité d'AUT ou à une instance d'audition, de procurer un faux témoignage de la part d'un témoin, de commettre tout autre acte frauduleux envers l'*organisation antidopage* ou l'instance d'audition en vue d'entraver la gestion des résultats ou l'imposition de conséquences, ainsi que toute autre ingérence ou tentative d'ingérence intentionnelle similaire d'un autre aspect du contrôle du dopage.⁸⁵

⁸⁴ [Commentaire sur *Échantillon ou spécimen* : Certains ont parfois fait valoir que le prélèvement d'échantillons sanguins viole les tenets de certains groupes religieux ou culturels. Il a été déterminé que cette considération n'était pas fondée.]

⁸⁵ [Commentaire sur *Falsification* : Par exemple, cet article interdirait de modifier les numéros d'identification sur un formulaire de contrôle du dopage durant le contrôle, de briser le flacon B au moment de l'analyse de l'échantillon B, d'altérer un échantillon en y ajoutant une substance étrangère ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel ou un témoin qui a déposé ou fourni des informations au cours du processus de contrôle du dopage. La falsification inclut tout manquement qui se produit durant le processus de gestion des résultats. Voir article 10.9.3.3. En revanche, les actions entreprises dans le cadre de la défense légitime d'une personne envers une accusation de violation des règles antidopage ne seront pas considérées comme une falsification. Un comportement insultant envers un agent de contrôle du dopage ou une autre personne impliquée dans le contrôle du dopage qui ne constitue pas par ailleurs une falsification sera traité selon les règles disciplinaires des organisations sportives.]

information as provided in Article 5.5 and the *International Standard for Testing and Investigations*.

Results Management: The process encompassing the timeframe between notification as per Article 5 of the *International Standard for Results Management*, or in certain cases (e.g., *Atypical Finding*, *Driver Biological Passport*, whereabouts failure), such pre-notification steps expressly provided for in Article 5 of the *International Standard for Results Management*, through the charge until the final resolution of the matter, including the end of the hearing process at first instance or on appeal (if an appeal was lodged).

Sample or Specimen: Any biological material collected for the purposes of *Doping Control*.⁸⁴

Signatories: Those entities accepting the *Code* and agreeing to implement the *Code*, as provided in Article 23 of the *Code*.

Specified Method: See Article 4.2.2.

Specified Substance: See Article 4.2.2.

Strict Liability: The rule which provides that under Article 2.1 and Article 2.2, it is not necessary that intent, *Fault*, *Negligence*, or knowing *Use* on the *Driver's* part be demonstrated by the *Anti-Doping Organisation* in order to establish an anti-doping rule violation.

Substance of Abuse: See Article 4.2.3.

Substantial Assistance: For purposes of Article 10.7.1, a *Person* providing *Substantial Assistance* must: (1) fully disclose in a signed written statement or recorded interview all information he or she possesses in relation to anti-doping rule violations or other proceeding described in Article 10.7.1.1, and (2) fully cooperate with the investigation and adjudication of any case or matter related to that information, including, for example, presenting testimony at a hearing if requested to do so by an *Anti-Doping Organisation* or hearing panel. Further, the information provided must be credible and must comprise an important part of any case or proceeding which is initiated or, if no case or proceeding is initiated, must have provided a sufficient basis on which a case or proceeding could have been brought.

Tampering: Intentional conduct which subverts the *Doping Control* process but which would not otherwise be included in the definition of *Prohibited Methods*. *Tampering* shall include, without limitation, offering or accepting a bribe to perform or fail to perform an act, preventing the collection of a *Sample*, affecting or making impossible the analysis of a *Sample*, falsifying documents submitted to an *Anti-Doping Organisation* or *TUE* committee or hearing panel, procuring false testimony from witnesses, committing any other fraudulent act upon the *Anti-Doping Organisation* or hearing body to affect *Results Management* or the imposition of *Consequences*, and any other similar intentional interference or *Attempted* interference with any aspect of *Doping Control*.⁸⁵

⁸⁴ [Comment on *Sample or Specimen*: It has sometimes been claimed that the collection of blood Samples violates the tenets of certain religious or cultural groups. It has been determined that there is no basis for any such claim.]

⁸⁵ [Comment on *Tampering*: For example, this Article would prohibit altering identification numbers on a *Doping Control* form during *Testing*, breaking the B bottle at the time of B *Sample* analysis, altering a *Sample* by the addition of a foreign substance, or intimidating or attempting to intimidate a potential witness or a witness who has provided testimony or information in the *Doping Control* process. *Tampering* includes misconduct which occurs during the *Results Management* process. See Article 10.9.3.3. However, actions taken as part of a *Person's* legitimate defence to an anti-doping rule violation charge shall not be considered *Tampering*. Offensive conduct towards a *Doping Control* official or other *Person* involved in *Doping Control* which does not otherwise constitute *Tampering* shall be addressed in the disciplinary rules of sport organisations.]

Contrôle ciblé : Sélection de *Pilotes* identifiés en vue de contrôles, sur la base de critères énoncés dans le *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes.

Sport d'équipe : Aux fins du présent Règlement uniquement et nonobstant la définition du sport d'équipe dans le Code, une discipline du sport automobile qui se concourt par équipes (conducteur et passager) ou qui autorise le remplacement ou le relais de *Pilotes* durant une compétition.

Document technique : Document adopté et publié par l'AMA en temps opportun, contenant des exigences techniques obligatoires portant sur des sujets antidopage spécifiques énoncés dans un *standard international*.

Contrôle : Parties du processus global de *contrôle du dopage* comprenant la planification de la répartition des contrôles, le prélèvement des échantillons, leur manipulation et leur transport au laboratoire.

Groupe de contrôle : Le niveau inférieur au *groupe cible de Pilotes soumis aux contrôles*, incluant des *Pilotes* qui ne peuvent être localisés et contrôlés hors compétition sans certaines informations de localisation.

Autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) : Une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques permet à un *Pilote* atteint d'une affection médicale d'utiliser une substance interdite ou une méthode interdite, à condition que soient satisfaites les conditions prévues à l'article 4.4 et dans le *Standard international* pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

Trafic : Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers (ou possession à cette fin) d'une substance interdite ou d'une méthode interdite (physiquement ou par un moyen électronique ou autre) par un *Pilote*, le personnel d'encadrement du *Pilote* ou une autre personne relevant de la compétence d'une organisation antidopage. Toutefois, cette définition ne comprend pas les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables. Elle ne comprend pas non plus les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontre que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive.

Convention de l'UNESCO : Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

Usage : Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

AMA : L'Agence mondiale antidopage.

Entente sous réserve de tous droits : Aux fins des articles 10.7.1.1 et 10.8.2, entente écrite entre une organisation antidopage et un *Pilote* ou une autre personne qui autorise le *Pilote* ou l'autre personne à fournir des informations à l'organisation antidopage dans un contexte spécifique assorti de délais définis, étant entendu que si un accord pour aide substantielle ou un accord de règlement d'une affaire n'est pas finalisé, les informations fournies par le *Pilote* ou l'autre personne dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par l'organisation antidopage contre le *Pilote* ou l'autre personne dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code, et que les informations fournies par l'organisation antidopage dans ce contexte particulier ne pourront pas être utilisées par le *Pilote* ou l'autre personne contre l'organisation antidopage dans une procédure de gestion des résultats en vertu du Code. Une telle entente n'empêchera pas l'organisation antidopage, le *Pilote* ou l'autre personne d'utiliser les informations ou moyens de preuve obtenus de la part d'une source, sauf dans le contexte spécifique assorti de délais définis décrit dans l'entente.

Target Testing : Selection of specific *Drivers* for Testing based on criteria set forth in the *International Standard for Testing and Investigations*.

Team Sport : For the purpose of these Regulations only and notwithstanding the definition of *Team Sport* in the Code, a discipline of motorsport in which a crew (driver and passenger) competes with other crews or which authorises the replacement or relaying of *Drivers* during a *Competition*.

Technical Document : A document adopted and published by WADA from time to time containing mandatory technical requirements on specific anti-doping topics as set forth in an *International Standard*.

Testing : The parts of the *Doping Control* process involving test distribution planning, *Sample* collection, *Sample* handling, and *Sample* transport to the laboratory.

Testing Pool : The tier below the *Registered Testing Pool* which includes *Drivers* from whom some whereabouts information is required in order to locate and Test the *Driver Out-of-Competition*.

Therapeutic Use Exemption (TUE) : A *Therapeutic Use Exemption* allows a *Driver* with a medical condition to Use a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*, but only if the conditions set out in Article 4.4 and the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions* are met.

Trafficking : Selling, giving, transporting, sending, delivering or distributing (or Possessing for any such purpose) a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (either physically or by any electronic or other means) by a *Driver*, *Driver Support Person* or any other *Person* subject to the authority of an *Anti-Doping Organisation* to any third party; provided, however, this definition shall not include the actions of bona fide medical personnel involving a *Prohibited Substance Used* for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification, and shall not include actions involving *Prohibited Substances* which are not prohibited in *Out-of-Competition Testing* unless the circumstances as a whole demonstrate such *Prohibited Substances* are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

UNESCO Convention : The International Convention against Doping in Sport adopted by the 33rd session of the UNESCO General Conference on 19 October 2005 including any and all amendments adopted by the States Parties to the Convention and the Conference of Parties to the International Convention against Doping in Sport.

Use : The utilisation, application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

WADA : The World Anti-Doping Agency.

Without Prejudice Agreement : For purposes of Articles 10.7.1.1 and 10.8.2, a written agreement between an *Anti-Doping Organisation* and a *Driver* or other *Person* that allows the *Driver* or other *Person* to provide information to the *Anti-Doping Organisation* in a defined time-limited setting with the understanding that, if an agreement for *Substantial Assistance* or a case resolution agreement is not finalised, the information provided by the *Driver* or other *Person* in this particular setting may not be used by the *Anti-Doping Organisation* against the *Driver* or other *Person* in any *Results Management* proceeding under the Code, and that the information provided by the *Anti-Doping Organisation* in this particular setting may not be used by the *Driver* or other *Person* against the *Anti-Doping Organisation* in any *Results Management* proceeding under the Code. Such an agreement shall not preclude the *Anti-Doping Organisation*, *Driver* or other *Person* from using any information or evidence gathered from any source other than during the specific time-limited setting described in the agreement.